

# **cahiers internationalistes**

(ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL)

## **Moyen Orient: Chronique d'une tragédie prolétarienne**

# Sommaire

---

Chronologie .....	pag. 4
La question palestinienne et le mouvement ouvrier international.....	pag. 6
Gaza, ou les prisons nationales.....	pag. 10
Israël et Palestine: Terrorisme d'Etat et défaitisme prolétarien.....	pag. 12
L'ennemi des prolétaires palestiniens est à Gaza City et à Jérusalem, à Tel Aviv comme à Aman, à Damas et à Beirut comme au Caire et à Tunis .....	pag. 15
Pour sortir de l'impasse ensanglantée du Moyen Orient .....	pag. 16
Guerres et trafiquants d'armes au Moyen Orient .....	pag. 18
L'alliance des bourgeoisies israélienne et palestinienne contre le prolétariat .....	pag. 20
L'islamisme, réponse réactionnaire et impérialiste après la clôture du misérable cycle bourgeois au Moyen Orient ...	pag. 22
Guerre totale au Moyen Orient.....	pag. 25
Quelques considérations sur les Etats impérialistes, les Califats, les nations sans histoire, le pétrole et les Lager prolétariens .....	pag. 27
«Créatures» du capitalisme .....	pag. 29
Le bombardement continu .....	pag. 32
Alep, ou du terrorisme impérialiste.....	pag. 35
Restes et putrefaction des «questions nationales».....	pag. 37
Le Moyen Orient est un cimetière .....	pag. 40
De la Lybie à l'Iran, en passant par l'Irak. Luites sociales et guerres impérialistes dans le contexte moyen-oriental ..	pag. 42
Le prolétariat palestinien dans le piège infâme du nationalisme .....	pag. 44
Notes à contre-courant sur le Hamas et le «mouvement palestinien» .....	pag. 51
Gaza: aucune illusion .....	pag. 57
Notre bibliographie essentielle .....	pag. 58

## Présentation

Tandis que la furie homicide de l'Etat d'Israël vis-à-vis des prolétaires et des masses en cours de prolétarisation de la Bande de Gaza et alentours n'a pas l'air de se calmer, nous avons rassemblé dans cette brochure les articles parus sur les pages de notre organe de combat et de préparation révolutionnaire *il programma comunista* dans une période qui va de 2000 jusqu'à aujourd'hui, en étroite continuité avec ce que notre Parti n'a jamais cessé de proposer depuis 1930 (voir à ce propos la Bibliographie qui se trouve à la fin de cette brochure).

Pourquoi ces vingt-cinq années? Il ne s'agit pas seulement d'un choix technique rendu nécessaire par la grande masse de notre matériel sur le sujet: le fait est que dans ce dernier quart de siècle la «question du Moyen Orient», comme on dit, et en particulier la question «palestinienne», s'est toujours plus aiguisée sous la pression de la crise mondiale du mode de production capitaliste, qui se traîne avec des hauts et des bas depuis des dizaines d'années. En même temps, les contradictions explosives qui se dégagent de cette aire restent enfermées dans une impasse de revendications nationalistes, non seulement du type de la révolution «démocratique-bourgeoise», mais brutalement réactionnaires, ethnico-religieuses et théocratiques. L'énorme et incessant tribut de sang versé par les prolétaires palestiniens (et plus généralement arabes) finit ainsi par être utilisé dans une perspective entièrement démocratique, réformiste et donc conservatrice, à laquelle se soumettent volontiers les formations de fausse gauche (depuis celles ouvertement social-démocrates jusqu'à la galaxie des nostalgiques des Fronts Uniques plus ou moins Populaires et des Comités de Libération Nationale), soit localement, soit internationalement. On ne parle plus de «prolétariat», mais de «peuple», en noyant l'identité de classe dans le marais pestilentiel de l'Etat-nation; et si on parle d'«impérialisme», c'est pour le réduire au «colonialisme» ou au «sionisme», comme si l'impérialisme était seulement une politique d'agressions militaires et d'exaltation ethnique: ainsi, la difficile et pénible reprise de la lutte de classe dans les métropoles et dans les périphéries de l'impérialisme n'est pas seulement ralentie, mais bloquée et la lutte ouverte pour le communisme n'est pas seulement oubliée, mais niée.

Raison de plus pour mettre ce matériel à la disposition de ceux qui ressentent le caractère dramatique de ce qui se passe et qui perçoivent l'urgence de reprendre la voie de la véritable et authentique lutte de classe: cette lutte de classe qui, menée jusqu'au bout, devient révolutionnaire, internationale parce qu'antinationale, pour abattre le mode de production coupable entre autres de ces horribles massacres.

Juin 2025

# Chronologie

- 1882-1904** 1ère Aliyah (retour des Juifs de la diaspora en Palestine). Fondation des premières colonies agricoles juives. Immigration massive animée d'idéaux sionistes.
- 1897** 1er Congrès sioniste à Bâle, et institution de la 1ère Organisation sioniste mondiale.
- 1898-1899** 2ème et 3ème Congrès sionistes.
- 1904-1914** 2ème Aliyah.
- 1909** Fondation du 1er Kibboutz dans la vallée du Jourdain, au nord de l'actuel Etat d'Israël (Kvoutzat Degania).
- 1917-1923** Dissolution de l'Empire ottoman. Déclaration Balfour (Document dans lequel la Grande-Bretagne s'engage à favoriser la formation d'un «foyer national» pour le peuple juif en Palestine). La Grande-Bretagne gouverne la Palestine au moyen d'une organisation militaire.
- La Conférence de Sanremo accorde à la Grande-Bretagne le droit d'exercer un mandat sur la Palestine et de vastes régions du Moyen Orient.
- 1920** Fondation de l'organisation militaire Haganah (La Défense) qui sera par la suite intégrée dans les forces armées israéliennes.
- 1920-1945** Les autorités britanniques favorisent la pénétration sioniste en Palestine.
- 1928** À Ismaïlia (Égypte), est né le mouvement des Frères musulmans, fondé par al-Hasan al-Bannā.
- 1930** La commission Hope Simpson recommande de réduire le plus possible l'immigration, et souligne l'augmentation du chômage et la perte de terrains par la population arabe, causées par l'immigration juive incontrôlée des années précédentes et par les politiques d'attribution de territoire.
- 1931** Naissance de l'Irgun (Irgun Tsvai Leumi, Organisation Militaire Nationale), qui se sépare de l'Haganah en formant un groupe paramilitaire terroriste autonome.
- 1936-1939** Augmentation des émeutes dans la population arabe. Les révoltes culminent dans une grande grève générale de six mois dans les villes, menée non plus par la paysannerie et la bourgeoisie, mais par un prolétariat agricole désormais dépourvu de moyens de subsistance.
- 1940** En désaccord avec la trêve stipulée entre l'Irgun et les autorités britanniques, fondation par Avraham Stern du Lehi sioniste (connu sous le nom de Bande Stern), organisation paramilitaire terroriste d'obédience sioniste, qui se spécialisera dans les attaques contre les forces britanniques.
- 1945** La Ligue arabe a été fondée par l'Égypte, la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Yémen, la Jordanie, l'Irak et le Liban. La Libye, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, le Koweït, l'Algérie, la Somalie et d'autres États africains l'ont rejointe par la suite.
- 1946** L'attentat au King David Hotel, réalisé par l'Irgun, avec près de 100 morts, et les continuels attaques terroristes contre ses militaires et diplomates, qui se succèdent depuis désormais dix ans, poussent le Royaume Uni à annoncer qu'il renoncera à contrôler la région d'ici 1948.
- 1947** (29 novembre) L'ONU prévoit un plan de division de la Palestine en deux États: le premier arabe (comprenant 45% du territoire, avec une population juive presque égale à zéro) et l'autre juif comprenant 55% du territoire, mais avec les juifs en majorité seulement dans la région de Tel-Aviv et en minorité ailleurs), en gardant Jérusalem comme territoire neutre sous l'égide de l'ONU.
- 1948** Annexion de la Cisjordanie à la Transjordanie.
- Proclamation de l'Etat d'Israël: 750 000 arabes palestiniens sont chassés de leur terre (la Nakba, la catastrophe); destruction systématique de villages entiers: un nettoyage ethnique perpétré par les habitants juifs à l'encontre des arabes, qui causera plus de 100 000 exilés et quelques centaines de morts. A la fin de la Nakba, les colons juifs seront la majorité dans la plus grande partie du territoire à eux assigné.
  - (15 mai) Début de la guerre pour l'Indépendance d'Israël, qui se terminera en janvier 1949.
  - (11 décembre) Une résolution de l'ONU demande le retour des exilés palestiniens.
- 1949** (23 janvier) Armistice entre Israël et l'Egypte.
- (25 janvier) Ben Gourion gagne les élections et forme le premier gouvernement de l'Etat d'Israël. Les travaillistes resteront au Gouvernement jusqu'à 1977.
  - En Egypte, fin du Gouvernement du Roi Farouk.
  - (4 mars) Armistice entre Israël et le Liban.
  - (23 mars) Armistice entre Israël et la Jordanie.
  - (20 juillet) Armistice entre Israël et la Syrie.
- 1949-1951** 750 000 immigrés entrent en Israël.
- Les Ordonnances sur l'état d'urgence israéliennes complètent les «Lois d'urgence» anglaises de 1945. Elles confèrent à l'autorité militaire, pour les besoins de la sécurité publique, le pouvoir de perquisitionner logements et véhicules, d'émettre des mandats d'arrêt, d'intenter des procès sommaires à huis clos et sans appel, de limiter la circulation des personnes, de les assigner à résidence, et de les déporter au-delà des frontières.
- 1955-1956** Affrontements et représailles entre Feddayn palestiniens et armée israélienne.
- 1956** 2ème guerre arabo-israélienne (guerre de Suez) interrompue par l'URSS et les USA. Le président égyptien Nasser nationalise la Compagnie du Canal de Suez. Echec de l'attaque franco-britannique contre l'Egypte. Massacre du village de Kafr Qasim perpétré par un commando de la police des frontières israélienne (MAGAV), et où sont assassinés 49 arabes israéliens désarmés.
- Les Israéliens envahissent le Sinaï.
- 1958** La révolution éclate en Irak. Les États-Unis interviennent au Liban. Proclamation de la République Arabe Unie entre l'Égypte et la Syrie.
- 1960** Naissance de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).
- 1961** Indépendance du Koweït par rapport au Royaume-Uni. L'Irak revendique son annexion, mais l'intervention militaire britannique annule cette prétention.
- 1963** Le parti Baath prend le pouvoir en Syrie.
- Fin de l'ère Ben Gourion.
- 1964** Formation de l'OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine), qui réunit les plus importants groupes nationalistes palestiniens. D'abord émanation de la Ligue arabe, après 1967 l'OLP conquiert son autonomie et se donne une ligne politique propre.
- 1965** Première action de résistance armée de la part des Feddayn de Yasser Arafat.
- 1967** (5/11 juin ) Guerre des Six Jours : Israël occupe Gaza, la Cisjordanie, le Golan et le Sinaï. Plus de 300 000 Palestiniens sont expulsés (la Naksa, la Défaite).
- (juillet 1967) Naissance du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), dirigé par George Habash.
  - (22 novembre) Le Conseil de Sécurité des Nations Unies demande à l'unanimité qu'Israël se retire des territoires occupés, et qu'il se fasse un accord pour une paix juste et durable, fondée sur des frontières sûres et reconnues.
  - Début du projet d'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza.
- 1968** Le Parti Baath prend le pouvoir en Irak.
- Yasser Arafat devient Président du Comité Exécutif de l'OLP.
- 1969** Le Colonel Kaddafi prend le pouvoir en Libye.
- 1970** Guerre Jordano-palestinienne (Septembre noir). Les Palestiniens sont chassés de Cisjordanie.
- Mort du Président égyptien Nasser.
- 1972** L'organisation palestinienne «Septembre Noir» fomenté un attentat à Munich (Bavière) pendant le déroulement des Jeux Olympiques.
- 1973** Guerre du Kippour et première crise pétrolière.
- (6 octobre) L'Egypte et la Syrie attaquent militairement Israël: 4ème guerre arabo-israélienne.
  - (22 octobre) Après plusieurs défaites de l'armée israélienne, le Conseil de Sécurité de l'ONU impose un cessez le feu.
  - (décembre 1973-janvier 1974): A la Conférence de Genève, Israël signe un accord de paix avec l'Egypte.
- 1974** Arafat prononce le célèbre discours «de l'olivier et du fusil» à l'Assemblée générale des Nations Unies, où il propose une pacification générale. Le FPLP rompt avec le Comité Exécutif de l'OLP et à son initiative naît le «Front du Refus», avec l'Irak, la Libye et le Yémen du Sud.
- 1975-1976** Guerre civile au Liban. La Syrie et Israël envahissent le pays. Le 12 août, après un long siège, massacre dans le camp de réfugiés palestiniens de Tell el-Zaatar, perpétré par les milices armées nationalistes et d'extrême droite libanaises, avec la mort de près de 3000 réfugiés.
- 1977** Aux élections politiques israéliennes les Travaillistes perdent la majorité qu'ils détenaient depuis la fondation de l'Etat d'Israël et Menahem Begin est élu chef du Gouvernement.
- 1978** Révolution islamique en Iran, le Chah s'enfuit en exil, tandis que l'Ayatollah Khomeini prend le pouvoir.
- Attaque en force de l'armée israélienne contre les camps de réfugiés palestiniens utilisés par l'OLP comme camps d'entraînement militaire.
- 1979** Signature d'accords de paix entre l'Egypte et Israël (accords de Camp David). Début de la seconde crise pétrolière. Proclamation de la République Islamique d'Iran. L'Union Soviétique envahit l'Afghanistan.
- 1980-1988** Guerre Iran-Irak.
- 1981** Le Président égyptien Sadate (artisan de la paix entre l'Egypte et Israël) est assassiné par les Frères Musulmans. L'Etat d'Israël annexe les hauteurs du Golan.
- 1982** (6 juin) L'opération militaire «Paix en Galilée» aboutit à la seconde invasion israélienne du Liban et aux massacres des camps de réfugiés de Sabra et Chatila à Beyrouth, exécutés par les Phalanges Libanaises avec la complicité de l'armée israélienne, et provoquant plus de 2500 morts.
- 1983** Itzhak Shamir (ex-terroriste de la Bande Stern) du parti Likoud est élu Premier Ministre d'Israël. Il le restera jusqu'en 1984.
- 1985** Israël évacue le Liban, mais continue à occuper une bande de 20 km au sud de ce pays (entre le Leonte et l'Awani).

- Raid des forces armées israéliennes contre le siège de l'OLP à Tunis.
- 1986** Shamir est réélu Premier Ministre. Il restera en charge jusqu'en 1992.
- 1987** Première Intifada (Révolte) dans les territoires palestiniens occupés par Israël, avec des affrontements violents, des manifestations et des grèves.
- 1988** L'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) proclame la naissance de l'Etat palestinien, et par la même occasion reconnaît celui d'Israël. Fin de la guerre Iran-Irak.
- 1989** Dissolution de l'URSS: immigration massive de juifs et non-juifs depuis tout le bloc oriental vers Israël.
- 1990** La Syrie impose au Liban la fin de la guerre civile et y instaure sa propre hégémonie. L'Irak envahit le Koweït.
- 1990-1991** Première Guerre du Golfe: une coalition de 35 Etats dirigés par les États-Unis entreprend la fameuse opération guerrière intitulée «Desert Storm». Défaite de l'Irak.
  - Révolte des Chiïtes et des Kurdes irakiens.
  - Conférence de Paix arabo-israélienne à Madrid.
- 1992** Coup d'Etat militaire anti-islamique en Algérie, avec le meurtre du Président Mohamed Boudiaf.
  - Les Moudjahidines afghans conquièrent Kaboul.
  - Les Travailleurs gagnent les élections israéliennes et Itzhak Rabin est élu chef du Gouvernement.
- 1993** (13 septembre) A Washington Arafat, Clinton et Rabin signent les «Accords d'Oslo» (frontières israélo-palestiniennes, occupations israéliennes, présence militaire d'Israël dans les territoires palestiniens, reconnaissance mutuelle Israël-OLP).
- 1994** Traité de paix Israël-Jordanie. Retour d'Arafat à Gaza.
  - Massacre au Tombeau des Patriarches à Hébron, perpétré par un terroriste sioniste (29 morts et 125 blessés).
  - L'armée israélienne se retire de la Bande de Gaza, qui sera gérée par l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne) nouvellement constituée. Rabin et le roi Hussein de Jordanie signent un accord de paix entre Israël et l'Etat jordanien.
- 1995** Signature de l'accord Oslo 2 qui prévoit le contrôle palestinien d'une partie de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza et la création d'une Autorité palestinienne d'Autogouvernement par intérim (4 novembre). Un extrémiste religieux juif tue Itzhak Rabin.
- 1996** Le Likoud revient au pouvoir et est formé le premier gouvernement Netanyahu.
- 1998** Massacres perpétrés par des groupes fondamentalistes islamistes en Algérie.
  - (23 octobre) Signature du Memorandum de Wye River entre Clinton, Arafat et Netanyahu, sur le retrait partiel de l'armée israélienne des Territoires Occupés.
- 1999** Mort du Roi Hussein de Jordanie, son fils Abdallah lui succède sur le trône.
- 2000** L'armée israélienne se retire du Liban. Mort du Président syrien Assad, son fils Bachar lui succède sur le trône. Sur la question du «statut de Jérusalem» échec du Sommet de Camp David entre Clinton, Arafat et Barak. Le 28 septembre Ariel Sharon (représentant du parti Likoud) viole l'Esplanade des Mosquées pour souligner son pouvoir sur Jérusalem. Seconde Intifada (Intifada al-Aksa) avec des milliers de morts civils palestiniens.
- 2001** Ariel Sharon gagne les Elections Politiques d'Israël et dirige un Gouvernement d'unité nationale.
  - A New York deux avions détournés s'abattent sur les Tours Jumelles du World Trade Center.
  - En octobre les États-Unis commencent à bombarder l'Afghanistan. L'opération se conclut par le renversement du régime des Talibans.
- 2002** (29 mars) Pendant la Pâque chrétienne l'armée israélienne entreprend une offensive armée dans les territoires occupés, intitulée «Mur de Défense», en bombardant le camp de réfugiés de Jenin, en assiégeant le fort de Ramallah et en démolissant les édifices municipaux.
  - Approbation du projet de construction du mur en Cisjordanie; celle-ci commence en 2003.
- 2003** (mars) invasion anglo-américaine de l'Irak; le 9 avril, occupation américaine de Baghdad; le 28 avril les soldats américains tuent 14 manifestants à Falluja; début de l'insurrection contre les forces d'occupation US; le 12 décembre capture de Saddam Hussein en Irak.
- 2004** Opération «Arc en Ciel», entreprise par les forces armées israéliennes le 15 mai 2004 pour reconnaître et détruire les tunnels souterrains à la frontière de l'Egypte, qui étaient utilisés par les militants palestiniens pour faire passer des armes et de l'autre matériel destinés à la guérilla.
  - Les forces américaines assiègent par deux fois la ville irakienne de Faludja; guerre entre les forces américaines et la milice chiite irakienne de Muktda al-Sadr.
- 2005** Les forces armées américaines bombardent à coups redoublés les insurgés irakiens.
  - Mort de Yasser Arafat; en Palestine Mahmoud Abbas (Abu Mazen) est élu président. Le premier ministre du Liban Rafik Hariri est assassiné à Beyrouth.
  - La Syrie retire ses troupes encore présentes au Liban; la résolution 242 de 1968 - qui demandait qu'Israël se retire des territoires occupés - reste lettre morte.
- 2006** Le 25 janvier le Hamas gagne les élections en Palestine en battant le Fatah et le FPLP.
  - Opération «Pluies d'été»: c'est le nom de code d'une opération militaire israélienne à l'intérieur de la Bande de Gaza. C'est la première action militaire israélienne qui prévoit l'entrée de troupes terrestres dans la région, après le plan de retrait israélien unilatéral de Gaza. Il s'agit d'une opération unique en son genre, dans la mesure où elle a consisté dans la mobilisation de milliers d'hommes et de dizaines de moyens militaires - armée, marine et aéronautique - pour libérer un soldat prisonnier, le caporal des forces de défense israéliennes Gilad Chalit.
  - Le 10 décembre Saddam Hussein est pendu à Bagdad.
- 2007** (juin) Le Hamas prend le pouvoir dans la Bande de Gaza. Ainsi le Fatah gouverne en Cisjordanie et le Hamas dans la Bande de Gaza.
  - (27 novembre) Conférence d'Annapolis pour la paix au Moyen Orient. On y parle pour la première fois de la solution à deux Etats articulés d'un commun accord pour résoudre le conflit israélo-palestinien.
- 2008-2009** (29 février) Début de l'opération «Hiver chaud»: campagne militaire des forces israéliennes dans la Bande de Gaza (IDF).
  - Début de l'opération «Plomb fondu»: campagne militaire lancée par l'armée israélienne contre le Hamas; elle a duré 22 jours, en tuant des centaines de civils et en détruisant des milliers de logements.
- 2009-2013** Deuxième gouvernement Netanyahu.
- 2010** Raid aérien et naval par l'IDF, dans les eaux internationales, visant un convoi de six navires turcs (incident de la Freedom Flotilla), ayant à leur bord des pacifistes qui tentaient de forcer le blocus de la Bande de Gaza en apportant des secours humanitaires et de l'autre matériel à Gaza.
- 2010-2011** Les «printemps arabes»: protestations, révoltes et grèves éclatent en Tunisie, Egypte, Libye, Syrie, Yémen, Algérie, Irak, Jordanie, Arabie Saoudite, Oman, Maroc et Koweït.
- 2012** (14 novembre) A Gaza les forces armées israéliennes déclenchent l'opération «Pilier de défense», en tuant près de 200 civils palestiniens.
  - Le 29 novembre la Palestine est admise à l'ONU en tant qu'Etat observateur et non membre.
- 2013** Dans la nuit du 29 au 30 janvier, des jets israéliens bombardent un site militaire syrien.
  - Le 11 février Israël entreprend de bâtir 90 nouvelles constructions civiles près de Ramallah.
  - L'ONU reconnaît l'Etat de la Palestine, avec la voix contraire d'Israël.
- 2013-2015** 3ème gouvernement Netanyahu.
- 2014** Opération «Marge de protection»: 20 000 tonnes d'explosifs sont lancées sur Gaza, tuant des milliers de civils sans défense.
- 2015** 4ème gouvernement Netanyahu.
  - Attaques de rebelles chiïtes Houthi soutenus par l'Iran. Coalition de 10 pays arabes menés par l'Arabie Saoudite pour arrêter les rebelles.
  - Une «guerre civile» alliée avec l'Iran et les Hezbollah libanais d'une part, et de l'autre un front de grandes et petites puissances moyen-orientales et africaines, et de puissances telles que la Grande-Bretagne, le Canada, les USA, la Turquie, la France. Toutes sont responsables de l'immense cimetière moyen-oriental.
- 2016** Avec la Résolution 2334, l'ONU demande à Israël de mettre fin à sa politique d'occupation des territoires palestiniens, y compris Jérusalem-Est.
- 2017** (6 décembre) Le président des Etats-Unis Donald Trump reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël.
- 2018** (mars) Trump annonce le transfert de l'ambassade américaine dans la ville sainte.
- 2019** Guerre civile en Syrie avec la formation d'une coalition d'Etats dirigée par les USA contre l'Etat Islamique (ISIS).
- 2021** Affrontements à Jérusalem et nouvelle guerre à Gaza durant 11 jours.
- 2023** (7 octobre) Le Hamas lance l'opération «Inondation Al-Aqsa» à la frontière d'Israël, motivée comme étant un «acte défensif dans le cadre de la libération de l'occupation israélienne. Sont tués a1200 civils et militaires israéliens et 250 kidnappés sont utilisés comme otages.
  - Israël lance l'opération «Epées de fer»: début de la Guerre de Gaza avec des bombardement massifs et aveugles.
  - Le 26 octobre 2023 également début de l'avancée terrestre de l'armée israélienne dans la Bande, avec de violents combats qui se déroulent au sein de zones urbaines habitées de façon très dense.
- 2024-2025** La guerre d'extermination et de destruction totale continue: on compte actuellement 60 000 victimes, en très grande majorité des civils (estimation par défaut qui ne tient pas compte des corps non retrouvés, ensevelis sous les ruines ou évaporés). Des milliers de mutilés, d'orphelins et de sans abri. Destruction de logements civils, d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, de mosquées, d'égouts, de canalisations, d'infrastructures électriques. Bombardements aveugles de camps de réfugiés. Blocus total des secours humanitaires (nourriture, habillement et médicaments). Situation dramatique également du fait de la malnutrition et des maladies. Les enfants meurent de froid et de faim.
  - Durcissement des mesures répressives contre la population de Cisjordanie. Attaques répétées de colons armés. Assassinat de personnel hospitalier, de journalistes et de reporters.

# La question palestinienne et le mouvement ouvrier international

(il programma comunista, n.9/2000)

Le retour sur scène du conflit israélo-palestinien, qui se traînait dans une suite ininterrompue de provocations réciproques des très bourgeois gouvernements de l'Etat israélien et de l'Autorité Nationale Palestinienne, tous deux préoccupés avant tout de contrôler socialement le prolétariat de chez eux et celui de l'adversaire, n'est que la énième preuve de l'impossibilité de trouver quelque solution que ce soit – dans le cadre du système actuel – à une organisation de la région qui envisagerait aussi une solution moins incertaine et moins misérable que l'actuelle pour les milliers de réfugiés et de prolétaires palestiniens concentrés dans ces régions et représentant une mine erratique pour toutes les bourgeoisies moyen-orientales, arabes et juive.

Une exception ne pouvait pas venir des trêves diplomatiques momentanées et enclines aux compromis qui se succédaient d'une année à l'autre, de Camp David I aux «accords» d'Oslo et de Wye Plantation, jusqu'à ceux de Camp David II et aux «invitations verbales» de Charm el Cheikh, véritable aveu d'impuissance caché sous les déclarations fumeuses des chancelleries coordonnées par la médiation intéressée de l'impérialisme américain.

La clôture définitive en Palestine de toute question nationale résiduelle, c'est-à-dire où est à l'ordre du jour la lutte pour une «patrie» aux côtés de leur bourgeoisie nationale, s'est clairement manifestée sur un théâtre de guerre dans le mouvement de «Septembre Noir» à Amman en 1970, même si celui-ci commençait à se dessiner désormais depuis de nombreuses années. A Amman, en Jordanie (nation factice créée par l'impérialisme anglo-saxon et habitée aux deux tiers ou plus par des Palestiniens qui occupaient les degrés les plus bas de l'échelle sociale et matérielle, contrairement à la communauté bédouine qui contrôlait l'appareil d'Etat et jouissait d'un niveau de vie élevé), où le mouvement palestinien – bien que dirigé par des franges nationalistes inconséquentes, bourgeois et petites-bourgeoises – avait une forte base de masse et une organisation devenue représentative dans les luttes de défense matérielle contre l'exploitation sauvage et la misère noire, l'OLP, au lieu de diriger la lutte des masses insurgées contre le régime du roi Hussein, d'abord se mit d'accord avec lui, et après avoir négocié leur éloignement de la ville permit que les insurgés soient massacrés.

Nous avons écrit à cette occasion dans *«il programma comunista»* (n° 17/ 1970): 'Le tragique destin du Moyen Orient, c'est qu'il s'agit sans trêve dans le lit que lui ont découpé et construit les intérêts cyniques, brutaux et féroces de l'impérialisme. C'est une mosaïque, non de nations, qui n'existent ni en dix formats mineurs, ni encore moins en un seul format majeur, mais d'Etats jaloux de leurs intérêts pouilleux, tous cousus dans la même toile coupée par telle ou telle grande puissance, se disputant les puits de pétrole et les champs de coton, et rêvant tous d'une indépendance impossible vue leur dépendance réelle vis-à-vis du marché mondial ou des fournitures d'armes et de puissances mondiales, tous ivres d'orgueil et servilement inclinés comme de pauvres pions devant le maître de service, tous

dirigés soit par une pseudo-bourgeoisie avide et profiteuse, soit par un reste chargé d'or de millénaires pas même féodaux, mais tribaux, tous au service d'intérêts grands comme la planète, et de puissants encore plus cyniques que leurs maîtres; aucun n'annonçant un nouveau mode de production, et encore moins un nouvel ordre social».

Nous ne pouvons pas nous arrêter ici sur le processus de formation nationale et de constitution des Etats du Moyen Orient, aire névralgique à la charnière de trois continents, dont l'origine remonte à la chute de l'Empire ottoman et qui a été redessinée par les plus grands impérialismes à partir de la fin du premier conflit mondial, sur la base de leurs raisons de rapine impérialiste et de conquête et contrôle de nouveaux marchés et de nouvelles sources de matières premières stratégiques; il s'agit d'un processus que la fin de la seconde guerre mondiale a accentué, bien qu'en présence des mouvements de libération nationale qui commençaient à se développer, avec la naissance en 1948 de l'Etat d'Israël; celui-ci était le pivot du dispositif de contrôle américain dans la région, et de même que sa formation sanctionna le remplacement de la puissance anglaise déclinante par la domination de l'impérialisme américain, de même son extension progressive au fil des ans représenta la croissance de cette domination aux dépens d'anciens et de nouveaux concurrents auxquels il ne restait plus qu'à déblatérer pitoyablement en se cachant derrière la feuille de vigne de résolutions de l'ONU d'une valeur de zéro pointé. En attendant de revenir sur le sujet, nous renvoyons au travail de parti paru dans les n° 12 et 13 /1965 de *«il programma comunista»* et intitulé «Toujours le Babel du Moyen Orient». Dès cette époque nous pouvions souligner l'impuissance chronique et les inconséquences des bourgeoisies ex-coloniales, au-delà des déclarations officielles de fraternité réciproque et des projets de panarabisme par en haut ou par en bas.

Dans le premier des deux articles de 1965 cités plus haut, nous disions: «Du fait de l'intervention combinée des deux principaux vainqueurs de la seconde boucherie mondiale, la révolution anticoloniale au Moyen Orient (comme ailleurs) a présenté des effets révolutionnaires inférieurs à ceux qui auraient été envisageables pour des raisons historiques générales et du fait du développement des pays intéressés. Une révolution bourgeoise 'jusqu'au bout', à l'époque de l'impérialisme, est encore plus irréalisable qu'autrefois si les nouveaux pouvoirs qui ont remplacé les anciens ne naissent pas sur la vague de grandioses mouvements de masses exploitées et ne reposent pas sur la force armée de celles-ci. Dans les pays du Moyen Orient, beaucoup de monarchies féodales se sont ensuite transformées sans grandes secousses en monarchies bourgeoises et continuent à gouverner sous de nouveaux habits. Mais même là où la monarchie a été remplacée par la république, cet événement doit plutôt être considéré comme le fruit de révoltes militaires restreintes que de mouvements politiques de masse.»

Donc au Moyen Orient avant tout il n'y a eu aucune révolution bourgeoise radicale et profonde et «les liens

avec les centres de l'impérialisme mondial privent la bourgeoisie locale de toute autonomie, et la politique de 'non-alignement' [référence à la politique pseudo-socialiste de Nasser, ndr] signifie seulement qu'elle peut osciller tantôt d'un côté et tantôt de l'autre, au gré de la bipolarité est-ouest».

La période 1967-1970 peut être considérée comme la période cruciale où éclatent tous les bubons accumulés précédemment et les problèmes restants demandent encore une fois le «théâtre de la guerre» pour être résolus. «Quelle 'indépendance' et quelle 'paix' peuvent espérer – écrivions à l'époque de la «guerre des Six Jours» dans *«il programma comunista»* n°11 /1967, en soulignant que l'enjeu était représenté par les intérêts et les positions de forces nationales et internationales de l'impérialisme – des pays à travers lesquels courent les oléoducs qui pompent le sang dans les artères de la piraterie impérialiste mondiale et dont les gouvernants, bourgeois arrivés, nouveaux riches ou petits nobles semi-féodaux, ont tout intérêt à se vendre à ceux qui ont les clés des coffres dans le monde entier, peut-être même leurs frères de race, ce que leurs financeurs et patrons agitent devant leurs yeux d'insatiables chacals?».

Dès le début du second après-guerre, la diplomatie américaine, soutenue par son pléthorique appareil militaire et d'information, a été très active dans la promotion d'initiatives qui tendaient à consolider davantage l'influence acquise dans une aire dont le rôle dans la rivalité inter-impérialiste prenait toujours plus d'importance. Dans *«il programma comunista»* n° 14/ 1958, nous avons déjà écrit «Aux gangsters du dollar, il importe surtout d'empêcher la formation du grand Etat unitaire auquel aspire le mouvement pan-arabiste et donc de sauver les alliances militaires qui sont le plus grand obstacle à l'unification des peuples du Moyen Orient... Les pays arabes se trouvent actuellement dans la situation où se trouvait l'Italie du Risorgimento à l'époque de son unification. Un même peuple parlant la même langue, ayant les mêmes us et coutumes et derrière lui une évolution historique invisible, est fragmenté en une douzaine d'Etats... La revendication d'un Etat unitaire, qui fut jadis la bannière des Garibaldi, des Kossuth et des Bolivar, la suppression de l'émiettement politique et du séparatisme, est une revendication non communiste, non prolétarienne, mais nationale et démocratique. Elle fait intégralement partie de la révolution démocratique-nationale bourgeoise. Le prolétariat conscient n'est pas intéressé par la formation de l'Etat national en elle-même, mais par le contenu de transformations sociales que celle-ci comporte. Il est intéressé par l'issue dialectique des 'puissants facteurs économiques' qui selon Lénine étaient gênés et immobilisés par 'les structures politiques anachroniques qui se perpétuent dans les pays semi-féodaux et arriérés'. Seul un mouvement national-révolutionnaire conséquent et armé pouvait donc déchirer la toile que le jeu des accords et des désaccords inter-impérialistes était en train de tisser, et cela seul aurait justifié un appui des masses prolétariennes, certainement pas en fonction de l'organisation nationale, mais de tout le mouvement prolétarien à l'échelle internationale. Quand la solution passe de la force des armes à celle du droit et des conférences démocratiques dans lesquelles les conventions diplomatiques se construisent sur une table à dessin et avec le petit bilan comptable du brigand le plus fort, le recul de ces mouvements est inévitable et toutes les solutions qui se présentent sur ces bases deviennent

réactionnaires. Quelques mois plus tard (n°16/1958), nous pouvions écrire: «Comme nous l'avions facilement prévu, la question du Moyen Orient, une fois transférée sur le plan des négociations diplomatiques, a trouvé son épilogue dans le plus cynique et risible tripatouillage». Tripatouillage surtout chez les jeunes Etats arabes. Inquiètes de perdre des acquéreurs (ce qui vaut en particulier pour les producteurs de matières premières d'importance mondiale, comme l'Irak, la Tunisie, le Maroc etc.), divisées par des conflits d'intérêt et de traditions historiques, soucieuses de ne pas perdre le contrôle de masses déchaînées et peu sûres, prêtes à s'incliner devant le premier banquier «charitablement» disposé à fournir de l'oxygène en argent sonnante et trébuchant (ce qui les concerne tous), les jeunes et avides bourgeoisies jurant sur le Coran ont mis de côté leur «anticolonialisme» de façade en troquant le retrait des «soldats étrangers» contre la rentrée triomphale de sous non moins étrangers: en adoptant, elles qui se prétendent porteuses de la guerre sainte révolutionnaire, les principes de la «non-ingérence», du «respect réciproque», de «l'intégrité et souveraineté nationale», bref de la défense d'un statu quo qui est aussi l'expression et le produit de la domination capitaliste, l'envers de l'aspiration proclamée à un Etat arabe unitaire s'étendant de l'Asie occidentale à toute l'Afrique du nord.

Dans ce contexte, où les intérêts économiques et politiques des pays impérialistes se développent dans une dynamique tendant avec toujours plus de force à phagocyter les intérêts des jeunes bourgeoisies nationales du Moyen Orient en les attirant dans leurs champs d'influence respectifs et en les alignant toutes ensemble pour défendre les exigences du capitalisme mondial contre la pression des masses arabes déshéritées, avant tout palestiniennes, la naissance de l'Organisation pour la Libération de la Palestine, avec son organisation militaire ayant à l'intérieur un rôle de police et à l'extérieur celui de soutenir l'activité diplomatique et les tractations de la direction, se présente immédiatement comme la naissance officielle du comité d'affaires et de représentation de la bourgeoisie palestinienne, aux exigences de laquelle sont et seront toujours subordonnées les initiatives spontanées des masses des camps de réfugiés et de celles dispersées dans les différents pays de la région, qui partout sont contraintes de vivre dans des conditions misérables. L'activité de l'OLP a toujours été celle d'un organisme gouvernemental d'une classe bourgeoise nationale par ailleurs couarde et obligée à l'inconséquence par les rapports de forces internationaux qui l'avaient engendrée et auxquels elle devait se sentir liée: les étapes continues et les marchandages de la fameuse résolution n° 242 de l'ONU (1967, dénommée «la Terre en échange de la Paix», qui devait sanctionner le retour aux frontières d'avant juin 1967, Israël renonçant aux territoires de Cisjordanie, Gaza et Golan occupés à la suite de la guerre), jusqu'à la formation de l'Autorité Nationale Palestinienne (qui justement cette année aurait dû sanctionner unilatéralement la naissance de l'Etat palestinien, pour se retirer ensuite précipitamment la queue entre les jambes dès que les plus grands impérialismes, Russie comprise, ont refusé d'accepter cette «méthode de décision unilatérale»!) sont des phases d'un parcours linéaire dans lequel il n'y a pas de place pour les exigences matérielles des prolétaires palestiniens. «La solution diplomatique – écrivions-nous dans le n° 2/1988 de ce journal – se réduirait à créer un mini-Etat à l'intérieur des

frontières occupées militairement par les Israéliens, une entité non vitale condamnée à dépendre perpétuellement sur le plan politique et économique d'Israël et de la Jordanie, une édition moyen-orientale de *Bantoustan* que seule l'inénarrable hypocrisie bourgeoise pourrait faire passer pour l'équivalent d'un 'home', ou pour la réalisation du 'droit des Palestiniens à l'autodétermination'; une honteuse arlequinade qui servirait uniquement à perpétuer les raisons non de paix, mais de guerre dont toute la région est infestée. Quiconque – parti ou organisation – prétendrait montrer de la 'solidarité' envers les Palestiniens tout en se faisant le porte-parole de telles 'solutions' (et tous les partis démocratiques le prétendent) trahit la cause pour laquelle il dit qu'il se bat. C'est pour de telles solutions que manoeuvrent (et ce n'est pas un hasard) quasiment toutes les diplomaties du monde, lesquelles présentent des plans différents et parfois antithétiques, mais tous inspirés par le souci d'empêcher que le Croissant Fertile ne devienne tôt ou tard le théâtre d'explosions non seulement politiques mais sociales, et d'assurer aux impérialismes alliés ou concurrents d'où émanent les zones d'influence qui conviennent, l'écurie désirée où trouver de quoi satisfaire des appétits économiques, politiques et militaires».

Si les événements d'Amman en 1970 avaient permis de voir très clairement un phénomène déjà inscrit dans ses éléments génétiques, à savoir l'alliance de fait entre l'OLP et les bourgeoisies arabes et israélienne contre les masses prolétariennes de la région, l'histoire allait se charger de sanctionner matériellement sa portée en plusieurs autres occasions, dans lesquelles toujours le prolétariat palestinien a dû payer d'un bain de sang le fait d'être appelé à s'immoler pour des objectifs qui n'étaient pas les siens. Dans la Commune de Tall el Zaatar l'héroïque résistance du prolétariat libanais et palestinien qui se dressait pour défendre ses conditions de vie fut réprimée dans le sang par l'armée syrienne et par les troupes phalangistes, avec la collaboration factuelle de la marine israélienne qui contrôlait les accès à la mer et de l'armée de l'OLP, qui n'intervint pas au nom du «droit de non-ingérence», c'est-à-dire pour obéir aux diktats imposés par le maintien de bons rapports de voisinage et de rapports diplomatiques «constructifs».

En 1982 il y a eu le massacre des camps de Sabra et Chatila perpétré par l'armée israélienne à la fin du siège de Beirut, après que les forces de l'OLP avaient laissé la place à la «force de paix multinationale» envoyée par l'ONU, nouvelle démonstration du fait que pour la bourgeoisie palestinienne, tranquillement installée dans le commerce et autres activités lucratives exercées dans les divers Etats arabes où elle s'était intégrée, le contrôle social du prolétariat était devenu depuis longtemps désormais l'objectif prioritaire auquel répondait aussi la revendication de l'indépendance nationale, d'ailleurs toujours plus marchandisée dans de pacifiques divertissements diplomatiques bilatéraux et multilatéraux et, après la renonciation officielle à toute violence et la reconnaissance réciproque de fait avec Israël, réduite à un simple échange territorial où le prix final comprenait le coût payé pour le contrôle des masses toujours plus déshéritées du prolétariat palestinien.

La reconnaissance par les vautours de la diplomatie internationale de la soi-disant Autonomie Palestinienne qui s'étendait telle une peau de léopard sur un territoire comprenant la Bande de Gaza et quelques morceaux

de la Cisjordanie, et entouré d'installations israéliennes défendues par l'armée, ne pouvait certes pas interrompre cette spirale de sang et de misère pour les masses pauvres palestiniennes, poursuivie sans solution de continuité jusqu'aux événements récents, suivis de la provocation, orchestrée par les Israéliens, de la visite de Sharon à l'Esplanade des Mosquées le 28 septembre dernier. Et, confirmant l'importance de l'OLP pour toute la bourgeoisie moyen-orientale et mondiale, comme le rôle de chair à canon que revêt la plèbe palestinienne surexploitée pour sa direction, on ne peut oublier un épisode très éloquent: à l'occasion des impitoyables représailles militaires de l'armée israélienne, qui avaient suivi le lynchage des deux réservistes israéliens capturés par la population palestinienne, le quartier général de l'ONU et l'«ennemi» Arafat ont été avertis trois heures avant l'attaque par le commandement militaire israélien afin qu'ils puissent se mettre commodément à l'abri et continuer la comédie des mensonges, tandis que la population civile était sauvagement bombardée.

Tout dénouement de la question palestinienne dans le cadre des actuels rapports économiques et sociaux et en même temps dans l'optique de la conservation du statu quo, ne pouvait et ne peut être que factice et illusoire. Les faits se sont chargés d'exécuter la sentence et les prétextes ont tout de suite été trouvés (par exemple, la controverse sur le statut de Jérusalem-Est, ville qui d'ailleurs est moins importante pour sa tradition religieuse que parce qu'elle est un centre névralgique pour tous les trajets de communication et de trafic, aussi bien pour la bourgeoisie israélienne que pour la palestinienne).

Israël ne pourra jamais renoncer volontairement à occuper des territoires considérés comme «utiles» pour les ressources vitales – d'abord l'eau – et pour des exigences de contrôle militaire, et donc il n'abandonnera pas sa politique de marginalisation et de discrimination des arabes vivant à l'intérieur de ses frontières, car cette sujétion se rattache à la faim de plus-value du capital israélien. De son côté l'OLP ne peut pas renoncer complètement à la création d'un nouvel Etat artificiel, à cause de la pression toujours plus forte que la crise économique exerce tant sur les masses palestiniennes que sur le commerce et les profits des classes moyennes et petites-bourgeoises.

Pour les autres pays arabes, Jordanie en tête, l'exigence prioritaire est de circonscrire les généreux élans des masses pauvres, soit en les maintenant si possible hors de leurs frontières, soit en déviant leurs énergies sur le terrain religieux ou national. C'est la peur de la contagion entre des masses prolétariennes affamées et exploitées qui pourrait mettre sur la paille quelques têtes couronnées qui a imposé les conclusions du sommet du Caire du 21 octobre, après que la «trêve verbale de Charm el-Cheik ait été aussitôt démentie sur le dos des jeunes arabes envoyés à la boucherie. L'invitation, provenant du sommet, à une intervention de l'ONU pour «protéger les Palestiniens» et la demande d'un «tribunal international qui enquêterait sur les actes criminels commis par Israël», ne signifie rien d'autre que la demande des bourgeoisies moyen-orientales à la bourgeoisie mondiale pour défendre le statu quo et donc leurs régimes.

Il faut ensuite mentionner (sans nous y arrêter faute de place) les appétits de tous les pays impérialistes par rapport au Moyen Orient, le besoin qu'a l'impérialisme américain de renforcer son contrôle du front moyen-oriental après

la chute de l'impérialisme russe. Après la Guerre du Golfe, qui avait déjà permis d'augmenter leur contingent militaire existant déjà dans la région pour défendre leurs intérêts pétroliers et financiers, les USA se sont faits les porteurs de l'alliance stratégique entre Israël et la Turquie, en augmentant ainsi leur propre capacité de projection de force et de chantage, et le contrôle monopoliste des ressources hydriques de tout le Moyen Orient.

Mais étant donné que ce dessein provoquait une augmentation de l'instabilité pour les pays de la région entrant «dans la sphère de sécurité nationale américaine» (à commencer par la Syrie et l'Iran qui commençaient à regarder vers le capital européen, en particulier allemand), l'administration américaine, ayant pris acte également de l'échec de la politique précédente consistant à contenir à la fois l'Iran et l'Irak, a dû se charger d'une politique de stabilisation qui la compense: d'où l'initiative consistant à accélérer le rythme d'une pacification entre israéliens et Palestiniens, qui représentait donc le tasseau lequel aurait permis à l'impérialisme US de garder ses distances vis-à-vis des impérialismes concurrents grâce à une plus grande sujétion des bourgeoisies arabes par rapport aux Etats Unis. En effet, la division des pays moyen-orientaux, poursuivie avec l'appui financier, politique et militaire à l'alliance turco-israélienne, devait, pour correspondre aux desseins de l'impérialisme US, être contrebalancée – également pour renforcer la stabilité de l'axe et sa portée « en dehors de l'aire » dans la région appelée «Eurasie» – par une intervention «modératrice», visant à englober et accommoder davantage aux politiques des USA la majorité des pays arabes, tous plus ou moins contraints de dévier la pression de leur prolétariat avec la rhétorique de la solidarité envers les Palestiniens.

L'échec de cette tentative montre que la dynamique imprimée par les forces matérielles du sous-sol économique de la société bourgeoise parvient de moins en moins à être contenue dans le cadre des «relations internationales» ordinaires, dans une situation où la crise économique mondiale aggrave à l'échelle globale la controverse inter-impérialiste.

Dans la phase impérialiste du capital, la bourgeoisie est contrainte de mener des guerres toujours plus destructrices et dirigées essentiellement contre les masses prolétariennes, d'abord dans les continents «de couleur», puis dans les métropoles impérialistes elles-mêmes. Cette tendance irréversible ne peut être brisée que par la guerre de classe que le prolétariat international, dirigé par son Parti, devra déclarer à la bourgeoisie mondiale toujours confédérée contre lui pour défendre sa propre domination politique et économique. Aujourd'hui que le cycle des luttes et des mouvements purement nationaux en faveur de la Palestine et de tout le Moyen Orient est définitivement privé de toute perspective historique, pour les masses prolétariennes palestiniennes il existe une seule solution, qui contient aussi la possibilité d'en finir avec le problème de l'oppression et de la discrimination nationales: la lutte pour la révolution prolétarienne internationale, qui devra abattre tous les

Etats de la région, depuis Israël jusqu'aux divers émirats et républiques arabes, et chasser les brigands impérialistes qui contrôlent politiquement et économiquement l'exploitation des masses moyen-orientales – lutte à laquelle le prolétariat des pays impérialistes sera aussi appelé à participer par la force des choses matérielle et à laquelle le prolétariat moyen-oriental devra se joindre afin que la révolution puisse triompher à l'échelle mondiale.

La parole que nous adressons aujourd'hui aux prolétaires palestiniens ne peut être que celle que notre Parti leur adressait il y a trente ans, tout de suite après le massacre d'Amman, et que nous reproduisons avec les mêmes mots qu'autrefois et avec une haine si possible encore plus grande pour cette société en putréfaction :

«Les feddayn expriment la colère sacrosainte de plèbes écrasées par le rouleau compresseur de la 'paix' bourgeoise. Mais que peuvent-ils attendre de l'héroïsme de leur propre désespoir? Ils sont eux-mêmes le produit d'un jeu infâme joué sur le dos et au prix de la vie de populations conquises ou perdues aux dés par le capital dans sa course haletante pour dominer le monde: peut-être que 'la Palestine aux Palestiniens' les libérerait plus que ne les a libérés la Jordanie? Ils sont les martyrs du drame collectif, ils ne peuvent – ce n'est pas leur faute – le résoudre dans le cadre et avec les moyens de la société qui l'a voulu et qui le veut. Ils n'ont ni 'frères' ni 'cousins' dans les Etats proches ou lointains sur lesquels ils ont eu la naïveté de compter, ni au Caire ni à Damas, ni à Moscou ni à Pékin. Ils auront des frères le jour où les prolétaires d'Europe et d'Amérique, des 'métropoles' de la piraterie mondiale auront cessé de se prosterner honteusement derrière leurs faux bergers devant le mythe de la 'paix' et du 'dialogue', d'une 'solidarité' faite de misérables prières et de plaintives pétitions, et que lorsqu'ils se seront eux-mêmes libérés du double joug du capital et de ses serviteurs opportunistes, ils adopteront avec une joie fraternelle la tâche de donner, eux qui auront hérité, non des trop nombreuses infâmies, mais des rares conquêtes durables de la société bourgeoise enfin défunte, à ceux qui ne les ont jamais eues. Ils les auront le jour où le Moyen Orient ne connaîtra plus ni Jordaniens ni Libanais, ni Syriens ni Irakiens, ni Egyptiens ni Saoudites, mais des prolétaires qui auront fait sauter toutes les frontières, auront reconnu la fausseté et le mensonge de toutes les patries, auront vu en face l'ennemi de classe, non de 'race' ou de 'nation' et se seront rassemblés en un seul 'peuple', c'est-à-dire en une seule armée de 'sans réserves', pour faire place nette des flics et des larrons locaux et étrangers, qui peuvent encore prospérer sur leurs malheurs ! Il ne dépend pas de nous, et cela nous fait encore moins plaisir de le dire, que malheureusement ce lendemain ne soit pas tout proche de l'aujourd'hui. Ou on le prépare, ce jour, ou les massacres continueront, la blessure pourrira, la trêve sera ce qu'elle est depuis un demi-siècle: une atroce agonie. Il est temps, il est grand temps de le comprendre, prolétaires, avant que l'heure, une fois de plus, ne soit celle du canon! Plus que jamais, vous n'avez rien à perdre, et tout un monde à conquérir» (1).

1. « Il n'y a pas de salut, dans le cadre de l'ordre existant, pour les victimes du cannibalisme impérialiste » (« *il programma comunista* » n° 17/ 1970).

# Gaza, ou les prisons nationales

(il programma comunista, n.2/2008)

## Fuite de Gaza

A Rafah, la barrière entre l'Egypte et la Bande a été fermée, et Gaza est redevenu le camp de concentration qu'il a toujours été, un territoire en état de siège, coincé dans l'étau du blocus israélien par la mer, par la frontière orientale et celle septentrionale, avec des murs et des *check points*; un camp de réfugiés géré par le Hamas avec son petit groupe d'hommes armés, caricature féroce et grotesque de cette autre armée moderne (et par définition démocratique), qui a réussi grâce à une répression sans fin à bâtir une copie, réduite mais non moins meurtrière, des grands Etats impérialistes, nationaliste et raciste: l'Etat d'Israël.

Maintenant que les Egyptiens ont refermé le passage, ce petit bout de terre, que le Hamas et Abu Mazen appellent «territoire national», est redevenu la prison qu'il était, et les barreaux ont été abaissés sur ordre de la Communauté internationale, «amie de la paix». Qu'ensuite, lors de nouveaux événements, le passage puisse retrouver sa fonction, comme un rideau de fer, ne change rien: ce «bol d'air», qui avait permis aux prolétaires palestiniens de satisfaire temporairement leurs besoins les plus immédiats (moyennant finances, bien entendu) a été retiré pour l'instant, en attendant d'autres troupes de l'ONU ayant pour tâche de «contrôler le col» (?), à moins que cela ne soit fait directement par les Israéliens, en l'enlevant de force aux Egyptiens pour des raisons de «sécurité nationale»(?). Les sans-réserves sont revenus se réfugier dans «leur terre». Donc, le droit à l'auto-détermination, c'est-à-dire le droit de se construire une patrie, revendiqué par la bourgeoisie palestinienne depuis un demi-siècle, se traduit par l'enfermement dans cet endroit de détention (ou du moins dans l'un d'entre eux, étant donnée la configuration en peau de léopard des Territoires Palestiniens)? Donc, le droit à la séparation, accordé par Israël après le retrait de ses colons (concession décidée «démocratiquement» à la Knesset il y a quelques années, après 40 ans d'occupation!), se matérialise dans cet endroit entouré de murs et de fils de fer barbelés? C'est cela l'autodétermination promise par l'ONU, par les frères arabes, par la communauté internationale? Cette terre, qui pour les prolétaires palestiniens est seulement une prison, pour la riche bourgeoisie palestinienne à l'étranger, et pour sa cour de proxénètes, d'usuriers, de marchands et de religieux de l'intérieur (qui jouent à faire l'Etat en gérant les «aides humanitaires» provenant du monde entier et les économies envoyées par les prolétaires émigrés) est une affaire à garder toujours et de toute façon en état d'alerte guerrière. Les missiles Kassam et les «bombes humaines» ont ce rôle et rien d'autre. Durant quatre jours, 300 à 350 mille prolétaires palestiniens, et avec eux la masse de petits marchands et de trafiquants, se sont déversés en territoire égyptien, à pieds ou en carriole, mais aussi en voiture et en autocar, en profitant des passages ouverts «très opportunément» par les militants du Hamas, parce qu'il fallait calmer la tension dramatique accumulée après la fermeture des robinets d'eau, de gaz, d'électricité, et après l'interruption de la fourniture de vivres en provenance d'Israël. Un flux en sens inverse de centaines de commerçants égyptiens est arrivé dans la Bande pour négocier avec les marchands palestiniens de nouvelles fournitures de produits alimentaires et de marchandises en tous genres. La tension au passage a provoqué des affrontements entre les Palestiniens poussés par le besoin et la police des frontières égyptienne (Frères d'accord, mais seulement quand l'affaire est réciproque!). La

politique extérieure égyptienne, dictée par les USA et Israël, ainsi que par les tensions et contradictions intérieures (cf. les grandes grèves du textile, que nous rappelions dans les n°5 et 6/2007 de ce journal), a été soumise à rude épreuve. Pour Mubarak, la solution a donc été de lancer des accusations contre le Hamas et en même temps de dialoguer avec lui. La proposition d'héberger au Caire une conférence en vue de réconcilier les groupes palestiniens (acceptée aussitôt par le Hamas, impatient d'être reconnu comme légitimé par le vote de janvier 2006) a été repoussée avec éclat par cet autre fantoche, le président de l'ANP Abu Mazen, lequel, sur le conseil de ses amis américains et israéliens, a posé comme condition que le Hamas renonce immédiatement au contrôle de la Bande de Gaza. Aïe! que devient la démocratie si chère à l'Occident, au moyen de laquelle le Hamas a gagné les élections avec un écart de sièges non négligeable (74 pour le Hamas, 45 pour le Fatah, 5 pour la gauche radicale du FPLP et le FDLP, 8 pour les indépendants)? Dans cette situation de «fuite en Egypte» (combien de prolétaires se sont-ils fait la belle clandestinement?), il n'a pas manqué le classique rassemblement d'un millier de pacifistes israéliens, théologiens de la libération, militants palestiniens et surtout étrangers, qui ont rejoint le passage d'Erez, entre Gaza et Israël, pour remettre des aides humanitaires et surtout pour crier au monde: «libérez le peuple de Gaza!». Qui sont-ils? Appelez-les comme vous voulez: libertaires, gauchistes, nationaux-communistes, «bien-pensants de gauche» – bref l'opportunisme à la sauce européenne, dont le seul fait de blablater d'«autodétermination» ne fait certes pas des communistes révolutionnaires! Aucun mot d'ordre de lutte, évidemment: seulement quelques suppliques aux puissants, juifs, américains, allemands, etc. (qui, à la différence de ces bonnes âmes et justement au nom de l'«autodétermination des peuples», ont construit un Guantanamo palestinien). Au diable!

Les prolétaires palestiniens de Gaza, assiégés de l'extérieur par des forces militaires armées jusqu'aux dents, contrôlés à l'intérieur par les milices du Hamas, ramenés dans leur enclos par l'armée égyptienne (qui craint qu'on ne l'accuse de faire passer des armes), mis en état d'alerte continu par les «missiles de jardin» et par les meurtrières et obsédantes incursions aériennes israéliennes, qui fauchent à l'aveuglette la population, consolés par des chansons pacifistes et par de mortifères processions, sont contraints de parcourir le cercle infernal de leur tragédie. Malheureusement, aucun défaitisme révolutionnaire contre les interventions militaires et l'Etat policier n'est agité par le prolétariat israélien, indifférent et silencieux depuis de très nombreuses années, enfermé dans la défense de ses privilèges, encore incapable de sortir d'une implacable cage syndicale corporatiste au énième degré, et de la puissante machine du consensus national-religieux. Aucun acte de défaitisme non plus de la part du prolétariat arabo-israélien, encore incapable de se mettre debout, isolé et méprisé par les puissantes classes moyennes israéliennes, contrôlé lui aussi par l'opportunisme qui sévit dans ses rangs et qui (sous des formes religieuses plus que travaillistes ou patriotiques) le contraint à mendier une reconnaissance de sa légalité et de sa dignité au Parlement (10 députés sur 120 aux dernières élections). Et encore moins d'actions de défaitisme de la part du prolétariat immigré (chinois, philippin, thaï etc.), mû par le besoin et encore trop jeune pour refuser le rôle qui lui a été confié de concurrent des prolétaires palestiniens. Comme si cela ne suffisait pas, il y a encore la misérable population

juive séfarade, proie de la droite fondamentaliste, élevée au rang de plèbe (assistée, mais regardée avec méfiance), soupape de sécurité du racisme entre juifs et anti-arabe avec sa hargne de sous-prolétariat. C'est un mélange qui un jour deviendra explosif. Malheureusement, aucun défaitisme révolutionnaire non plus contre le «comité d'affaires» palestinien dans la Bande et la Cisjordanie de la part du prolétariat palestinien, qui ne parvient pas encore à se concevoir comme tel, et ainsi le décor d'une patrie à conquérir (une «patrie-prison») continuera à être installé et renouvelé, mais sur une scène qui est toujours la même. Tous sont cloués à ce tragique présent et celui-ci pourra être dépassé seulement lorsque la lutte de classe se sera rouverte à un niveau international et dans les métropoles impérialistes, dont Israël est un pilier décisif au Moyen Orient.

### **Qu'est devenue l'auto-détermination palestinienne?**

Au nom de l'«auto-détermination des peuples» (c'est comme cela qu'on dit), dans l'ancienne Palestine sont en cours de construction non pas une, mais trois patries, alors qu'une serait déjà de trop. Et combien en Irak? On a déjà trouvé les noms: Kurdistan, Sunnistan, Chiitistan. Combien devront naître encore dans les Balkans, après le Kosovo? Et combien dans le Caucase? Ils naissent, ces États pseudo-nationaux ou infranationaux, parce que le prolétariat a été réduit au silence et ligoté par les bourgeoisies, bien alimentées par les impérialistes fidèles de «Sainte Autodétermination», aussi bien à l'étranger que dans les territoires en question. Toutes les fois que le prolétariat a réussi à échapper au contrôle des patries, en Jordanie ou au Liban (vous rappelez-vous Amman, Tell-al-Zaatar, Sabra et Chatila?) en luttant de toute ses forces, en dépassant les directives des maîtres de la défaite, l'abattoir a ouvert les portes, non seulement du côté d'Israël ou pour le compte d'Israël, mais aussi du côté des bourgeoisies arabes. Les camps de réfugiés n'ont jamais été des «enclaves patriotiques», mais des lieux d'organisation et de solidarité prolétariennes pour eux-mêmes, et des camps de concentration pour l'armée prolétarienne de réserve pour le Capital.

Les deux Intifadas ont montré la possibilité de mobilisation que les prolétaires palestiniens parviennent à mettre en œuvre, en luttant pour défendre leurs conditions de vie, au moment même où la bourgeoisie palestinienne les lançait comme des victimes expiatoires au nom d'une patrie poulleuse et assassine. Les différents partis de la bourgeoisie palestinienne font s'entrégorger les prolétaires pour établir des rapports de pouvoir indispensables à la gestion des ressources «nationales»: démonstration éclatante que, grande ou petite, opprimée ou opprimante, toute cause nationale ne peut plus engendrer désormais qu'un Etat impérialiste, petit ou grand, ou aspirant à être tel. La formation de l'Etat national suivant les sociétés précapitalistes a été considérée par les communistes comme un moyen, non une fin, pour la révolution de classe. L'action tactique prévoyait, si les forces du prolétariat étaient bien organisées et politiquement autonomes, un règlement de comptes, que la bourgeoisie arrive au pouvoir ou non: c'était la «révolution double» ou «révolution en permanence» de Marx, l'occasion historique pour attaquer la bourgeoisie à sa naissance et imposer la dictature du prolétariat (c'est ce qui s'est passé avec la révolution d'Octobre). En l'absence d'une action autonome du prolétariat, la formation de l'Etat national était considérée comme un moyen pour accélérer le développement capitaliste, et avec lui le développement du prolétariat en tant que «classe en soi» (c'est-à-dire au sens numérique, quantitatif, sociologique), en vue de son futur développement politique comme «classe pour soi» (c'est-à-dire qui lutte pour ses propres intérêts historiques). Par conséquent, aucun appui à des causes nationales en tant que telles, en faveur d'un principe abstrait d'autodétermination.

Au cours du développement révolutionnaire bourgeois, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est dans un premier temps une lutte nationale, certainement pas substantiellement, en tout cas formellement. Il est naturel que le prolétariat de chaque pays doive avant tout se coltiner sa propre bourgeoisie (voir le *Manifeste du parti communiste*, 1848). Dans la réalité d'aujourd'hui, où le cycle des révolutions nationales s'est clos et où il n'existe aucune fonction nationale de la bourgeoisie, le prolétariat doit agir de façon indépendante, en se défendant de sa propre bourgeoisie pour se préparer à l'attaquer et en développant le défaitisme de classe au nom de l'internationalisme prolétarien. C'est clair, bien que difficile. Et pourtant il y a encore des imbéciles qui voudraient charger le dos du prolétariat d'une cause nationale, en s'efforçant de donner à la forme «nationale» une vraie réalité! C'est ainsi que dans le cas du Moyen Orient, on demande au prolétariat palestinien de la... remplacer, en reparcourant la voie tragique tracée pour le prolétariat européen par le stalinisme avant, pendant et après le second massacre impérialiste: ramasser les drapeaux bourgeois jetés dans la boue et faire l'Etat, jouer un rôle national. C'est tout-à-fait vrai: les prolétaires palestiniens ont beaucoup d'ennemis, et les imbéciles ne sont pas les derniers! Au lieu d'indiquer une perspective qui les aide à se libérer de l'«ennemi chez eux», ils les lancent dans une autre boucherie, prisonniers de leur misérable bourgeoisie. Les prolétaires palestiniens devraient regarder les tragiques enseignements de leur histoire, les grandes luttes menées pour se défendre de toutes les bourgeoisies qui les oppriment, dans les désastreuses conditions des soixante dernières années. Tout n'est pas perdu, si on apprend à s'organiser et à combattre sous les formes propres de la classe des sans-réserves, non pour la patrie, ni pour Allah, mais pour soi-même en tant que classe exploitée. C'est seulement ainsi qu'il sera possible, pour eux et pour les prolétaires du monde entier, de reprendre le chemin révolutionnaire interrompu.

### **Dernière heure**

Tandis que nous clôturons ce numéro, les chars israéliens sont entrés dans la Bande de Gaza, où ils ont occupé les camps de réfugiés de Jabaliya et Beit Laiya, en détruisant des maisons et en terrorisant la population, tandis que les raids de l'aviation martelaient la ville de Gaza et que des blindés et des troupes choisies se préparaient à l'assiéger et à l'occuper: trois jours d'intenses bombardements, qui ont provoqué la mort de 111 Palestiniens, en majorité des civils, parmi lesquels 17 enfants. Le terrorisme de l'Etat démocratique d'Israël a continué son œuvre meurtrière. Dans les guerres démocratiques, depuis un siècle désormais la réalité capitaliste a ce visage: le but n'est pas l'élimination de l'ennemi (la bourgeoisie concurrente et ses représentants politiques), mais le massacre des masses pauvres et misérables. Les sans-réserves sont un poids pour les classes dominantes du monde entier, un coût que les bourgeoisies nationales, atteintes par la crise économique, ne peuvent pas se permettre de payer. Eliminer les forces du Hamas? abattre l'exécutif d'Ismail Haniyeh? mettre Abu Mazen à sa place aussi à Gaza? Pour obtenir quoi? Ces bourgeoisies peuvent-elles résoudre une question qui est sociale, une réalité qu'elles ont poussée jusqu'à la putréfaction? Au cœur d'un abatardissement collectif, non seulement elles sont impuissantes, mais elles n'ont aucun intérêt, pas plus que la bourgeoisie mondiale, à résoudre un problème local comme celui-ci, qui s'est traîné et aggravé depuis désormais soixante ans, d'abord en se réduisant à un problème national, et aujourd'hui révélant de plus en plus sa nature de problème de classe. D'abord le bombardement de Beirut et le retrait du Liban, puis l'invasion par intermittences de la Bande de Gaza: deux autres tesselles de la mosaïque guerrière qui est en cours de construction dans la région, pour le proche avenir.

# Israël et Palestine: Terrorisme d'Etat et défaitisme prolétarien

(il programma comunista, n.1/2009)

Ce qui a eu lieu dans la Bande de Gaza a été le plus vaste exercice militaire de chasse à l'homme, de tir au but et de décimation déchaînés contre le prolétariat palestinien dans ces quarante dernières années. Au moins mille trois cent morts, des milliers de blessés et de sans abri, des chars israéliens qui patrouillent du Nord au Sud, des avions et des navires qui bombardent le nouveau ghetto de Gaza, d'immenses champs de ruines: le terrorisme criminel de l'Etat d'Israël – un Etat qui du fait même de son histoire, représente l'avant-garde de la férocité bourgeoise et l'avant-poste impérialiste des Etats-Unis, au moment où la crise économique sévit à l'échelle mondiale, est le même terrorisme qui tôt ou tard s'abattra avec la même férocité sur le prolétariat international.

Il y a à peine quelques mois nous écrivions: «Les prolétaires palestiniens de Gaza, assiégés de l'extérieur par des forces militaires armées jusqu'aux dents, contrôlés à l'intérieur par les milices du Hamas, ramenés dans leur enclos par l'armée égyptienne (qui craint qu'on ne l'accuse de faire passer des armes), mis en état d'alerte continu par les 'missiles de jardin' et par les meurtrières et obsédantes incursions aériennes israéliennes, qui fauchent à l'aveuglette la population, consolés par des chansons pacifistes et par de mortifères processions, sont contraints de reparcourir le cercle infernal de leur tragédie. Malheureusement, aucun défaitisme révolutionnaire contre les interventions militaires et l'Etat policier n'est agité par le prolétariat israélien, indifférent et silencieux depuis de très nombreuses années, enfermé dans la défense de ses privilèges, encore incapable de sortir d'une implacable cage syndicale corporatiste au énième degré, et de la puissante machine du consensus national-religieux. Aucun acte de défaitisme non plus de la part du prolétariat arabo-israélien, encore incapable de se mettre debout, isolé et méprisé par les puissantes classes moyennes israéliennes, contrôlé lui aussi par l'opportunisme qui sévit dans ses rangs et qui (sous des formes religieuses plus que travaillistes ou patriotiques) le contraint à mendier une reconnaissance de sa légalité et de sa dignité au Parlement (10 députés sur 120 aux dernières élections). Et encore moins d'actions de défaitisme de la part du prolétariat immigré (chinois, philippin, thaï etc.), mû par le besoin et encore trop jeune pour refuser le rôle qui lui a été confié de concurrent des prolétaires palestiniens. Comme si cela ne suffisait pas, il y a encore la misérable population juive séfarade, proie de la droite fondamentaliste, élevée au rang de plèbe (assistée, mais regardée avec méfiance), soupape de sécurité du racisme entre juifs et anti-arabe avec sa hargne de sous-prolétariat. C'est un mélange qui un jour deviendra explosif. «Malheureusement, aucun défaitisme révolutionnaire non plus contre le 'comité d'affaires' palestinien dans la Bande et la Cisjordanie de la part du prolétariat palestinien, qui ne parvient pas encore à se concevoir comme tel, et ainsi le décor d'une patrie à conquérir (une 'patrie-prison') continuera à être installé et renouvelé, mais sur une scène qui est toujours la même. «Tous sont cloués à ce tragique présent et celui-ci pourra être dépassé seulement lorsque la lutte de classe se sera rouverte à un niveau international et dans les métropoles impérialistes, dont Israël est un pilier décisif au Moyen Orient». («Gaza, ou des prisons nationales», publié à l'origine avec d'autres

textes de même sujet dans le n°1/2009 de *«Il programma comunista»*).

Nous invoquons et nous invoquons donc le retour de la lutte de classe à l'échelle mondiale, car nous étions soutenus par la certitude indestructible que le prolétariat saura sortir de l'impasse où il a été plongé par 80 années de contre-révolution. La crise mondiale actuelle nous conduira nécessairement dans l'ère des tempêtes et préparera les conditions objectives de la révolution prolétarienne. Ce qui se passe aujourd'hui et se passera dans les prochaines années sera dicté par cette nécessité historique. Il n'y a pas trente six mille chemins, et ceux-ci ne doivent rien au hasard. Ils sont sûrs, comme est sûr le besoin de la bourgeoisie de se conserver comme classe générale, dominante pour l'éternité, au prix du cannibalisme social et de la guerre générale. «Ou dictature de la bourgeoisie, ou dictature du prolétariat»: telle est la maxime inscrite dans le marbre du matérialisme historique. La réalité palestinienne – que l'on présentait comme capable de devenir le détonateur de la transformation sociale au Moyen Orient, un mélange explosif greffé dans une question nationale prétendument non résolue (comme nous l'avons souvent répété et comme cela a été confirmé par les événements qui se sont succédé au Moyen Orient depuis la moitié des années 1970) s'est dramatiquement transformée. Le caractère prolétarien pris par les contradictions sociales dans la région se présente depuis des dizaines d'années de façon toujours plus explosive, en montrant définitivement que l'idéologie patriotique ne fait qu'alimenter une oppression sociale exercée non seulement par la bourgeoisie israélienne, mais aussi par la bourgeoisie arabe et palestinienne. Pensons ne serait-ce qu'aux 4,6 millions de réfugiés ainsi répartis: en Jordanie 1,93 million, au Liban 416 mille, en Syrie 456 mille, en Cisjordanie 774 mille, dans la Bande de Gaza 1,09 million – tous soumis à des restrictions, contrôles, répressions policières de la part des «gouvernements amis» officiels. Le prolétariat du Moyen Orient est désormais devenu partie intégrante du prolétariat international, comme cela est également confirmé par les énormes flux migratoires des dernières décennies – et l'alliance bourgeoise arabo-israélienne mène contre lui sa guerre de classe. C'est pour cela que dans cette tragique situation on ne peut pas demander au prolétariat moyen-oriental ce qu'il ne peut pas donner du point de vue révolutionnaire, si auparavant la lutte de classe ne se manifeste pas dans toute sa portée là où se trouvent le cœur et le cerveau de l'impérialisme, là où se trouvent les leviers de commande, c'est-à-dire dans les métropoles impérialistes. La lutte du prolétariat palestinien ne peut pas être enfermée dans des limites nationales: les rescapés du stalinisme et les anti-impérialistes petits-bourgeois qui en Occident continuent à demander qu'il se batte pour une nation populaire et démocratique, sous forme de la résistance patriotique, sont de vieilles canailles qui s'efforcent de détruire encore une fois le potentiel de lutte inhérent à la situation d'une classe qui n'a que ses chaînes à perdre.

Bien qu'elle soit en apparence si puissante, la bourgeoisie israélienne est aveuglée par sa propre intelligence politique, par l'idée qu'une quelconque volonté puisse surmonter tous les obstacles en tuant et en massacrant. Tout en voyant la mi-

sère sociale qui est en train de s'abattre sur elle, elle ne peut pas comprendre que le prolétariat ne peut pas être éliminé, que la «canaille» qui aujourd'hui emploie la terreur, finira demain par la détruire. Ce ne sont pas le Hamas et la «cause nationale» qui résistent aux bombardements, comme le prétendent les «miliciens»: ce qui résiste, c'est le mur de marbre de la réalité du prolétariat, qui pourtant paie un prix énorme. Il ne restera à Israël qu'à étendre le front militaire où à pousser à fond le massacre, s'il veut éliminer le Hamas dans l'immédiat; sinon il sera à nouveau contraint d'accepter la énième trêve et d'aggraver ses propres conditions d'existence et sa «sécurité». Avec la trêve Hamas démontrerait, aux dépens des prolétaires, sa vocation dictatoriale bourgeoise. Si son organisation était éliminée, le scénario général de la lutte de classe ne changerait pas, parce que le véritable protagoniste, bien qu'il ne soit pas conscient de la réalité présente, est le prolétariat, et que rien ne peut changer ce fait. Et pourtant ce qui sera décisif, ce sera seulement la rencontre entre le parti de classe et le prolétariat. Et ce, non seulement au Moyen Orient, mais avant tout dans les métropoles impérialistes.

Nous ne perdons pas l'espoir que dans cette situation terrible, le prolétariat moyen-oriental pourra trouver la force d'échapper aux rets de l'opportunisme qui l'emprisonnent. Nous souhaitons que, comme dans les grandes batailles du passé, il sache aligner les meilleurs combattants de sa cause, qu'il sache faire de la défaite hélas inévitable d'aujourd'hui le point de départ d'un avenir riche en victoires. Comme dans le Paris révolutionnaire de 1871, comme dans le Petrograd de 1905, nous lui indiquons la voie, non de la capitulation et du désarmement, mais de la lutte révolutionnaire indépendante sur le plan politique et organisationnel, celle qui consiste à transformer la lutte sans espoir à laquelle le contraint aujourd'hui le Hamas, dans la grande lutte de classe révolutionnaire, pleinement consciente que battre un ennemi aussi puissant est un coup porté également à l'ensemble du front ennemi. Quand nous proposons à nouveau la nécessité du défaitisme économique, politique, militaire, exercé par le prolétariat israélien, arabo-israélien, immigré et palestinien, unis dans toute la région, et surtout à l'intérieur de l'Etat d'Israël, nous ne rêvons certes pas de transformer avec un slogan l'actuelle offensive impérialiste en guerre civile ou de transformer automatiquement la lutte de défense économique en lutte révolutionnaire. Nous nous adressons à nos frères de classe, à une avant-garde de lutte aujourd'hui isolée et peu consciente, afin qu'ils puissent sortir du piège infernal d'un présent réactionnaire et reconnaître enfin le prolétariat comme unique classe révolutionnaire, en considérant comme close toute hypothèse nationale, et en réaffirmant la nécessité absolue de la dictature du prolétariat dirigée par le Parti communiste international.

Et pourtant cette indication programmatique, théorique et tactique serait une arme émoussée, si on ne l'articulait pas (dans le domaine de la lutte et de l'organisation) au vif de la gangrène dont émane l'infection réactionnaire répandue dans tout le corps du prolétariat mondial. C'est ici, en Occident, que le défaitisme économique et politique doit avoir le maximum d'efficacité. C'est ici qu'il faut expliquer (avec patience, clarté et confiance) la nécessité de la lutte en défense de ses conditions de vie et de travail, remédier à la séparation nationale, seule voie pour passer à l'action de classe offensive. Il n'existe pas d'autre moyen pour défendre le prolétariat palestinien agressé, pour alléger sa souffrance, inscrire une trace profonde dans la mémoire de la classe, et remédier à la séparation nationale creusée dans le corps du prolétariat tout entier. Sont nécessaires et urgentes toutes les formes de lutte qui fa-

vorisent l'organisation d'une classe unitaire et compacte; doivent être au contraire repoussées toutes les formes syndicales, grandes ou petites, qui défendent des intérêts corporatistes dans tous les domaines économiques, doivent être avancées des propositions défaitistes sur tous les terrains, pour contraindre l'ennemi bourgeois, où qu'il se trouve, à relâcher sa pression jusque sur le moindre secteur prolétarien en lutte; doivent être repoussés le pacifisme, l'appel au désarmement, l'immédiatisme anarchiste, moraliste et individualiste; doivent être proclamées et affirmées la nécessité et l'urgence du retour sur scène du parti de classe révolutionnaire. Même si elle ne participe pas activement au massacre en cours, la bourgeoisie de tous les pays est co-responsable au premier chef, et c'est contre elle que doit être dirigée la guerre de classe. Nous adressons aujourd'hui au prolétariat palestinien notre solidarité de classe et le cri de bataille de ses frères de classe de toutes les parties du monde, avec les paroles lancées par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, alors que le prolétariat allemand et international était conduit à la boucherie dans le premier conflit mondial: «L'ennemi à combattre est dans notre pays!» Le matérialisme historique enseigne qu'au moment même où la bourgeoisie israélienne réalise autour d'elle la terre brûlée, elle affaiblit aussi ses propres conditions d'existence, puisque celle-ci est fondée sur l'exploitation de la classe ouvrière arabe. La prolétarianisation aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Etat d'Israël est arrivée depuis longtemps à maturité, et avec elle la misère croissante et l'attaque contre les bastions de sa richesse. A l'heure où la production capitaliste montre sa profonde fragilité, aucune trêve sociale (ni entre les classes, ni sur les fronts) ne pourra être durable, aucun territoire ne pourra être à l'abri des incursions et des agressions. Le moment de la mobilisation, du rappel des réservistes, du regroupement des troupes, des projets d'agressions, appartient au domaine des solutions illusoire à des contradictions désormais irrémédiables. Il ne s'agit plus de définir le parcours d'une trêve ou d'une «paix négociée», comme continuent à l'envisager les âmes pieuses à l'abri des chars israéliens, ni une division enfin réalisée entre deux (ou trois?) Etats: toutes les interventions allant dans le sens de la paix deviennent précaires et inconsistantes et ne sont que des palliatifs. Au moment où sévit la crise économique, le besoin d'affronter le problème politique de l'Etat d'Israël à l'échelle de toute l'économie du Moyen Orient devient pressant, parce qu'Israël n'est pas un corps étranger du Moyen Orient, mais est depuis longtemps une part essentielle du scénario général de l'impérialisme. Quand l'heure sera venue, l'Etat d'Israël sera appelé à être l'un des principaux acteurs du partage du Moyen Orient: sans cela il n'est rien et continuera de n'être rien (il en est encore à définir ses propres frontières!).

Le risque d'une faillite politique et économique de l'Etat d'Israël, dépourvu de ressources naturelles et dépendant de bourgeoisies arabes affamées de rentes et de profits, peut arriver, du fait de la crise économique, à un point de non-retour. S'il est vrai que le séisme économique n'a pas encore atteint un niveau catastrophique, c'est pourtant sur cette base fondamentale que l'on peut mesurer de façon réaliste l'action policière actuelle envers le prolétariat palestinien. Si on observe au long cours, Hamas n'est pas le véritable objectif de cette énième agression, comme beaucoup au contraire le répètent. Hamas n'est qu'une justification contingente de peu de valeur, le résidu du nationalisme politico-religieux d'une bourgeoisie parasitaire, soutenu par les «seigneurs des trêves et des paix» (avec paiement d'une assistance sociale) et des «rencontres au sommet», par les grands financiers arabes et par des intérêts

économiques, politiques et stratégiques bien plus grands que le Hamas – tous gens qui se sont lassés de fournir des aides à crédit, à une époque où, avec la crise économique, le crédit a fondu comme neige au soleil. Le blocus économique auquel a été soumise la Bande de Gaza depuis que Hamas en a pris la direction politique et organisationnelle, risquait toujours plus de détruire sa propre existence; l'ouverture de la frontière avec l'Egypte a fait mûrir la nécessité de la fuite, la crise économique a réduit et est en train de fermer tous les «espaces vitaux»; les aides en provenance des pays arabes, les envois extérieurs du prolétariat palestinien diminuent. Il fallait sortir de ce piège, il fallait se débarrasser de cette fausse trêve. Abu Mazen, créature de l'alliance entre Israël et l'Egypte, en dénonçant la présence des tunnels, en empêchant la fuite des centaines d'exilés qui s'entassaient à la frontière) n'est pas la solution: il ne représente qu'une bourgeoisie palestinienne corrompue et lasse de poursuivre un jeu à qui perd gagne, bousculée de partout par les protagonistes réels de la région moyen-orientale. De leur côté les frères de Hamas qui partagent le même «opium religieux» que lui au Liban (Hezbollah) ne peuvent jouer un rôle que si les objectifs sont limités, et ne constituent que des transitions entre deux trêves. L'ouverture du front libanais contre Israël serait de toute façon le signal d'une extension du conflit, dont le scénario ne serait pas écrit seulement par Israël. L'affrontement entre les «frères palestiniens», les accusations lancées par Al Fatah contre Hamas (qui garderait en otage la population civile) et l'attente qu'Israël fasse le sale boulot à Gaza City pour y entrer sur les chars des militaires israéliens sont les aspects les plus sinistres d'une aventure qui en est arrivée à son dénouement. Les récentes péripéties de vigoureuses luttes ouvrières et syndicales (dans le textile et le bâtiment, en particulier à Dubaï et au Caire), les grandes luttes pour le pain qui ont éclaté un peu partout dans le monde arabe, sont typiques du développement capitaliste. Les énormes masses de crédits capables de soutenir le capitalisme américain et européen dans l'angoisse, le prix des réserves pétrolières, qui a grimpé un maximum avant de retomber dans ses limites historiques, tout ceci révèle la fragilité de ce capitalisme de nature financière et parasitaire. Le panorama politico-stratégique est clair, pour qui veut voir: le marais irakien où s'est fourvoyée la grande armée «libératrice» des Etats-Unis, la reprise des escarmouches indo-pakistanaïses, la témérité croissante des bandes bourgeoises afghanes, et l'envoi par les américains de nouvelles troupes dans le territoire, ainsi que la crise politique latente en Iran, témoignent d'événements qui sont destinés à s'aggraver de jour en jour. C'est dans cette direction de la dynamique historique que les événements de Gaza s'insèrent et s'inséreront, quelle que soit la conscience qu'en ont leurs protagonistes.

Que des troupes de l'ONU ou des pays arabes s'interposent aux frontières de l'Egypte ou de Gaza City ne résout aucun problème: au contraire cela montre qu'il n'y a pas d'issue. Que le Hamas soit un interlocuteur valable, au sens où il reconnaîtrait le droit d'Israël à l'existence, cela ne change rien: le terroriste Arafat n'est-il pas devenu ensuite le père putatif d'Abu Mazen? Depuis la promenade de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées jusqu'à la restitution de la Bande de Gaza à l'Egypte et de celle-ci aux Palestiniens, depuis le massacre de Sabra et Chatila au Liban jusqu'à la décolonisation de la Bande de Gaza opérée par le même Sharon, il n'y a pas de rupture, mais une simple continuité. Ce qui alarmera le plus les gouvernements, si le bain de sang continue, ce seront les témoignages massifs de solidarité en provenance des capitales arabes (où se produira l'affrontement sanglant entre les deux ailes nationalistes) et des nom-

breuses métropoles capitalistes (où réside depuis des années le prolétariat arabe immigré, en particulier palestinien). La situation d'exclusion à laquelle ont été contraints les prolétaires des différentes nationalités, l'agitation à propos du racisme et des différences religieuses (armes dont se sert largement la bourgeoisie) donnent et donneront aux mobilisations une impuissance et une faiblesse que les différents dirigeants religieux et nationalistes exploiteront, en alliance avec la bourgeoisie locale, pour éviter la contagion de classe. Les gouvernements bourgeois feront tout pour rompre le lien instinctif avec les lointains prolétaires massacrés par des forces aussi puissantes: ce lien a aussi un rôle matériel à jouer dans la lutte, alors que la tempête de «plomb fondu» s'abat sur les habitations et sur les corps. Et nous comptons par conséquent que ce lien instinctif des masses prolétariennes immigrées dans les métropoles impérialistes saura lui aussi trouver la voie de la lutte de classe intransigeante, et non celle de la nostalgie d'une patrie impossible et du rêve d'une présence divine qui délivrerait pour toujours du joug de l'oppression. Nous ne sommes pas troublés par les manifestations sous le signe de la prière (n'oublions pas que, en 1905, la première révolution russe a commencé au nom de symboles religieux, mais qu'elle s'est vite transformée en lutte de classe révolutionnaire), de même que nous ne sommes pas troublés par les prises de position laïques, qui font plus de mal que les balles – pacifisme, appel au désarmement, réformisme avec ou sans armes –, qui sont tous fils de la même culture bourgeoise, jacobine ou romantique. Si la profonde crise économique pousse le prolétariat au delà du mur de silence construit par la contre-révolution avec toutes ses variantes bourgeoises, de gauche et de droite, laïques et religieuses, si elle le pousse à prendre position en défense de ses objectifs historiques de classe, alors une première partie de la tâche révolutionnaire aura été accomplie. L'autre sera due à la présence du parti de classe, direction nécessaire du processus révolutionnaire menant à la prise du pouvoir et à l'instauration de la dictature du prolétariat.

**NB:** Alors que nous terminions cet article, il s'est avéré que l'espoir du Hamas d'être reconnu comme interlocuteur s'est éteint, la trêve, dit-on, sera unilatérale (Israël peut interrompre et reprendre le massacre quand et comment il le veut), et au centre des derniers pourparlers il y a les accords entre Israël et les Etats-Unis (d'abord pour attaquer, puis pour mettre fin à l'attaque), contre la fourniture d'armes à travers les tunnels. Il paraît aussi que les USA n'entendent pas participer à la force d'interposition et de contrôle: qui recevra la pomme de terre bouillante? les Egyptiens? Abu Mazen? les Français si diligents? l'ONU? les Etats arabes? Israël propose une trêve sans limitation de durée (contre celle annuelle de Hamas!); et la Ligue Arabe? Simplement deux mots en famille. Tout restera donc comme avant – a part ce millier de morts et ces nombreux milliers de blessés: femmes, enfants, civils. Nous parions qu'il y aura de l'argent pour la reconstruction, et que la bourgeoisie palestinienne (patrons du bâtiment et commerçants patriotes) se présentera ponctuellement à l'appel: le profit vaut bien un millier de morts. Et il ne fait pas de doute que les banques israéliennes ouvriront elles aussi les cordons de la bourse: Affaires en vue! Il y aura du travail dans le bâtiment, il y aura de nouveaux amortisseurs sociaux et surtout une gestion politique (véritable chantage) des aides, il y aura beaucoup de bénédictions religieuses d'un côté comme de l'autre... Amen!

(republié dans n.5-6/2023 de "il programma comunista")

# L'ennemi des prolétaires palestiniens est à Gaza City et à Jérusalem, à Tel Aviv comme à Aman, à Damas et à Beirut comme au Caire et à Tunis

(il programma comunista, n.1/2013)

Encore une fois, au Moyen Orient il est en train de se préparer un énorme bain de sang prolétarien : ce que nous avons vu à la mi-novembre 2012 n'était qu'un avant-goût. Après une semaine de bombardements aériens et navals d'Israël sur la Bande de Gaza, il y a eu 150 morts, dont des femmes et des enfants, dans la destruction de maisons et de quartiers. On est d'accord pour une trêve: tiendra? tiendra pas? On dit qu'il se prépare une intervention en Iran et un acte de force en Syrie. Quoi qu'il en soit, il est sûr que du sang sera encore versé, afin que le monde entier, parcouru d'agitations et de luttes prolétariennes, reconnaisse l'Ordre Bourgeois.

Face à la crise de surproduction qui sévit depuis cinq ans, en ne suscitant encore que de faibles réponses prolétariennes, les Etats impérialistes, terrorisés par la possibilité même lointaine que la lutte de classe n'explose et ne se répande, préparent le terrain de l'affrontement, élaborent les stratégies, mesurent l'état de leurs propres forces et de celles en jeu. Israël appelle «droit de se défendre» ce qui est en réalité une action de représailles et de décimation de la population civile. Il ne s'agit pas de Palestiniens et d'Israéliens, de juifs et de musulmans, mais de prolétaires, utilisés comme boucliers pour défendre une Dictature Bourgeoise qui devra être détruite. Démanteler la Lybie a été un jeu d'enfants, ne serait-ce que pour éviter que puisse se créer une continuité entre les prolétariats tunisien et égyptien. Massacrer la population irakienne après avoir poussé Iraniens et Irakiens à se faire la guerre, pendant huit ans et avec un million de morts, a été le parcours meurtrier d'un conflit en deux temps. Attaquer l'Afghanistan a été et continue d'être un autre coup de maître, avec l'invention correspondante de la guerre humanitaire, de l'exportation de la démocratie, de la chasse au méchant de service. Puis cela a été le tour de la Syrie. Le Moyen Orient, où on a voulu installer par la violence l'Etat Israélien (une meurtrière et très moderne machine de guerre), est une faille fragile, une des plus dangereuses de la planète, alimentée et livrée avec des armes toujours plus meurtrières. C'est un habitat expérimental, un domaine pour la guerre: pas seulement la guerre en tant que telle, mais surtout la guerre civile, la guerre anti-prolétarienne. Ici, les Cavaliers de l'Apocalypse dirigés par les USA montent et démontent des nations fictives nées des partages coloniaux réalisés par les impérialismes européens. Les missiles-joujoux de la bourgeoisie palestinienne (petite en comparaison de la grosse bête bourgeoise d'Israël) ne font ni chaud ni froid à celle-ci: ils sont une occasion, pas un problème, pour déclencher l'enfer – le dernier, il y a quatre ans., appelé «Plomb fondu», a provoqué la mort de 1400 prolétaires et en a blessé des milliers.

Ici, aux frontières et à l'intérieur, s'étendent des kilomètres et des kilomètres de murs: ce qui n'a jamais scandalisé personne. La paix des cimetières est un article de commerce à bon marché (dernière version: la Road Map), et ici elle atteint les plus hauts sommets de l'esprit pacifiste et patriotique. Il ne se passe pas une année sans que l'article «paix» ne perde de la valeur, et les massacres sont un moyen pour faire remonter son prix. Tout ceci n'a rien à voir avec ce qu'on appelle la «question nationale palestinienne», et pourtant on ne fait qu'en parler

jusqu'à la nausée. L'ennemi des prolétaires palestiniens est à Gaza comme à Tel Aviv, à Aman comme à Damas, à Beirut comme au Caire et à Tunis. L'impérialisme et l'anti-impérialisme utilisent les prolétaires comme des cobayes à sacrifier dans la guerre horrible qu'ils s'appêtent à conduire «en grand», en présentant à nouveau une «question nationale» dépourvue de sens. Depuis au moins trente ans, et malgré tout, les prolétaires palestiniens ont agi et agissent non plus au niveau national, mais comme *classe*, contre les bandits des Métropoles et de la petite-bourgeoisie: pourtant, des batteries d'insurgés, de mercenaires, de partisans de toutes sortes, de tous bords, continuent à hanter les rues du Moyen Orient pour rehausser le marché de l'idéologie nationale.

Les nouvelles autorités égyptiennes et tunisiennes, ou les turques, ne viennent pas apporter un soutien aux prolétaires, mais à la petite-bourgeoisie palestinienne. Mieux: ils ne servent pas à protéger contre les drones et les missiles meurtriers d'Israël, ils font fonction d'observateurs et de contrôleurs attentifs d'une réalité qui effraie – la croissance d'un prolétariat susceptible d'échapper à tout contrôle comptable et social. Les sans-réserves et les sans-patrie sont trop nombreux: danger mortel! Il n'y a que les idiots qui pensent que la bourgeoisie israélienne voudrait imposer «sa propre» stratégie mortelle au monde; c'est faux! Elle est parfaitement intégrée à la bourgeoisie des grandes puissances, elle sait quand elle peut se livrer à ses jeux guerriers, et elle s'y tient. Il n'y a que les imbéciles qui pensent que le «printemps arabe», comme on dit, a changé quelque chose à la tactique et à la stratégie de la bourgeoisie moyen-orientale. Après avoir attaqué le prolétariat égyptien, la démocratie bien-aimée, s'étant retrouvée au nom des Frères musulmans, est déjà prête à reprendre sous son contrôle la Bande de Gaza et à participer au grand banquet de demain.

En attendant, les national-«communistes», qui existent dans le monde entier, au gouvernement ou pas, tiennent sous contrôle les luttes prolétariennes et continuent à réchauffer la soupe nationaliste, en poussant le prolétariat palestinien à se battre pour une cause pour laquelle il a payé et paie encore un prix énorme, un massacre opéré par les deux bourgeoisies, israélienne et arabe – «versailles et prussiens», comme lors de la Commune de Paris. De quelque côté qu'on se tourne, il y a une bourgeoisie, arabe ou pas, et il y a des renforts patriotiques et mercenaires qui te tirent dans le dos. Du «Septembre Noir» d'Aman à Tel el-Zaatar et à Sabra et Chatila, les bouchers des deux camps n'ont semé que la mort et la destruction dans les camps de réfugiés et dans les banlieues de Beirut.

Les facteurs, anti-impérialiste et antisioniste, avec lesquels se bat le nationalisme palestinien (suivi en cela par la petite-bourgeoisie, ancienne et nouvelle, des pays développés, accompagnée par les moyens démocratiques de diffusion de masse), ne sont pas des armes du combat de classe, ce sont les paravents d'une bourgeoisie corrompue comme la bourgeoisie israélienne, qui servent à contraindre le prolétariat palestinien à s'enrôler dans les camps nationalistes du Hamas et d'Abu Mazen, tandis que le prolétariat arabo-israélien rejoint celui de l'Etat d'Israël. La «question nationale palestinienne»

est seulement un contenant politico-idéologique que les bourgeoisies, arabes ou pas, réveillent périodiquement pour terroriser le prolétariat moyen-oriental. La stratégie prolétarienne n'envisage plus depuis très longtemps, dans son objectif historique de dictature du prolétariat, la lutte armée pour un bantoustan palestinien, mais *le renversement de tous les Etats de la région, arabes et non arabes*.

Les «droits du peuple palestinien», c'est-à-dire de la *bourgeoisie palestinienne*, n'ont rien à voir avec les intérêts immédiats et historiques du «prolétariat palestinien».

S'il est vrai que l'Etat d'Israël est un Etat qui résume en lui-même impérialisme, colonialisme et fascisme, et qui donc apparaît comme un véritable Etat démocratique à la énième puissance, il est tout aussi vrai que dans toutes les régions moyen-orientales, dans tous les Etats, monarchies et républiques, démocratiques ou pas, l'exploitation de la «classe ouvrière internationalisée» a atteint un niveau intolérable. Si l'idéologie religieuse et nationaliste est mise en avant par les bourgeoisies des deux camps, c'est justement pour exalter la dynamique réactionnaire des classes moyennes, de la petite-

bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière israélienne et du sous-prolétariat des deux pays, dans un territoire qui est *désormais unifié* par le Capital; l'islamisme et le sionisme ne sont pas autre chose que le cœur réactionnaire du Moyen Orient, tous deux intégrés par le nationalisme et l'impérialisme bourgeois.

Malheureusement, la vieille et combative classe ouvrière des métropoles a oublié qu'elle avait une énorme force révolutionnaire potentielle: elle n'a pas encore reconquis la conscience ni de la prison sociale dans laquelle elle est enfermée, ni de la fraternité de classe qui la rapproche de celle du Moyen Orient. Pour que cela se produise, il faut qu'une lutte dure et inévitable surprenne et renverse radicalement toutes les illusions réformistes: c'est seulement depuis ce moment qu'on reconnaîtra dans son besoin d'organisation les premières étincelles de conscience de classe. Et, dans cette obligatoire transition, la classe ouvrière retrouvera, dans les métropoles et dans les périphéries, au sud et au nord de la planète, dans les vieux et dans les jeunes Etats impérialistes, le parti révolutionnaire qui l'accompagnera et qui sera sa seule et unique direction: *pour la conquête du pouvoir!*

## Pour sortir de l'impasse ensanglantée du Moyen Orient

(il programma comunista, n.5/2014)

Pour la énième fois, à Rafah, la barrière entre l'Egypte et la Bande de Gaza s'ouvre et se ferme modérément pour laisser passer morts et blessés. Combien comptera-t-on de victimes à la fin de cet été de bombardements? Plus de 2200 morts, et cinq fois plus de blessés. Gaza redevient, à chaque tour de roue, le "lager" qu'elle a toujours été: un ghetto, un territoire en état de siège, étouffé dans l'étau du blocus israélien par la mer, par la frontière orientale et la frontière septentrionale, avec des murs et des check points: un camp de réfugiés, géré, selon les médias, par environ dix mille combattants du Hamas et par le groupe de djihadistes de la dernière heure. Ce petit bout de terre, que le Hamas et Abu Mazen appellent "territoire national", est en réalité une prison pour un million huit cent mille Palestiniens, où se succède une foule de gardiens et de kapos.

Pendant ce temps, en contrôlant les eaux côtières, l'espace aérien, les champs frontaliers que personne ne peut cultiver et les voies de transit (toujours interdites) vers l'autre partie du pays, Tel Aviv continue à marquer irrévocablement les rythmes de vie et de mort des habitants de la Bande, avec un contrôle total sur une réalité sociale et économique misérable, périodiquement martelée non seulement par les agressions militaires, mais aussi par les effets des crises économiques qui ici ne laissent pas souffler.

Mais quelle "terre promise"?

C'est donc ça, la terre promise par la bourgeoisie palestinienne et ses classes moyennes aux prolétaires, aux "sans-réserves", une terre qui vaut que leurs vies soient sacrifiées en résistant à l'ennemi israélien? Le "droit à l'auto-détermination" se traduirait donc par l'enfermement dans ce lieu (ou du moins dans l'un d'entre eux, étant donnée la configuration en peau de léopard de ce qu'on appelle les "Territoires Palestiniens")? Le "droit à la séparation" se matérialise donc dans un lieu entouré de murs et de fils barbelés?

Cette terre, qui pour les prolétaires palestiniens n'est qu'une prison, pour la riche bourgeoisie palestinienne et pour sa cour d'affairistes, d'intrigants, de marchands d'armes et de religieux de l'intérieur et de l'étranger (qui jount à l'Etat en gérant les "secours humanitaires" en provenance du monde entier, arabe ou non, et les économies des prolétaires émigrés) est, au contraire, une affaire à garder toujours vivante et active. Les missiles lancés par les deux fronts ont pour tâche spécifique de garder en otage les prolétaires: "boucliers humains" de l'un et l'autre camps.

Assiégés par des forces militaires armées jusqu'aux dents (52 mille soldats directement engagés dans l'armée de terre et 18 mille réservistes), contrôlés à l'intérieur par les milices du Hamas, ramenés dans leur enclos par l'armée égyptienne remise à neuf après le "printemps arabe", terrorisés continuellement par les missiles des miliciens, par les bombardements en tapis, et par les incursions aériennes d'Israël, les prolétaires palestiniens sont contraints de reparcourir sans trêve le cercle infernal de leur tragédie.

Une couverture rouge de sang s'étend sur les rues, sur les quartiers populeux, sur les maisons de Gaza et sur les hôpitaux: une armée de terre suréquipée et motorisée a envahi le 17 juillet le territoire, pour détruire les passages et les tunnels par où passent non seulement des vivres, mais aussi des armes et des missiles, étant donné l'embargo imposé de tous les côtés de ce rectangle étroitement enclos. Si autrefois les faux frères arabes prenaient le deuil, s'ils offraient une certaine aide pour la guerre contre le soi-disant ennemi commun (mais... pour ne pas avoir chez eux les plus misérables de la terre, dans les réserves, dans les refuges, dans les camps de réfugiés!), aujourd'hui que le front des "frères arabes" n'existe plus, que la Syrie n'est plus qu'un tas de ruines et de prolétaires en fuite, que l'Iraq est un territoire désolé, une proie des seigneurs de la guerre, et que le futur scénario prévoit la déflagration du Liban

et de la Jordanie, tout le Moyen Orient a une odeur de mort. Abattre les prisons nationales!

Au nom de l'autodétermination nationale dans l'ancienne Palestine, seraient en cours de construction, non pas une, mais trois patries, alors qu'une est déjà trop. Et combien en Irak? Ici on a déjà trouvé des noms: Kurdistan, Sunnistan, Chiitistan. Et dans quel trou noir sera engloutie la Syrie, tiraillée au nord et à l'est, avec des mercenaires de toutes sortes – parmi lesquels aujourd'hui cette espèce de cauchemard appelé Isis – armés directement ou indirectement par les grandes puissances et par les autres Etats arabes. Et combien d'autres "patries" devront-elles encore naître dans les Balkans, après le Kosovo? Combien en Ukraine et dans le Caucase? Elles naissent, ces "patries", ces Etats pseudo-nationaux ou subnationaux, parce que le prolétariat a été paralysé et réduit au silence par le stalinisme et le post-stalinisme, et enchaîné par toutes les bourgeoisies, bien encouragées par les impérialismes fidèles à "Sainte Autodétermination", soit à l'étranger, soit dans les territoires en question. Chaque fois que le prolétariat a réussi à s'organiser de façon indépendante, en Jordanie ou au Liban (vous souvenez-vous de Amman, Tall al-Zaatar, Sabra et Chatila?) en luttant de toutes ses forces et dans un total isolement (à cause de l'extrême faiblesse du prolétariat mondial et de l'absence de son parti), cela a été la boucherie: non seulement de la part d'Israël ou pour le compte d'Israël, mais aussi pour le compte des bourgeoisies arabes

Rien d'autre que cela: les nombreux partis de la bourgeoisie palestinienne et israélienne ont fait et font se battre entre eux les prolétaires de toute la région pour établir des rapports de pouvoir indispensables pour gérer les ressources "nationales". Démonstration éclatante de ce que, grande ou petite, opprimée ou oppresseuse, toute cause "nationale" ne peut désormais engendrer qu'un Etat impérialiste, petit ou grand, loqueteux ou aspirant à en être un.

Et pourtant il fut un temps où les camps de réfugiés n'étaient pas des *enclaves* patriotiques mais des lieux d'organisation et de soutien prolétariens pour défendre ses propres conditions de vie, au moment même où la bourgeoisie palestinienne les lançait comme des victimes expiatoires contre un ennemi surpuissant, au nom d'une patrie éculée et assassine.

La formation de l'Etat national remplaçant les sociétés précapitalistes a été considérée par les communistes comme un moyen, et non une fin, pour la révolution de classe. L'action tactique prévoyait, si les forces du prolétariat étaient bien organisées et politiquement autonomes car dirigées par le parti de classe, un règlement de comptes, bien avant que la bourgeoisie n'arrive au pouvoir: c'était la "révolution en permanence" de Marx ("Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes", 1850), l'occasion historique pour attaquer à sa naissance la bourgeoisie, la liquider en tant que force historique et imposer sa propre dictature dans une société en pleine transformation. Dans la réalité actuelle, où le cycle des révolutions nationales s'est clos définitivement et où la bourgeoisie ne joue plus aucun rôle révolutionnaire, le prolétariat doit apprendre à agir en toute indépendance quant à son programme et à son action de classe, en se défendant et en attaquant sa propre bourgeoisie, en développant son propre défaitisme de classe au nom de l'internationalisme prolétarien.

C'est clair, bien que difficile. Et pourtant il y a encore des imbéciles qui voudraient charger sur le dos des prolétaires une cause nationale, en s'efforçant de donner à la forme "nationale" une véritable réalité! C'est ainsi que, dans le cas du Moyen Orient, au lieu d'attaquer la bourgeoisie, dans ses formes les plus diverses, on demande au prolétariat de la... remplacer,

en reparcourant la voie tragique que le stalinisme a tracée avant, pendant et après le second massacre impérialiste pour le prolétariat européen: ramasser "les drapeaux de la bourgeoisie jetés dans la boue" et jouer le rôle d'un Etat, avoir un "rôle national". C'est tout à fait vrai: les prolétaires palestiniens ont beaucoup d'ennemis, et les imbéciles ne sont pas les derniers. Au lieu d'indiquer une perspective qui les aide à se libérer des "ennemis de chez eux et d'ailleurs", ces gens les jettent dans une boucherie après l'autre, prisonniers de leur bourgeoisie. Les prolétaires palestiniens devraient considérer les tragiques enseignements de leur histoire, les grandes luttes livrées pour se défendre contre toutes les bourgeoisies, nationales et internationales, dans les désastreuses conditions des soixante dernières années. Tout n'est pas perdu, si on apprend à s'organiser et à combattre dans les formes propres à la classe des sans-réserves: non pour la patrie, non pour quelque patrie que ce soit, ni pour Allah, mais pour eux-mêmes en tant que classe exploitée. C'est seulement ainsi qu'il sera possible, pour eux et pour les prolétaires du monde entier, de reprendre le chemin révolutionnaire interrompu.

## Retourner au défaitisme révolutionnaire

Le terrorisme d'Israël continue donc son oeuvre criminelle. Dans les "guerres démocratiques", depuis un siècle désormais, le but n'est pas l'élimination de l'ennemi, mais le massacre des masses pauvres et misérables. Les sans-réserves sont un poids pour les classes dominantes du monde entier, un coût que, accablées par la crise économique, les bourgeoisies nationales ne peuvent pas se permettre de payer. Eliminer les forces du Hamas? mettre un Abu Mazen aussi à Gaza? subdiviser davantage le puzzle de la Bande? pour obtenir quoi? Ces bourgeoisies peuvent-elles résoudre une question sociale, une réalité qu'elles ont poussée jusqu'à la putréfaction? Au coeur d'un abatardissement collectif, non seulement elles sont impuissantes, mais elles n'ont aucun intérêt, tout comme la bourgeoisie mondiale, à résoudre un problème comme celui-ci, qui s'est de plus en plus aggravé.

Avec la poursuite du massacre et de l'immense dévastation, il ne manquera pas l'habituel rassemblement de pacifistes israéliens, de militants palestiniens et, surtout dans les riches métropoles, l'espèce la plus variée des "belles âmes" qui ont une mémoire si courte qu'elle est pratiquement inexistante. C'est ainsi qu'échappe la notion du fait que les mandants de ces massacres se trouvent justement dans ces mêmes métropoles impérialistes et qu'Israël est depuis toujours une de leurs créatures.

Malheureusement, on n'aperçoit aucun défaitisme révolutionnaire contre les interventions militaires et l'Etat policier de la part du prolétariat israélien, indifférent et silencieux depuis de très longues années, enfermé dans la défense de ses propres privilèges, encore incapable de sortir des mailles d'une implacable cage corporatiste au énième degré et de la puissante machine du consensus national-religieux.

Aucun acte de défaitisme non plus de la part du prolétariat arabo-israélien, encore incapable de se mettre debout, isolé et méprisé par les puissantes classes moyennes israéliennes, contrôlé lui aussi par l'opportunisme dans ses propres rangs, un opportunisme qui (sous des formes religieuses plutôt que travaillistes ou patriotiques) mendie une reconnaissance de légalité et de dignité dans un Parlement qui le fait participer aux massacres répétés.

Malheureusement, aucun défaitisme révolutionnaire contre le "comité d'affaires" palestinien dans la Bande et en Cisjordanie même de la part du prolétariat palestinien, qui ne parvient

pas encore à se concevoir comme tel: et ainsi le décor nationaliste continuera à être monté et renouvelé, mais sur une scène qui est toujours la même. Tout le monde est cloué à ce tragique présent; et celui-ci ne pourra être rompu que par le retour de la lutte de classe au niveau international et dans les métropoles impérialistes, dont Israël est un pilier décisif au Moyen Orient.

Et pourtant le programme communiste de lutte vit encore dans la mémoire du prolétariat. Le défaitisme pratiqué au cours de la Première guerre mondiale et agité par les avant-gardes révolutionnaires dans les champs de bataille et à l'arrière, dans les villes, dans les usines, dans les arsenaux, doit retourner au centre des revendications, des perspectives et des actions de fraternité prolétarienne internationale. Lui seul est capable de bouleverser les rangs bourgeois, nationalistes, mercenaires, démocratiques, stalinien: ce défaitisme qui incitait les prolétaires à former des groupes combattants sur le territoire, soutenus par une discipline de classe révolutionnaire unique se réclamant du programme communiste international; qui incitait les prolétaires à se livrer à une

propagande de classe pour désorganiser le front militaire et civil de la bourgeoisie, repoussait les sacrifices économiques et sociaux pour alimenter les dépenses militaires, en tentant de réaliser la grève générale sans limitation de durée, organisait la lutte en défense de ses propres conditions de vie et de travail en bloquant les activités industrielles, passage obligatoire pour frapper durement l'engagement guerrier de la bourgeoisie, et refusait toute action de partisans (nationaliste, patriotique, mercenaire, humanitaire, pacifiste) en faveur de tel ou tel "front".

Que le cri de lutte des prolétaires redevienne celui du passé: "l'ennemi est chez nous, dans le monde entier". Un cri qui impose au prolétariat palestinien comme israélien et arabo-israélien d'en finir avec son misérable esclavage vis-à-vis de ses propres Etats, des Etats assassins, des Etats canaille, en les abattant à partir de leurs fondations. Que ce cri recommence surtout à être agité dans les métropoles impérialistes, premières causes des massacres, pour qu'il se répercute, en tant que pratique de classe, dans la Bande de Gaza, en Syrie, en Irak, partout dans le monde.

## Guerres et trafiquants d'armes au Moyen Orient

(il programma comunista, n.5/2014)

Les seigneurs de la guerre et les marchands d'armes (autrement dit les grandes puissances impérialistes) se frottent les mains à mesure que s'étend le front de guerre moyen-oriental, de la Bande de Gaza à la Syrie, du Kurdistan septentrional à l'Irak central. Depuis soixante ans, les grands arsenaux d'armes et les grosses pointures de la finance qui ont engagé cette aire ont multiplié à l'infini les occasions de rentes et de profits. Les capitaux financiers internationaux dérivés des énormes rentes pétrolières ont ici leur source et leurs débouchés, et c'est ici qu'ils se déplacent d'un secteur à l'autre, du civil au militaire, à la vitesse de la lumière. Et, sous la poussée des intrigues commerciales, ils finissent par se fondre, en se mettant à la disposition d'un «secteur qui n'est jamais en crise»: celui de l'armement.

Les guerres qui ont embrasé le Moyen Orient ont eu initialement leur matrice pillarde et partageuse dans les protectorats français et anglais à la fin de la première guerre mondiale et plus tard, à la fin de la seconde, dans l'implantation «innaturelle» de l'Etat israélien, soutenu par les puissances victorieuses. Les bourgeoisies locales, structurées sous forme de clans territoriaux, appuyées par des élites religieuses et des bureaucraties, couvertes politiquement par les intérêts des grandes puissances, se sont peu à peu consolidées au pouvoir en enrôlant des masses de co-trafiquants, de prétoriens super-armés, de pétroliers. Les dizaines de guerres dont la région a été (et continue d'être) le théâtre ont provoqué des millions de morts et activé une gigantesque prolifération de capitaux et donc d'armes.

L'expansion déterministe du rapport circulaire *guerre-armement-affaires* ne pouvait et ne pourra que s'étendre. Au cours de la crise actuelle, la pression menant vers la prochaine guerre inter-impérialiste se renforcera toujours plus et finalement il n'y aura plus moyen de la contenir sans la révolution prolétarienne. L'accélération de cette dynamique est une expression déterminée de la loi de

l'accumulation capitaliste, qui provoque une surproduction croissante, laquelle est suivie périodiquement par des crises. Elle ne peut être dépassée que par la centralisation et la concentration toujours plus grandes du capital, d'où dérivent à leur tour la chute tendancielle du taux moyen de profit et le rétrécissement progressif des marchés. Alors, la guerre s'impose en tant qu'ultime et inévitable solution.

La liste des guerres montre quel piège infernal est devenu le Moyen Orient. En bref: la guerre arabo-israélienne (1948), la guerre des Six Jours (1967), la guerre du Kippour (1973), les guerres contre le Liban (1978-82), la guerre Irak-Iran (1980-88: un million de morts!), le conflit entre chiites et sunnites, qui se sont massacrés réciproquement pendant et après les deux guerres du Golfe (1990-91 et 2003), les bombardements périodiques sur la Bande de Gaza, les guerres en Afghanistan, la chasse à Osama Ben Laden, la guerre civile en Syrie commencée en 2011 entre les Syriens et les djihadistes anti-Assad (800 mille morts selon des estimations récentes), la guerre menée par les Français et les Anglais en Lybie (2011) et la guerre civile qui a suivi...

Toutes ces guerres ont été rendues possibles par (et ont à leur tour nécessité) un gigantesque arsenal, nécessaire à la survie du capital en temps de crise. Celui-ci a fourni des armes et a alimenté des espèces variées de mercenaires, guérilleros, terroristes de tous crédos et de toutes couleurs politiques, prêts à se vendre et à passer d'un camp à l'autre, à la solde des multinationales, des trafiquants nationaux, des banques d'affaires, des grands actionnaires, des rentiers du monde entier, des grandes corporations pétrolières. Dans le plus total désespoir, des masses énormes se sont transportées d'une région à l'autre, d'un camp de réfugiés à l'autre, en abandonnant leurs terres d'origine, violemment extirpées au nom de la sacrosainte rente immobilière et pétrolière. Au-dessus de toutes ces masses en fuite, ont voltigé et voltigent toujours des bombardiers, des drones, des missiles

d'origine et de fabrication américaine, anglaise, française, qui en se partageant des territoires, en détruisant des régions entières, sèment la mort, la destruction et le désespoir, en compactant dans la discorde et dans la haine les diverses co-ethnies territoriales affairistes, qu'elles s'appellent sunnites ou chiites, alaouites ou baathistes. Les prédateurs impérialistes continuent à répéter que leur objectif est de remettre en état le gouvernement irakien, de renforcer les *peshmergas* kurdes dans les régions de Mossoul, Kirkuk, Erbil contre les guérilléros de l'Isis, d'apporter des secours humanitaires aux populations chrétiennes, yazidies, turcomanes... Surtout ils jurent qu'ils exporteront la «sacrosainte démocratie». En réalité ils masquent le fait qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'alimenter le marché des armes, détruire le surplus actuel, élargir et moderniser leur production. Donc la suite des événements ajoutera une nouvelle masse de profits, aujourd'hui que d'autres seigneurs de la guerre, bien approvisionnés par les précédents, annoncent leur propre candidature. Il ne manquera pas, dans cette énième partie, de marines et de troupes terrestres à bord d'hélicoptères à décollage vertical Osprey ... puisque les incursions aériennes à elles seules «ne pourront pas faire plier l'Isis»,

Tous les médias continuent à répéter jusqu'à la nausée qu'il est en train de se former un califat, un Etat islamique, alors qu'il est clair qu'il s'agit d'une masse combattante en mouvement, fruit de la désagrégation des Etats irakien, syrien et libyen produite par les guerres impérialistes, par la militarisation du Moyen Orient, par les fractures sociales, politiques et économiques désormais irréversibles. Cet artefact médiatique qu'on appelle «Etat islamique» est formé d'une masse de misérables chacals, agressifs et surarmés, qui n'ont pas d'avions mais des blindés, des chars, des pick-up de défense anti-aérienne, des missiles et des arsenaux guerriers en mouvement. Alors qu'est-ce qui pousse cette grande compagnie «humanitaire» internationale (comprenant, en sus des grandes puissances impérialistes, USA en tête, la Syrie d'Assad, la République islamique d'Iran, l'Arabie saoudite et le Qatar) à intervenir dans un Moyen Orient dévasté, contre cet Etat fantomatique et inexistant, mélange de bandits (pas seulement arabes) et de trafiquants, brouillons des troupes mercenaires américaines, anglaises, françaises, italiennes ?

Les Kurdes irakiens, qui sont en première ligne contre l'Isis et qui n'ont pas l'intention de se laisser englober dans un Irak américanisé, ont demandé des missiles antichars Javelin, des viseurs nocturnes de dernière génération, des cuirassés modernes, des drones et des systèmes de défense anti-aérienne. Qu'est-ce qu'ils offrent, ou qu'est-ce qu'ils offriront, quand l'enclave indépendante appelée Kurdistan, une fois renforcée, se séparera de l'Etat central irakien, comme l'ont fait les sunnites passés du côté de l'Isis? Un Kurdistan surarmé n'est pas dans l'intérêt de l'Irak et de la Turquie, expliquent avec inquiétude les médias. Il n'y a pas de doute: la guerre s'étendra.

Les Kurdes recevront du matériel militaire de la France, de l'Italie (mines antichar, systèmes de déminage et armes fournis par le marché libre moyen-oriental (1), de l'Allemagne (casques, systèmes de déminage, appareil de communication, véhicules blindés, viseurs nocturnes). Aucun des Etats européens n'attend plus d'éventuelles décisions de l'Union européenne (quant aux Anglais, qui ne sont certainement pas passifs, ils participeront avec quelques C130, des avions de chasse Tornado et des hélicoptères de transport Chinook). Allez! On y va!

Dans ces circonstances, l'«Intelligence Service» américain coordonnera l'approvisionnement d'une masse variée de fournisseurs, en distribuant des armes à tel ou tel front, tandis que les Russes, qui possèdent une masse gigantesque de matériel militaire, ne dédaigneront pas de fournir aux divers belligérants des camions remplis d'armes, de blindés, de fusées et de fusils, dont, toujours, les fameuses kalachnikovs. La Bulgarie, qui est une des bases historiques pour la fourniture d'armes, a remporté en octobre un contrat pour expédier en Irak des armes à feu et d'autres moyens nécessaires pour renflouer l'armée de Bagdad attaquée par l'Isis. L'enrôlement de volontaires dans les milices chiites coordonnées par l'Iran, comme celui des milices sunnites fortement contrecarrées par Al Maliki et aujourd'hui en débandade, rendra nécessaires de nouvelles acquisitions. Rien ne semble avoir changé depuis l'époque de l'implosion de la Russie. Dans cette situation d'extension des scénarios de guerre, le marché se développe de plus en plus en réunissant aussi des intermédiaires biélorusses et ukrainiens. Tous infestent depuis longtemps le Moyen Orient et l'infestation continuera.

Le conflit syrien (stimulé par les armes cédées par les Américains et les Français aux mercenaires anti-Assad) a mis en mouvement le vaste cercle des ventes. Les unités spéciales américaines ont fait transiter en Syrie des mitrailleuses, des pièces antichars et des fusils, tandis que se déroulaient entre toutes les parties intéressées des contacts diplomatiques pour obtenir un état de trêve et que, avec l'embrasement des frontières russo-ucrainiennes, pleuvaient d'autres sortes d'armements. Le département d'Etat américain a approuvé en juillet deux contrats d'une valeur totale d'un milliard de dollars pour fournir à l'Irak des missiles pour hélicoptères Hellfire et des pièces de rechange. A la même époque, les Russes avaient déjà signé en 2012 un accord de 42 milliards de dollars pour la fourniture d'hélicoptères d'assaut M35 et M28, des chasse de support Sukhoï et des fusées thermobaristes. Mais il y a des gens qui se scandalisent quand on apprend qu'une partie du compte est payée par les Saoudites et par le Qatar, et qu'une grande partie des petits canons provient des arsenaux croates encore extra-pleins depuis le conflit des Balkans! D'importantes réserves de fusils kalachnikov, de lance-fusées (Rpg) et de mitrailleuses (Pkm) sont enlevées aux arsenaux, aux magasins et aux hangars pleins d'armes et employées pour des «opérations couvertes», gérées par des petites armées de mercenaires équipées en vue d'interventions envisagées. Les systèmes occidentaux (Tow – les systèmes d'armes antichars à longue portée) cédés par les armées arabes pro-occidentales et les nombreuses caisses d'armes parties de Libye complètent le tableau.

Dans le changement incessant de scénarios, dans ces guerres de factions bourgeoises opposées et prêtes à changer de chemise suivant le vent des affaires, le «méchant» Assad devient un allié de la «Sainte Alliance» et un héros qui défend son pays, et les guérilléros anti-Assad se fondent dans la même étreinte. Kaddafi, Saddam Hussein, Mubarak rencontrent de nostalgiques admirateurs dans tous les fronts. Le général Al Sissi devient le grand pacificateur et le défenseur de la cause palestinienne....

Amen: il n'y a rien d'autre à dire.

1. Typiquement italien: comme ils ne peuvent pas vendre officiellement d'armes, il s'agit de... «dons». Nous y reviendrons plus tard.

# L'alliance des bourgeoisies israélienne et palestinienne contre le prolétariat

(il programma comunista, n.6/2014)

Après plus de 50 jours de bombardements qui ont fait plus de 2000 morts, dont des femmes et des enfants, l'agression des bourgeoisies israélienne et palestinienne, qui s'est déchaînée dans ces derniers mois contre les prolétaires de Gaza, s'est arrêtée momentanément.

L'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) a repris son rôle de contrôle selon les accords de sécurité stipulés à Oslo en 1993 avec les assiégeants-occupants israéliens. Des villages, des enclaves, des refuges, des camps de réfugiés, des villes cisjordanienues de la zone A (18% du territoire, région administrative gouvernée par l'ANP), de la zone B (21%, région où la responsabilité civile revient aux Palestiniens et la sécurité aux Israéliens) et de la zone C (contrôlée exclusivement par les Israéliens) retournent donc à la «normale».

Dans ce territoire, qu'ils appellent par euphémisme «palestinien», où la pauvreté, la misère, le chômage se répandent dans des maisons misérables adossées les unes aux autres, avec des murs qui atteignent jusqu'à huit mètres de hauteur et qui entourent villages et villes, des petites tours qui surveillent le territoire, avec une densité urbaine à la limite de l'impossible, les deux Etats, avec leurs polices, contiennent le prolétariat, en reprenant le contrôle des rues et font la chasse aux jeunes manifestants (les arrestations sont à l'ordre du jour). «Assurer la sécurité» du territoire est une tâche commune à l'ANP et à l'armée israélienne.

Mais il y a encore quelques «belles âmes» qui, ne pouvant plus mentir sur la situation réelle du prolétariat palestinien, continuent à dissenter sur la prétendue «absence d'un Etat reconnu» et en même temps regrettent la «présence pressante de la police palestinienne».

De deux choses l'une: ou la police palestinienne est une cinquième colonne, une réserve de l'Etat israélien, ou bien elle est l'expression de la bourgeoisie palestinienne et de son Etat.

Les médias ont rapporté qu'à la fin de la énième boucherie perpétrée à Gaza, il s'est produit un «règlement de comptes» entre les différentes factions du Hamas, avec l'élimination de prétendus collaborateurs : celle-ci démontre que la fracture sociale entre les classes avance et pénètre de façon pressante les rangs des miliciens. Nous osons penser et espérer que des éléments prolétaires prennent eux aussi lentement «conscience» de leur propre situation sociale et se préparent à se battre – malheureusement sans aucune possibilité de victoire aujourd'hui, s'ils ne sont pas secourus par le prolétariat des métropoles occidentales. Sur la base des accords d'Oslo, l'Autorité nationale palestinienne n'a aucun droit de recourir à la force en cas d'attaques de la part des colons : elle doit s'en remettre aux autorités israéliennes en coopérant pour identifier et interroger les militants palestiniens qui constituent un danger «potentiel» pour Israël (voir *Le Monde Diplomatique*, octobre 2014).

La police palestinienne est reconnue par la population comme collaborationniste en raison des nombreuses arrestations effectuées ces dernières années, explique le

directeur du camp de réfugiés à Aida (Bethléem), «parfois sur ordre des Israéliens (...). Comment peut-on se fier à un organisme qui est soumis à la bonne volonté des occupants et qui pour nous est carrément une menace?» (idem). Au début de 2013, les réfugiés ont détruit le poste de police présent dans le camp, en chassant les policiers. «Finalement nous avons l'impression que la seule chose qui les distingue des soldats israéliens c'est le drapeau (palestinien) sous lequel ils travaillent». Cette réalité n'échappe ni à l'OLP ni au Fatah, parce que les affirmations prononcées en assemblée à Ramallah le 28 mai de cette année par Abu Mazen devant des journalistes et des militants ne suscitent pas de scandale: «La coordination (avec Israël, NdR) en matière de sécurité est sacrée, sacrée. Et elle continuera, que nous soyons en désaccord ou non avec les Israéliens».

L'accord signé au Caire en 1994 disait ceci: «agir systématiquement contre toute incitation au terrorisme et à la violence contre Israël», «empêcher tout acte d'hostilité» contre les colonies et «coordonner (leurs) activités» avec l'armée israélienne, surtout par l'échange d'informations et par des opérations conjointes.

Le 9 janvier 2005, après les élections d'Abu Mazen, cette politique a pris un nouvel élan après la réforme des services de sécurité.

D'après le Rapport de l'International Crisis Group (*Squaring the circle: Palestinian security reform under occupation*, 7 sept. 2010, [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)), nous citons quelques données: les forces de police et de gendarmerie palestiniennes s'élèvent à environ trente mille hommes (1 sur 80 habitants en Cisjordanie – un rapport parmi les plus élevés du monde: en France le rapport est de 1 sur 356).

Ces forces ont été organisées par les USA, qui ont formé des unités spéciales pourvues de véhicules modernes et d'armes sophistiquées.

Les services de sécurité, financés par Washington et par les Européens, absorbent plus de 30% du budget annuel de l'Autorité, égal à 3,2 milliards d'euros en 2014, un total supérieur à la somme des dépenses destinées à l'éducation, à la santé et à l'agriculture. Voici ce qu'explique l'ex-ministre de l'Intérieur palestinien, en charge de 2009 à 2014, Saïd Abu Ali: «La politique de coordination est un succès pour les deux parties... Les efforts que nous avons faits pour rétablir l'ordre ont réussi à garantir une certaine stabilité en Cisjordanie et à triompher du terrorisme et de l'extrémisme. Il y a des gens qui condamnent la coopération de nos services avec Israël et nous accusent de 'collaboration', mais cela n'a rien à voir. Notre but est de construire un Etat et la sécurité est un de ses piliers fondamentaux». Et voici ce à quoi amène cette politique de sécurité (cf. toujours *'Le Monde Diplomatique'* cit.): «En 2013 l'armée israélienne a arrêté en Cisjordanie plus de 4600 civils palestiniens au cours d'environ 4000 interventions, une trentaine ont été tués... Quant à la police de l'Autorité, elle est

accusée régulièrement d'accomplir des abus et de détenir arbitrairement différents opposants politiques (juste comme la police du Hamas à Gaza)». Ces données sont suivies de ces considérations du sociologue Abaher al Sakka, qui enseigne à l'université de Bir Zeit (Ramallah): «Cette politique de sécurité, que nos dirigeants justifient au nom du futur Etat, sert en réalité à offrir des garanties à la 'communauté internationale', dont l'Autorité dépend financièrement et à empêcher que ne s'allument des foyers de révolte dans les territoires».

La situation de crise générale, qui touche naturellement aussi cette région, a vu au cours des dernières années la population se mobiliser contre la politique du gouvernement. Comme partout, les politiques libérales auxquelles le gouvernement a fait appel pour tenter de juguler sa crise, «ont été soutenues depuis 2007 par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et les pays donateurs». Comme dans beaucoup de pays, une bonne partie de la dépense étatique et sociale a été diminuée et confiée aux entreprises privées: «élimination de 150 mille postes de fonctionnaires, diminution des salaires, réajustement des assurances sociales, augmentation des inégalités sociales, destruction de postes de travail et augmentation du coût de la vie, décroissance du PIB de 7% (2008) à 1,5% (2013).

Le «boom économique» du «tigre palestinien» dans les années qui ont précédé la crise, boom tellement exalté par les experts (et qui en vérité est le résultat des aides internationales – lesquelles couvrent la moitié du budget de l'Autorité) s'est inversé en une crise financière sans précédent dès que, en 2010, les aides des donateurs ont été épuisées».

Abaher al Sakka poursuit: «La plus grande partie de l'économie du pays est concentrée dans les mains de grandes familles et de nouveaux riches, souvent liés au pouvoir et qui profitent de ses réseaux. Ils sont à la tête d'entreprises qui contrôlent des secteurs de la téléphonie, du bâtiment, de l'énergie, de l'alimentation, etc. Certains d'entre eux investissent dans le marché israélien et dans les colonies industrielles. En échange ils jouissent de privilèges qui leur sont procurés par Israël, tels que la possibilité de passer les premiers au check point. A' Ramallah il est facile de voir filer au centre de la ville ces 'VIP' au volant de splendides automobiles ; ils vivent dans des quartiers chics complètement éloignés de l'univers des camps de réfugiés».

Toujours 'Le Monde Diplomatique' nous fournit aussi quelques données sur le commerce (les Palestiniens importent d'Israël 70 % des produits et y exportent 85%), et sur les taxes douanières (encaissées par Tel Aviv, alors qu'elles devraient revenir à l'Autorité palestinienne).

Donc que faire?

Plus intéressante: la colère exprimée par un jeune qui a vu

mourir un de ses amis tué par des soldats israéliens: «Les élites et les capitalistes de Ramallah, avec leurs grosses Mercedes et leurs tout-terrains, ne nous représentent pas. Ils nous traitent de terroristes et d'extrémistes, alors que nous cherchons seulement à résister à l'occupation ! Nous devons démanteler l'Autorité. Elle ne sert à rien, sauf à avancer de vagues négociations, qui finalement sont sa seule raison d'être, son business!».

Ces affirmations radicales d'ordre politique contiennent à la fois les besoins et les illusions des nouvelles générations de prolétaires. C'est à celles-ci que nous nous adressons, pour qu'elles comprennent qu'il y a deux bourgeoisies confédérées contre le prolétariat, et qu'il faut les combattre toutes les deux: il y a deux Etats, et tous deux doivent être attaqués. On ne peut arrêter l'avancée de la colonisation, le régime d'occupation militaire, la misère et l'exploitation croissantes, le lien étroit (entre les deux bourgeoisies) qui se cache derrière l'apparente opposition, si on n'organise pas le défaitisme révolutionnaire sur les différents plans (économique, social, politique et militaire) du front uni prolétarien.

Ceci ne peut être réalisé ni par une «troisième Intifada», ni par un soulèvement général sur tout le territoire israélo-palestinien, si on n'arrache pas la camisole de force nationale que les deux Etats ont cousue sur le dos du prolétariat et qui pèse avec le poids d'un rocher en écrasant les objectifs de classe.

L'horizon étroit de l'Intifada a été dépassé depuis un demi-siècle par les guerres déclenchées par l'armée israélienne dans les divers territoires de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza: un soulèvement général prolétarien qui resterait enfermé à l'intérieur de l'Etat palestinien est destiné à succomber. La dimension internationale qu'a prise l'aire du Moyen Orient ne permet plus de s'enfermer dans des refuges ou des alibis nationaux. Depuis longtemps, les grandes métropoles impérialistes, dont Israël est seulement un élève zélé, imposent, avec des ravages et des massacres, leurs terribles diktats aux populations civiles. A l'état actuel des choses, la bourgeoisie palestinienne doit être attaquée dans toutes ses variantes, laïques et religieuses; ses gouvernements d'unité nationale et les réconciliations alternées entre le Fatah, le Hamas et les différents fronts de libération annoncent seulement de lourdes défaites pour le prolétariat.

La colère et le mépris exprimés au nom de tous par le jeune Palestinien doivent viser toutes les sirènes nationales: le «droit au retour» des Palestiniens comme la fable de la «terre promise» des Juifs.

La perspective prolétarienne et classiste doit renaître dans toutes les fractures sociales, dans tous les conflits économiques, dans toutes les grèves: pour la reprise révolutionnaire, il y a toutes les conditions historico-sociales et économiques.

# L'islamisme, réponse réactionnaire et impérialiste après la clôture du misérable cycle bourgeois au Moyen Orient

(il programma comunista, n.3/2015)

Commençons tout de suite par rappeler que les positions du communisme n'ont rien à voir avec l'anticléricalisme bourgeois, quelle que soit la forme sous laquelle il se soit présenté ou se présente : libéral, anarchiste, franc-maçon, «socialiste». Le communisme relie la lutte contre la religion à la pratique concrète du mouvement de classe, qui tend à balayer pour toujours les racines sociales de la religion, quelle qu'elle soit. La bourgeoisie française révolutionnaire, en affrontant l'ancien régime féodal, dut combattre l'idéologie religieuse parce que, pour le progrès du mode de production capitaliste, elle avait besoin de faire avancer sa propre science et donc d'abattre les idéologies qui s'y opposaient. En remplaçant l'idéologie religieuse par la Déesse Raison, et en hissant les drapeaux (tout aussi métaphysiques, dans une société divisée en classes) de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, la Révolution française reste le modèle classique des révolutions bourgeoises, également dans ce domaine. L'Allemagne aussi a dû attaquer les privilèges du catholicisme, en confisquant beaucoup de biens de l'Eglise et en imposant une société laïque. Et, du Japon à la Turquie, de l'Iran à l'Egypte, de l'Espagne au Mexique, beaucoup d'autres révolutions bourgeoises ont visé la religion. Quant aux pays de l'aire moyen-orientale, l'attaque contre la religion islamique a été portée principalement contre les mosquées et contre les écoles coraniques. Autres temps...

D'autre part, les révolutions bourgeoises ne naissent et ne se développent pas toutes sur le même modèle. Il y a une grande différence, par exemple, entre les révolutions par en haut (Allemagne, Japon) et les révolutions par en bas (France), entre les révolutions de l'époque naissante de la bourgeoisie et les «révolutions» de l'époque où elle est devenue parasitaire et décadente (l'époque de l'impérialisme et des luttes anticoloniales). Les hymnes bourgeois à la Raison et à la Science (à l'époque des Lumières) se sont éteints, et dans n'importe quelle région du monde la bourgeoisie a embrassé les idéologies religieuses de façon toujours plus intime. Qu'à partir de l'époque de la naissance de la bourgeoisie à l'issue du Moyen Age, la lutte contre l'Ancien Régime se soit déroulée dans un domaine religieux (protestantisme contre catholicisme, christianisme du «retour à l'origine» contre catholicisme officiel, islamisme contre christianisme, réformistes contre sectaires, hérétiques contre fondamentalistes de toutes sortes, et vice versa) ne met pas le communisme en difficulté. Il sait bien que le déguisement religieux et idéaliste est une composante essentielle du développement complexe de la société humaine et il a eu, également sur ce terrain, d'extraordinaires confirmations de sa méthode de recherche. Au fond de la structure économique se déroulent non pas des disputes religieuses, mais des luttes de classe réelles et très concrètes. La constitution de l'Eglise calviniste était en tout et pour tout démocratique et républicaine, donc bourgeoise, écrit Engels dans l'Introduction de *Socialisme utopique, socialisme scientifique*. Le clergé lui-même reflétait et reflète encore la division en classes de la société bourgeoise naissante : par exemple, durant la Révolution française, sa partie la plus basse prit fait et cause contre la noblesse et la monarchie. Engels écrit encore, dans *Les origines*

*du Christianisme*: «aussi bien les communistes révolutionnaires français que, en particulier, Weitling et ses partisans se réclament du Christianisme primitif». Et il ne faut pas oublier que la révolution russe de 1905 (la «première révolution») commença avec la supplique de masse adressée au tsar, sous la direction du pape Gapone.

Marx et Engels comprennent que le facteur religieux (la superstructure religieuse) est, dans l'histoire de la société divisée en classes, extraordinairement complexe. De l'étude de cette complexité historique dérive un réalisme politique extraordinaire, parce que ce facteur est destiné à ne s'éteindre que lentement, en même temps que les classes et que l'Etat, une fois que le communisme aura éliminé les racines de l'oppression, dans tous les rapports sociaux entre les hommes. Ce n'est pas pour rien que dans le premier livre du Capital, lorsque Marx parle de la valeur de la marchandise, il dit que pour trouver une analogie qui lui corresponde il faut s'adresser à la superstructure religieuse !

Pour en revenir à aujourd'hui, nous voyons que, dans l'aire moyen-orientale, l'idée même de «nation» (bourgeoise par définition) est imprégnée de spiritualisme religieux, en restant encore accrochée à une vision prémoderne: le concept de «nation juive» est tout aussi mystique que celui de «nation islamique». Mais même la bourgeoisie à la mode occidentale montre cet attachement à la «religion des ancêtres» (bien que la forme de production capitaliste, son idéologie, la révolution contre l'*Ancien Régime*, les guerres napoléoniennes, aient marqué le caractère de la «forme nationale bourgeoise»), en échangeant contre de grandes faveurs la présence de forces conservatrices de nature religieuse parmi ses organisations sociales.

Les images de papes, de présidents laïcs et religieux, de monarques et de califes, trônent dans les villes, pas seulement moyen-orientales, et devant elles se prosternent les foules ovationnantes; et la richesse monétaire et financière, les propriétés des Eglises implantées dans les territoires, la gestion charitable de la misère, de la santé, de l'éducation des jeunes, les faveurs et l'argent accordés par les Etats, font des puissantes hiérarchies ecclésiastiques autant de véritables organisations monopolistes.

Les anciens rapports de production précapitalistes, refoulés vers le fond depuis longtemps, ont une extraordinaire capacité d'autoconservation, et seraient un obstacle au développement capitaliste s'ils agissaient sous leur forme la plus étendue et libre de liens: mais le capitalisme, qui n'est pas seulement un mode de production, mais aussi une formation économique-sociale, a réussi à absorber, intégrer et utiliser les héritages du passé. Les nouveaux rapports de production, avec leurs nouveaux protagonistes, ne pouvant pas dissiper totalement les restes des anciennes superstructures, peuvent cependant les amener à un accomplissement, en les adaptant à la dynamique du contrôle social auquel elles sont destinées. Le mysticisme, en donnant une nouvelle forme aux prémisses matérielles et sociales qui ont produit les nations capitalistes modernes, imprègne de soi la réalité sociale de l'exploitation de classe. Et dans les ovations à la sainte nation italienne (ou argentine) du Pape catho-

lique François, nous entendons le cri «Gott mit uns!» («Dieu avec nous!») de la prochaine guerre.

En incitant les bourgeoisies européennes à accomplir leurs révolutions, Marx et Engels ne se mirent certes pas à disserter sur la pureté rationaliste et athée de la révolution bourgeoise: il leur importait bien davantage de renverser les vieilles conditions féodales et de profiter de la dynamique historique pour pousser le prolétariat vers le pouvoir («révolution en permanence»), en l'arrachant aux mains de la bourgeoisie alors «révolutionnaire». Aujourd'hui, ils ne se mettraient certes pas à bénir de soi-disant révolutions bourgeoises européennes ou arabes, plus ou moins revêtues de déguisements laïques, du fait qu'il fut un temps où la bourgeoisie au berceau s'était revêtue de tels habits. Le socialisme, sorti de l'époque de l'utopie et devenu science de classe, ne laisse pas aux mains de la bourgeoisie, qu'elle soit jeune ou décrépète, le «drapeau rouge des opprimés», celui du prolétariat.

Israël, en tant qu'Etat, par exemple, est une formation politique européenne, de caractère et d'origine parfaitement bourgeois ; mais, en tant que superstructure, elle partage la même idéologie réactionnaire que l'islamisme et le catholicisme. Ceux qui découvrent des éléments progressistes et révolutionnaires présumés dans la religion islamique (que de nouveaux convertis!) oublient qu'au Moyen Orient il n'a jamais existé de véritable bourgeoisie révolutionnaire, que les bourgeoisies qui sont nées ou ont été importées au Moyen Orient ont fait leur temps et qu'aujourd'hui il n'est resté aucune trace de l'anticolonialisme et du panarabisme de la fin des années 1950, qui ont l'un et l'autre fait faillite. Même la revendication nationale palestinienne (autrefois considérée comme levier d'un possible processus «révolutionnaire») s'est réalisée au début des années 1970 dans ce misérable Bantoustan où toutes les forces politiques palestiniennes, laïques et religieuses, jouent à se massacrer réciproquement et surtout à massacrer le prolétariat, après l'avoir poussé dans cette impasse. Lire par conséquent dans le panarabisme dans toutes ses variantes actuelles un bélier qui tenterait d'attaquer la forteresse impérialiste (par exemple un Ben Laden, un Isis) et donc pousser encore une fois le prolétariat moyen-oriental à s'allier avec la misérable bourgeoisie arabe, fanatique ou laïque, violente ou pacifiste, est une pure folie.

La diffusion de l'idéologie religieuse s'explique par l'expropriation des anciennes activités agricoles et artisanales (économie agricole de village, gérée par de vieilles figures patriarcales et féodales) sans industrialisation concomitante. Ce sont la prolétarianisation des années du second après-guerre et l'échec des réformes agraires tentées par la suite dans les années '70 qui ont poussé à la roue les mouvements nationalistes (Egypte, Irak, Iran, Algérie, Tunisie). Et c'est aussi par la suite l'affirmation d'une agriculture plus moderne (libérée du fardeau de la petite agriculture de subsistance) et d'une industrialisation payée par le pétrole, ainsi que la relance d'une manufacture développée par une petite et moyenne bourgeoisie, avec l'inévitable corollaire de travailleurs au chômage ou sous-employés, de paysans sans terre, déracinés et urbanisés. Le gonflement des activités commerciales et bureaucratiques et d'un secteur tertiaire d'assistance a changé le visage de la réalité moyen-orientale, en inondant des villes comme Damas, Amman, Beirut, le Caire, Jérusalem de précarité et de misère, mais aussi de surpopulation relative, de réfugiés palestiniens dans les camps de réfugiés les plus divers, chaque fois que la marche triomphale d'Israël faisait entendre le pas de ses souliers à clous. Toutes les tentatives d'industrialisation du territoire, sur l'induit d'une technologie liée à l'extraction du brut, à son raffi-

nage et à son transport, ont été mises à la chaîne des grandes compagnies pétrolières (et pas seulement: autoroutes, oléoducs, camions-citernes). Les tentatives de massive importation de la technologie d'extraction, de transport, de raffinage, et la création d'une activité industrielle propre dans ce domaine ont échoué: la dépendance par rapport aux grandes multinationales n'a jamais cessé.

Tandis que les pays asiatiques sont entrés dans le cercle infernal d'une production capitaliste qui tourne autour des nouvelles technologies, la malédiction de la rente foncière a pesé comme un cauchemar sur tout le Moyen Orient.

A ce point les structures caritatives et religieuses (richesse, pouvoir, force d'organisation et de dissuasion, soutien, capacité d'orientation éducative), les liens avec la terre et avec les communautés de village ayant été totalement détruits, ont enveloppé les masses moyen-orientales et prolétariennes, plongées dans la plus féroce prolétarianisation et urbanisation, sans une urbanisation digne de ce nom, en les orientant vers une attitude tournée vers le passé plutôt que vers l'avenir. L'alliance entre les bourgeoisies naissantes et l'islamisme avec ses divisions intérieures a représenté un adhésif réactionnaire, utile contre le prolétariat, mais certainement pas contre l'impérialisme.

En même temps, le retard de la «nation» au sens moderne et la persistance de liens tribaux, familiaux et religieux ramenaient les masses prolétariennes vers le passé. La bourgeoisie «nationale» n'a pas entraîné avec elle le prolétariat sur la voie de l'organisation productive et de la syndicalisation, qui toutefois se répand par des voies spontanées seulement autour des grands centres de transport et dans les ports. Surtout, c'est l'absence du parti de classe, du programme communiste, qui empêche le prolétariat de se projeter vers l'avenir.

La bourgeoisie dominante est aujourd'hui surtout celle des appareils administratifs et militaires et de la techno-bureaucratie financière liée au pouvoir politique et religieux.

Elle est massivement composée de classes moyennes, qui ne se sont jamais élevées au niveau d'une véritable bourgeoisie nationale unitaire: des demi-classes qui tentent de cacher au nom d'une ancienne «culture unitaire» leur dépendance politico-économique par rapport à l'Occident – des demi-classes qui pourraient, selon elles, se vanter, grâce à la présence de l'idéologie religieuse, d'avoir une «complétude humaine» face à la marche inexorable du capital.

La scission actuelle entre pays plus modérés, plus proches de l'Occident en tant que grands producteurs de pétrole, et pays hostiles, car exclus du plan de la production et de la consommation, ne correspond plus à la dynamique de la bourgeoisie naissante, qui voyait les grands Etats essayer de prendre la voie de l'indépendance «nationale» ou de la revendication d'un destin commun (le panarabisme). On voit toujours plus émerger des crises économiques récurrentes la concurrence mondiale entre ces mêmes Etats, qui pousse à conserver, par peur d'être dépassée par les masses prolétariennes, le statu quo de la bourgeoisie au pouvoir, qu'elle soit laïque ou religieuse. Pendant un certain laps de temps, les coups d'Etat, les révoltes de palais de la première moitié du siècle dernier sous la poussée et la direction coloniales et impérialistes de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis, semblaient avoir disparu, alors que les années '70 ont découvert les nerfs de tout le système, et que la «lutte nationale» s'obscurcissait. La «révolution islamique» khomeiniste de 1979, précédée par les luttes ouvrières, a commencé à marquer en profondeur le territoire moyen-oriental dans les villes, les usines, les puits et les raffineries. Mêlant la moderne «religion productiviste» de l'Occident capitaliste au parasitisme financier, le fondamentalisme religieux a été ra-

mené à l'ordre du jour. Il fut un temps où il était caractérisé par ce paradoxe: plus la crise économique induite par les guerres et par le conflit interminable en Palestine avançait, et plus le repli vers le passé s'accélérait. On cherchait en celui-ci la possibilité de se racheter des déceptions, de la misère du présent; on cherchait les causes du désordre dans la «modernisation», et non dans le mode de production capitaliste et dans ses contradictions. Le «refus de la modernisation» devenait un facteur politique pour rassembler les masses les plus misérables; mais ces masses étaient le résultat ultime de la prolétarianisation et de la modernisation capitaliste, non de son absence, et c'était pour cela que la petite-bourgeoisie devenait réactionnaire: parce que d'une part elle craignait de tomber dans le prolétariat, et d'autre part elle craignait l'éclatement de la lutte de classe, qui apparaissait sur la scène en puissants faisceaux de lumière. Au contraire, la bourgeoisie nationale d'Iran (comme celle d'Israël) parvenait à gérer un développement industriel moderne, une technologie d'avant-garde, en présentant ses respects à la religion islamique (et juive) comme moyen de contrôler le prolétariat et de défier la concurrence capitaliste en lui donnant un habit institutionnel.

Le repli petit-bourgeois dans le fondamentalisme conduisait naturellement à reprendre les positions religieuses originelles de l'Islam. Il conduisait par exemple à condamner l'usure moderne (le taux d'intérêt), dont on était affligés du fait des appareils parasitaires gigantesques conquis à la «religion productiviste» de l'Occident; et elle conduisait à une nouvelle réflexion sur l'aumône coranique en tant que forme de distribution de la richesse, pour réaliser plus d'égalité et d'équité. Ce qui apparaissait donc était la revendication de formes modernes de distribution du revenu, une sorte de nouveau welfare moyen-oriental (une véritable socialdémocratie à caractère religieux). L'Islam «de combat» répondait au besoin social des «croyants», qui dans les mosquées se retrouvaient dans la déclaration symbolique de la «guerre sainte» contre les «incroyants» (qui d'ailleurs n'étaient, très prosaïquement, que les concurrents occidentaux !).

De ces mécanismes sociaux, les classes moyennes tiraient une raison politique de faire leur propagande pour le fondamentalisme et pour s'enrôler dans les rangs des défenseurs du logement, du territoire local, des formes tribales, des particularités religieuses, des anciens usages. Les déshérités devenaient donc une matière première, tant de la politique bourgeoise impérialiste que de la politique autochtone. Les «secours humanitaires» occidentaux permettaient de noyer les besoins réels dans le marais de l'assistance aux camps de réfugiés, aux masses campant dans les banlieues des villes arabes sous le contrôle des franges d'extrême-gauche et des troupes de l'ONU. La modernisation initiale avait marginalisé les vieilles classes moyennes monarchistes-féodales et religieuses, en les remplaçant par de nouvelles classes moyennes éduquées selon des modèles occidentaux et aujourd'hui largement présentes dans toutes les organisations bureaucratiques et judiciaires arabes. L'«ennemi» était donc l'Occident: sa culture, sa modernité, et donc son immoralité. Et l'Occident, à son tour, accusait les pays musulmans de barbarie, de manque de démocratie, de mysticisme religieux. Si par conséquent la démocratie représentative occidentale était désormais dans un état comateux, et si d'autre part au Moyen Orient les «chambres consultatives» constituées de juristes et de représentants de tribus, de familles etc., héritage d'autres époques, ne réussissaient pas à tenir tête au chaos social intérieur, dans l'incertitude il ne restait plus à tous les «concurrents» qu'à se mettre entre les mains du Bon Dieu.

La crise économique du début des années '90 et la guerre contre l'Irak ont fait redécouvrir aussi bien en Occident qu'au Moyen Orient toutes les vieilles idéologies, dont le but est le contrôle social des masses prolétariennes. Si en Occident sont apparus des racismes et des nationalismes, si on parle de plus en plus de pensions misérables, de salaires et d'amortisseurs sociaux insuffisants, d'assistance sociale étique, et si on cherche dans l'immigration les causes du malaise – bref si tout l'échafaudage démocratique ne résiste pas face au choc des urgences sociales, politiques et économiques et si les sociologues bourgeois se demandent ce que deviendra demain la démocratie, alors il apparaît qu'est de plus en plus évident le besoin d'un contrôle social plus capillaire, avec des technologies d'espionnage nouvelles. La nature des Etats bourgeois moyen-orientaux et des bourgeoisies impérialistes s'accompagne donc désormais d'idéologies toujours plus réactionnaires. Des démocraties parlementaires à la dérive (démocratiques, social-démocratiques, lobbyistes) et des représentants plus ou moins tribaux réclament encore qu'intervienne d'urgence un nouveau «printemps moyen-oriental» qui aille jusqu'au bout, qui balaye l'énorme tas de saleté ancienne et nouvelle, laïque ou religieuse. Bref qui puisse ménager la chèvre (ancienne) et le chou (tout nouveau).

Si, à la fin de ce scénario infernal, les bourgeoisies arabes et non arabes se revêtent démesurément de costumes religieux (sunnites, chiites, wahabites, salafistes...) qui luttent les uns contre les autres en se présentant aux yeux des masses avec un uniforme militant nouveau; si, à la fin d'un long processus les organisations islamiques du Hamas en Palestine et des Hezbollahs au Liban, ou des baathistes en Syrie, des wahabites en Arabie Saoudite, des djihadistes de al Qaïda et maintenant de l'Isis dans de vastes aires du Moyen Orient, ont pris pied et retrouvé une nouvelle vigueur, tout ceci montre que les faillites moyen-orientales sont en train de s'élargir à vue d'œil. On peut facilement constater que les massacres survenant entre ces mêmes factions religieuses contre les factions religieuses concurrentes, que les guerres interarabes n'ont pas été et ne sont pas moins meurtrières que les guerres entre les arabes et l'Occident. Il ne s'agit donc pas de guerres de religion ou de civilisation, mais de luttes entre les grands intérêts économiques qui concernent cette aire immense. Et d'ailleurs l'histoire confirme que les hommes de Dieu ne plaisaient pas pour ce qui est de l'effusion de sang, surtout quand les arsenaux sont pleins d'armes !

En avançant dans le sillage de ce qu'on a appelé la «révolution iranienne», laquelle s'est greffée sur les luttes ouvrières de Téhéran et Ispahan à la fin des années '70, suivies au début des années '80 par celles des chantiers navals en Pologne, des métallurgistes en Italie et des mineurs en Angleterre, le scénario change. Si en 1981 le meurtre d'un Sadate, héritier de la lutte nationale nassérienne, par les Frères Musulmans, devient le paradigme d'une lutte fanatique contre les accords de paix de l'Egypte contre Israël, si en Algérie le FLNA (Front de libération nationale algérien), qui avait chassé les Français, devient désormais une misérable structure militaire bureaucratique, et se trouve attaqué par des mouvements fondamentalistes armés comme le GIA (Groupe islamique armé), qui revendiquent de 1991 à 1995 une république comme en Iran, tout cela démontre seulement que se conclut un long cycle bourgeois s'acheminant vers le gouffre. C'est le début d'un nouveau cycle qui se croise avec la longue crise de surproduction mondiale ouverte après la longue période de suraccumulation «américaine» de la fin du XXème siècle et la deuxième guerre d'Irak de 2003. Et ce sont encore les luttes de défense économiques qui don-

nent le signal: les luttes des ouvriers du textile en Egypte et les manifestations pour le pain (Mahalla, Suez, le Caire) et des travailleurs tunisiens qui réveillent les masses, en les poussant contre les dictatures existantes (Moubarak en Egypte, Ben Ali en Tunisie) – luttes qui seront écrasées par une nouvelle dictature en Egypte et par un contrôle capillaire en Tunisie, accompagnés par l'accord de la petite-bourgeoisie accourue en masse. Les «printemps arabes», les « belles révolutions » tellement aimées des classes moyennes, marquent, avec la défaite immédiate du mouvement prolétarien, la conclusion de mouvements de lutte qui avaient mis en marche des masses énormes, dispersées par l'armée égyptienne dans les champs et dans les usines. Et ainsi, entre 2009 à 2011, les luttes, qui n'ont plus de racine ouvrière, s'étendent en Lybie (contre Kadhafi) et en Syrie (contre Bachar al-Assad). Le besoin des prolétaires, en se fondant avec les intérêts des classes moyennes qui s'agitent contre la corruption, la misère généralisée, la «scandaleuse» richesse des régimes, perd sa force et se perd.

Dans leur ensemble, ces événements montrent en tout cas que les processus de la lutte de classe, encore étroitement contrôlés, continuent à couvrir dans les entrailles de la réalité sociale moyen-orientale.

La véritable tragédie c'est qu'ils ne rencontrent pas sur leur chemin le parti de classe, le seul qui puisse répondre aux nombreuses questions qui proviennent tant des conditions de vie et de travail du prolétariat que du désespoir de ces mêmes classes moyennes qui, en plongeant dans le gouffre social, cherchent des réponses dans les positions fondamentalistes. Ainsi comme elles ne trouvent pas de solution, le cours historique d'une part déborde dans un marais social, et d'autre part s'engage dans l'impasse d'une guerre qui embrasse tout le Moyen-Orient et implique aussi l'Afrique du Nord. Seuls de nouveaux séismes, de nouvelles et profondes crises économiques, peuvent créer des occasions révolutionnaires – dont l'épicentre cependant ne se trouverait plus au Moyen Orient, mais au cœur des métropoles impérialistes.

## Guerre totale au Moyen Orient

(il programma comunista, n.4/2015)

A la fin de 2014, nous avons quitté le Moyen Orient entièrement pris dans des convulsions politico-militaires, avec des prix du pétrole qui frôlaient les cinq dollars le baril. En juin nous nous trouvons en pleine guerre civile, non seulement en Syrie, où l'affrontement continue entre l'armée d'Assad, l'Isis, et les groupes anti-Assad soutenus par la coalition américaine, mais aussi au Yémen, sous les bombardements conduits par une coalition d'Etats dirigés par l'Arabie Saoudite contre les rebelles (chiites) houthis. En même temps, nous avons retrouvé la zone syro-irakienne parcourue de détachements irakiens incapables de combattre, mis en déroute par l'Isis, qui a occupé Kobané, Rakka et Ramadi sur l'Euphrate et, le long du Tigre, d'abord Mossoul, puis Tigrit derrière Bagdad et enfin Palmyre, le long du couloir menant à Damas.

Après la hausse momentanée des prix du pétrole, le quotidien économique et financier italien *Il Sole -24 Ore* du 23 mai écrit le titre suivant: «Pétrole. La guerre au Moyen Orient ne freine pas les extractions. L'exportation de l'Arabie Saoudite et de l'Irak atteint des niveaux record». Donc tout va bien, la guerre est utile; en peu de mois le prix a grimpé au-dessus de 60 dollars le baril. Est-ce seulement de la spéculation ? Ou sommes-nous encore dans la dynamique de la crise de surproduction, avec ses hauts et ses bas ?

Toujours à la fin de 2014, nous avons quitté le chaos en Lybie et le partage de son territoire entre Tobrouk et Tripoli, «gouvernés» politiquement par des entités politiques totalement incapables de l'emporter l'une sur l'autre et de représenter, l'une ou l'autre, l'Etat libyen, auquel se sont ajoutés entre temps, dans la région de Bengasi, de Derna, de la Syrte centrale, des groupes mercenaires tout à fait semblables aux forces djihadistes de l'Isis, des milices islamistes provenant du Maghreb et de la Péninsule arabique. L'appui de l'Egypte permet d'aider le gouvernement de Tobrouk, qui combat contre les islamistes et les Frères Musulmans. L'appui de la Turquie et du Qatar permet à son tour de soutenir Tripoli, qui, pour démontrer sa propre légitimité politique, en reconnaissant encore l'ancien Parlement et le Congrès national libyen,

reçoit des aides des Frères Musulmans. Dans la bande montagneuse qui sépare de la Tunisie, soutenus par l'Algérie, se trouvent les Berbères des brigades de Zintan, et enfin au Sud entre le Niger et l'Algérie, il y a aussi les tribus des Taoubas et des Touaregs, qui se battent contre les djihadistes.

La gestion, le contrôle, la propriété des régions pétrolières protégées et ouvertes au trafic, continuent cependant à alimenter les conflits: la vente légale et la contrebande du pétrole ne s'arrêtent pas, et procurent d'énormes profits. Naturellement les canaux de financement des différentes bandes en guerre ne s'arrêtent pas non plus, de même que le trafic d'armements (pick-up, mitrailleuses, vieux tanks, artillerie, lance-fusées, blindés) pas plus que l'immense flot de prolétaires produit par ce chaos général et qui s'accumule sur les rives africaines pour être vendu sur le marché européen de la force de travail. Les barques infernales de Charon coulent avec leur marchandise humaine au milieu de la Méditerranée avec l'aide de la «méritante» marine européenne, qui, n'ayant pas pour tâche de recueillir les désespérés, en a laissé se noyer plus d'un millier. La liberté du Capital, sur laquelle est fondée la démocratie bourgeoise, mobilise marchandises, argent et force de travail et est sacrée et inviolable. On discute dans la démocratique Europe pour savoir s'il vaut mieux attaquer les barques des passeurs au départ ou envoyer des troupes terrestres pour arrêter les islamistes; mais on discute aussi sur les quotas à remettre à chaque Etat, et à la proposition on a répondu que chacun pouvait s'octroyer les misérables que le marché, grand niveleur comme la mort, lui destine.

Tout le Moyen Orient et la Libye sont donc en flammes. Que reste-t-il de cette dernière, en tant qu'entité étatique, et que reste-il de l'Irak ? En se décomposant, leurs plans géopolitiques se racornissent sous les coups infligés par les nouveaux barbares. Des parties du territoire, dans la région des affrontements, sont «conquises», d'autres sont abandonnées, de même que les très longues et arides voies de communication qui, en coupant le territoire irakien, conduisent en Syrie. Le long de ce vaste trajet, les frontières n'existent plus. Les trois passages qui

mènent en Syrie auraient été occupés: deux par l'Isis (Tanaf et Boukamal) et le plus au nord par les forces kurdes (Jarroubia). Le «Califat» pénètre habilement dans les contradictions créées par les deux meurtrières guerres du Golfe, l'américaine et celle de l'OTAN, dresse les uns contre les autres sunnites et chiites, en attaquant les uns ou les autres là où le niveau du conflit apparaît le plus sensible. Il contrôle, dit-on, une région grande comme la Grande-Bretagne, où ont été distribuées huit millions de personnes. Il aurait déjà occupé à peu près la moitié de la Syrie et un tiers de l'Irak. D'abord étendu en peau de léopard, il serait en train de s'unifier territorialement – comme le crient terrorisés les médias. Plusieurs dizaines de milliers de miliciens, mercenaires, militaires, volontaires laïques et religieux passeraient d'un front à l'autre, tandis que les gens abandonnent maisons et meubles et tentent de survivre comme ils l'ont toujours fait, là où ils ont toujours vécu, dans le plus total désespoir et en faisant place aux nouveaux arrivés.

Un Etat islamique: mais sur quelles bases? Etant donné qu'il y a une armée, des forces de répression, une administration avec des écoles, des bureaux gouvernementaux, des services publics et des hôpitaux, des impôts à lever, de grandes ressources économiques (une terre à cultiver, des gisements à exploiter, des raffineries) et une loi islamique, que manquerait-il? Rien. Quand on retourne les trois fameuses cartes, au Moyen Orient on trouve bien un Etat supposé. Le front anti-Isis, constitué de militaires sunnites, de milices chiites, iraniennes, de peshmergas kurdes, plus d'autres groupes rassemblés par qui sait quels intérêts en lutte, ressemble d'ailleurs toujours plus à l'Etat islamiste. Ainsi se confirme le fait que sur les fronts de guerre, la méthode, les moyens, les organisations, les actions du combat tendent à se ressembler.

En Irak, les affrontements entre majorité chiite et minorité sunnite continuent à s'aiguïser. A l'époque de Saddam Hussein, la société irakienne était composée de groupes qui différaient non seulement par ethnie, mais aussi par religion, et même par appartenance tribale. Le régime, en favorisant surtout la minorité *sunnite* (environ 25 % de la population irakienne), en exploitant les discriminations entre les différents groupes et en contenant en même temps les divisions (y compris celles du Kurdistan irakien), réussissait à garder unies les structures sociales et politiques du pays. Une grande partie des postes d'une certaine importance (dirigeants du parti, fonctionnaires gouvernementaux, officiers de l'armée, etc.) étaient confiés aux sunnites, si possible de tendance laïque, mais une certaine autonomie et responsabilité étaient garanties également aux Kurdes. En théorie le régime de Saddam Hussein, en imposant à l'Irak une idéologie laïque et nationaliste sous la direction du parti Baath, assurait un degré assez élevé d'unité au pays, capable de résister aux divisions internes. L'opposition à Saddam était forte surtout parmi ceux qui subissaient des discriminations, c'est-à-dire les chiites (plus de 50% de la population) et les Kurdes (environ 20%). Aujourd'hui une seule chose est sûre: les forages du pétrole, dont la quantité s'est peu à peu normalisée et tend à croître; mais le pays de Saddam n'existe plus, la dérive des diverses ethnies s'est approfondie. Pour conserver un minimum d'unité du front anti-Isis (faiblesse et incapacité au combat dénoncées par les USA), il tourne une gigantesque quantité de dollars. Mais, comme le soulignent les généraux, avoir dissous l'armée irakienne, unique symbole de l'unité du pays, et avoir dispersé une bonne partie des cadres sunnites après la deuxième guerre américaine, a été une grave erreur: sans eux, l'Isis ne peut être vaincu. Du fait des discriminations et des rétorsions des forces chiites contre les civils, la partie sunnite tend à choisir plutôt le fondementali-

sme islamique (notamment après les récentes et féroces représailles chiites à Tigris), face à cette condition qui n'a pas d'avenir. Ce n'est pas pour rien que l'énorme masse de dollars est dépensée pour convaincre, armer et entraîner les troupes sunnites à se battre contre l'Isis, en échange d'un retour aux anciens privilèges. La situation ne peut pas se maintenir encore longtemps.

Le saccage récent de la mosquée d'Al-Qadeh, en Arabie saoudite, dans la zone territoriale du Golfe, où 15% de la population est de tendance chiite, a été attribué à l'Isis. Inévitablement, ces faits concomitants, en élevant le niveau d'opposition entre les communautés, élèvent également celui du conflit avec l'Iran et étendront la guerre dans la région du Golfe. Une fois incendiée l'aire de Bassorah autour du Shatt al-Arab au confluent du Tigre et de l'Euphrate, l'incendie se propagera à la zone de navigation et de trafic du brut: un point de non-retour.

L'Iran, reconnu comme puissance régionale, également du fait de ses laboratoires de recherche nucléaire, en passant des accords avec les USA et la Russie (missiles et matériel fissile) au nom d'une diminution des sanctions et de la normalisation des rapports dans la région, est déjà présent, non officiellement, en Irak, prêt à élargir et renforcer sa propre participation aux affrontements militaires en soutien aux forces militaires chiites d'Assad et probablement aux forces libanaises du Hezbollah et palestiniennes du Hamas, qui promettent à leur tour de vouloir défendre la Syrie et le Liban contre la menace de l'Isis. Cependant, dans une grande confusion des rôles, les USA et l'Iran négocient à Vienne sur le nucléaire, se combattent en Syrie et sont alliés en Irak. Si les USA intervenaient avec des troupes terrestres, le chaos règnerait sans partage, parce que pour attaquer l'Isis en Syrie il faudrait avoir pour alliés Assad et l'Iran: mais en Irak soutenir l'orientation stratégique de l'Iran signifie avoir contre soi-même l'Arabie Saoudite, la Turquie et les sunnites irakiens. Ce n'est pas pour rien que les troupes de tendance sunnite, qui ne combattent pas, réalisent une sorte de défaitisme politique.

Pour l'instant la menace d'intervention directe de la Turquie, qui soutient les djihadistes contre le régime d'Assad, se tait: avec l'avancée de l'Isis, 400 km de son territoire touchent aujourd'hui le Califat. Plus: avec le siège de Kobané par l'Isis, la Turquie s'est trouvée opposée aux forces kurdes, auxquelles différents Etats européens avaient promis une aide militaire. Entre temps, en perdant le contact avec les Frères Musulmans, détrônés en Egypte, et avec les salafistes libyens de Tripoli, Ankara n'a plus, contrairement au passé, de forces de soutien territoriales en Afrique du Nord. Les difficultés s'approfondissent toujours plus, comme conséquences de la guerre: dans le territoire turc, depuis le début du conflit, s'accumulent deux millions de réfugiés syriens, qui de là avanceront vers la Grèce. A diminué aussi l'intervention kurde dans la région de l'Irak, qui pour l'instant se limite au contrôle de ses propres régions d'intérêt immédiates et futures à la frontière turco-syrienne et entre les villes de Mossoul et Kirkuk (le Kurdistan irakien).

La force kurde du PKK, à son tour, est strictement tenue sous étroite surveillance par la Turquie afin que son arsenal d'armes ne passe pas aussi en territoire turc. L'aire où confluent l'Iran, l'Irak et le Kurdistan est celle qui alimente l'offre et la demande dans les secteurs militaire et pétrolier; telles sont les voies le long desquelles se poursuit le conflit. En Turquie, la récente victoire aux élections du parti pro-kurde a accentué les contradictions internes (il y a 20% de Kurdes sur un total de 77 millions d'habitants), contradictions qui en trente ans ont produit au moins 40 mille morts. La Turquie

est une autre puissance régionale, front sud de l'OTAN, passage stratégique des pipelines en provenance de la Russie, du Caucase, de l'Iran et de l'Irak, dont aucune puissance ne peut se détacher. Pendant ce temps, la dictature égyptienne se renforce avec une dure répression contre les Frères Musulmans. Depuis la démission du président Mubarak en février 2011 jusqu'à l'élection d'Al-Sissi le 28 mai 2014 (avec 96, % des voix) à peine trois ans sont passés. Tout le territoire allant du Yémen au Golfe a été traversé par des luttes, des guerres civiles et des interventions militaires. D'abord des affrontements et des protestations populaires dans le sillage des manifestations sociales des «printemps arabes», en particulier en Arabie Saoudite, au Koweït et dans le sultanat d'Oman; puis l'intervention des forces armées saoudites et des Emirats Arabes au Bahrein; enfin, la pression des monarchies du Golfe sur le Yémen pour que le président yéménite quitte le pouvoir et qu'on mette à sa place le président Hadi. Le 3 juillet 2013 en Egypte est destitué le président Morsi, élu en 2012, puis condamné à mort. Dans l'été 2014 commencent les bombardements avec des drones et des avions sous la direction des USA contre la Syrie d'Assad, en soutien aux islamistes anti-Assad et en même temps contre l'ISIS. La coalition (avec Egypte, Jordanie, Koweït, Bahrein, Qatar, Emirats Arabes, Maroc, Soudan) dirigée par l'Arabie Saoudite déclenche (en mars 2015) une offensive aérienne contre les rebelles Houthi dans la région de Sanaa, dont le coût en vies humaines s'est élevé à 1849 personnes.

Avec ces affrontements le front militaire qui, depuis le Kurdistan irakien, à travers le territoire irakien, parvient à la région du golfe Persique.

De Mossoul à Bagdad jusqu'à Bassorah et au Koweït, toute la route du pétrole est entrée dans l'œil du cyclone.

Le conflit entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, qui ne s'est pas encore manifesté sur le plan militaire, est une conséquence du conflit économique et géostratégique (production pétrolière et commerce), déguisé en conflits religieux (sunnites contre chiites) et ethniques (persans contre arabes). La voie pour en sortir impliquerait la création d'une alliance entre USA, Arabie Saoudite et Iran contre l'Isis, à laquelle rattacher la Russie, la Chine et l'Europe. Cela donnerait, à ce qu'on dit, un système de sécurité collective moyen-orientale, constituée pour la première fois, non par des exclusions mais par des accords. Bonne idée ! Dommage que les exclusions soient dues justement à des faits matériels et non à des élucubrations mentales, des obsessions religieuses, des idées fixes guerrières ! Dans cette triangulation, où se placeraient Israël, l'Egypte et la Turquie ? Aux pions, blancs ou noirs, le premier coup est indifférent : que la boucherie commence ! Cependant, tandis que les armées arabes (en attendant qu'entre en scène aussi l'armée iranienne) se combattent, l'armée israélienne, éternellement mobilisée, menace et prépare ses forces d'intervention rapide, tant en repoussant les politiques défaitistes américaines qu'en freinant la reconnaissance légale de l'Etat palestinien. La condition pour que se greffe la confrontation militaire entre les grandes puissances de la région – Arabie Saoudite, Iran, Israël, Egypte, Turquie – se rapproche toujours plus. Dans ce charnier, il ne restera plus trace des petites et moyennes entités politiques étatiques éparpillées dans le Moyen Orient. Et la seule victime sera, encore et toujours, le prolétariat moyen-oriental.

*Le Moyen-Orient, encore et encore*

## Quelques considérations sur les Etats impérialistes, les Califats, les nations sans histoire, le pétrole et les Lager prolétariens

*(il programma comunista, n.5/2015)*

Nous parlons à nouveau de l'aire moyen-orientale, car sur elle se concentre une violence bourgeoise sans limites, une violence générale qui tôt ou tard aboutira à un conflit mondial entre les grandes puissances impérialistes. L'aire turco-kurdo-syrienne est soumise depuis des mois à d'obsédantes incursions aériennes, avec des ravages de villes et de villages, des meurtres, des décimations, des massacres de populations sans défense et prisonnières de puissances criminelles; une guerre civile qui, selon les informations, a déjà causé 200.000 morts. C'est une guerre causée, alimentée et armée par les grandes puissances, «contenue politiquement et militairement» (c'est ce qu'on dit!), contrôlée par un accord sur l'usage des armes chimiques et entrecoupée de trêves périodiques. C'est une guerre civile où s'affrontent les forces loyalistes d'Assad, soutenues par les chiites irakiens, iraniens et libanais, avec les diverses bandes «djihadistes» soutenues à leur tour par les milices occidentales d'intervention qui ont intérêt à abattre le régime et à imposer leur contrôle sur le territoire syrien – tous s'acheminant déjà vers une confrontation avec les bandes armées de l'Isis, qui ont occupé la moitié de la

Syrie et un tiers de l'Irak et qui menacent de bouleverser toute la région. Une guerre de tous contre tous. Devant ce désastre, les médias bourgeois parlent, avec leur ton pleurnichard et hypocrite de toujours, d'un long exode biblique d'exilés vers l'extérieur et de réfugiés à l'intérieur: une foule de gens dispersés, qui oscillent, sur les différents fronts, entre huit et dix millions de personnes (sur une population syrienne totale de 23 millions) et qui continuent à augmenter en s'y dispersant. De véritables camps de concentration sédentaires (baraquements, villages de toile, campements) s'implantent au fur et à mesure sur un vaste territoire; tour à tour, ces camps sédentaires se transforment en véritables foules de désespérés en mouvement, qui traversent des aires désertiques, des frontières, sous la pression des intérêts locaux, ou sont bloquées, canalisées et déviées par des murailles et des barbelés.

Ici la bourgeoisie impérialiste a laissé son empreinte de violence, accompagnée comme toujours d'une bénédiction charitable: en alimentant les divisions ethniques, religieuses et «nationales», et en exportant,

durant les nombreux cycles de crises économiques, ses propres guerres «humanitaires» et «démocratiques», ses propres conflits pour le pétrole.

Puis, après avoir instauré une base d'appui financier, de soutien (entraînement militaire) et de transit aux djihadistes anti-Assad et aux combattants de l'Isis, pour empêcher l'activité des *peshmergas* kurdes sur le front syrien et irakien contre le «Califat», la Turquie est entrée dans le jeu: son intervention ne s'est pas faite attendre.

L'ennemi public numéro un était, et est toujours, le mouvement kurde, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) contre lequel l'affrontement est mortel, comme l'attestent depuis des décennies les milliers de morts dans la population kurde: au moins 40 mille en trente ans. En empêchant Erdogan d'obtenir la majorité absolue au Parlement, la récente affirmation aux élections turques de la formation kurde de l'HDP (Parti démocratique du peuple), laquelle a atteint 13%, a aiguisé les contradictions internes: pendant les manifestations qui ont célébré la victoire, le terrorisme islamiste (ou turc?) a causé des dizaines de morts. La chasse à l'homme dans les montagnes, les interventions massives des chars, les bombardements, les arrestations ont signifié au cours du temps un considérable tribut de sang versé par les combattants d'une cause nationale qui n'a plus d'histoire, engluée comme elle l'est dans une foule d'intérêts gérés par les nombreux groupes d'affaires et les partis kurdes bourgeois, qui luttent entre eux depuis toujours: la victime du sacrifice, pour la énième fois, est le prolétariat, qu'il s'appelle kurde, irakien, turc, syrien, etc. Contre son présent, contre ses luttes économiques de défense et son avenir politique, les bourgeoisies petites et grandes qui marchandent avec les grandes puissances leurs propres misérables existences se déchaînent dans l'espoir d'éviter leur propre inévitable chute. Dans ce contexte, le siège de Kobané par l'Isis, à la frontière entre la Turquie et la Syrie, a vu se réaliser une alliance naturelle entre le Califat et les Turcs contre les Kurdes: la manifestation de protestation qui s'en est suivie a laissé sur le terrain 52 morts dans les affrontements avec la police turque, suivis de perquisitions, d'arrestations et de condamnations pour terrorisme.

Le prétexte qui a poussé la Turquie à intervenir a été la participation du PKK à la guerre et le fait que les pays occidentaux lui ont remis des armes. L'offensive militaire a éclaté après le sommet de l'OTAN à Bruxelles de la fin juillet: il y aurait eu 260 morts et 400 blessés parmi les combattants kurdes et les civils, en une semaine de raids aériens de la Turquie, qui ont frappé une série de villages dans toute la région frontalière, sans faire de différence entre les villages kurdo-syriens, les postes de l'Isis et les villages irakiens. L'offensive est allée de pair avec l'instauration, avalisée par l'OTAN, d'une zone neutre au nord de la Syrie (première contribution au prochain partage du territoire syrien) et avec la permission donnée aux avions américains d'utiliser la base militaire turque d'Inchirlik. Pendant ce temps, le théâtre des opérations s'est déplacé autour d'Aleph, entre les miliciens du groupe «Jaich al Fatah» et les troupes de l'armée d'Assad, qui ont empêché que le groupe ne s'infilte dans la province de Lakatia. D'autres heurts ont eu lieu près d'une base militaire gouvernementale au nord d'Aleph.

Le «tableautin patriotique» kurde serait incomplet si on

oubliait le diktat catégorique du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) adressé au PKK pour qu'il retire ses troupes du Nord de l'Irak, «pour ne pas fournir aux Turcs un prétexte pour bombarder le pays».

Qu'y a-t-il là-dessous? C'est vite expliqué.

L'ancien lien entre le Gouvernement central irakien d'al-Abadi et le Kurdistan autonome à Erbil, appuyé depuis toujours sur un réseau d'alliances régionales et sur la vente de pétrole à la Turquie, s'est peu à peu défait avec la «dissolution» de l'Etat irakien lui-même, qui ne parvient plus à alimenter le front sunnite anti-Assad. En réalité, l'assaut d'Ankara au PKK représente un grand souci, parce qu'il gêne la vente du pétrole à Erdogan avec la bénédiction de l'ONU.

Donc tandis que l'OTAN et les Etats-Unis se préparent à briser les reins du front kurde anti-Isis qui a su freiner l'avancée du Califat, un cadeau de secours militaires fourni à Bagdad (entraînement, défense, sécurité) s'efforce de pousser ce qu'il reste de l'armée et des cadres irakiens (également des forces mercenaires des USA dans le domaine politique et militaire) vers une guerre qui complètera la ruine totale de ce qu'il reste de l'Irak. Tandis qu'al-Abadi tape du poing sur la table, Barzani s'occupe de sauvegarder les rapports économiques avec la Turquie, bien plus étroits que ceux entre la Turquie et Bagdad – rapports qui n'ont rien à voir avec la lutte menée par les «frères» kurdo-turcs et kurdo-syriens, et encore moins avec la défense des conditions de vie et de travail des «frères» kurdo-allemands, qui depuis des années ont perdu leur propre identité en travaillant dans les usines d'Allemagne.

Le processus de séparation qui est en train de se préparer entre le Kurdistan et l'Irak éloigne le mirage de ce qui autrefois aurait pu être la nation kurde, et ne le rend pas plus réel: il le fait disparaître définitivement. Le point de non-retour est représenté par le développement économique réalisé dans l'aire septentrionale de ce qui était autrefois un seul pays, l'Irak: avec celui-ci disparaît également l'identité de la région appelée Kurdistan. Autrefois Barzani, profitant de la crise politique du Gouvernement central, a occupé Kirkuk (la zone la plus riche en pétrole) de sorte que l'exploitation du brut a trouvé là une voie privilégiée de transit (le gazoduc turc) vers la Turquie, qui aujourd'hui représente un des partenaires les plus importants de ce Kurdistan autonome. L'intégration s'est renforcée de plus en plus: aujourd'hui les capitaux turcs financent des infrastructures, aéroports, gisements pétroliers, centres commerciaux.

Les accords sur la vente directe du pétrole sont innombrables: il y a des milliers de compagnies privées turques dans tous les secteurs, de l'agriculture au bâtiment, des banques aux télécommunications. La dimension même de ces accords pousse le dit «Kurdistan» à une alliance politico-stratégique avec la Turquie contre l'Iran: l'affrontement de fait avec Bagdad est donc dans l'ordre des choses et c'est encore le pétrole qui sera au centre de la scène. Il ne reste qu'à attendre.

Ce qui ne peut pas attendre, c'est la perspective de la renaissance du parti communiste au niveau mondial: aussi bien dans le centre impérialiste euro-américain et asiatique que dans une «périphérie» toujours plus attirée dans l'œil du cyclone par les contradictions du mode de production capitaliste.

# «Créatures» du capitalisme

(il programma comunista, n.1/2016)

Dans les médias continuent les diatribes sur la nature et le sens de l'ISIS (ou de Daesh, si on préfère), cette «nouvelle» forme de terrorisme qui s'est manifestée avec éclat surtout avec les récents attentats de Paris. Essayons de nous poser quelques questions - et de leur donner quelques réponses.

## Des causes religieuses?

On parle de causes et de facteurs religieux, qui tous se ramènent à l'Islam. Mais on n'a pas pu cacher que ce «sujet» qui en quelques années a pu conquérir des territoires entiers en Syrie, Irak, Lybie, Mali, etc., est né et a grandi, selon de hauts représentants des USA, grâce à des financements et des appuis provenant de pays comme l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Yémen, le Koweït (et les USA eux-mêmes: les «superviseurs mondiaux» étaient peut-être...distracts? ils regardaient ailleurs?); et qu'il persiste surtout grâce aux rentes énergétiques (pétrole, gaz) que ces appuis lui procurent. Le but de ces appuis, toujours selon la même grande puissance et ses alliés, était et est toujours de déplacer les équilibres de puissance dans la région moyen-orientale en faveur des intérêts économiques de certains États, justement les pays arabes et du Golfe, au détriment d'autres (surtout l'Iran), ou bien de la Turquie par rapport aux Kurdes ou à la Russie, et ainsi de suite, dans un mélange toujours plus enchevêtré d'intérêts, accompagné de heurts, de menaces, de chantages, d'alliances, visant à redessiner de nouvelles aires d'influence dans une région très instable depuis toujours.

Donc parler de causes religieuses, de «fondamentalisme islamique», est comme d'habitude erroné. Depuis toujours dans l'histoire, les États, les «puissances» travestissent leurs propres intérêts, et les affrontements économiques qui s'ensuivent, en les revêtant d'apparences religieuses. Les Croisades chrétiennes, les grands massacres au nom du Christ ou de Mahomet, les expéditions chrétiennes des «conquistadores» espagnols dans le nouveau continent américain, ne sont que quelques exemples qui montrent que les religions ont depuis toujours été utilisées pour couvrir des intérêts économiques. Aucun État n'a jamais admis «officiellement» qu'il avait des motivations essentiellement économiques pour se livrer à ses propres conquêtes territoriales et coloniales, à ses propres rapines au détriment d'autres États et d'autres populations, à ses propres conflits guerriers: tous les ont toujours couvertes ou d'apparences religieuses (chrétiennes, musulmanes, etc.), ou de «valeurs» comme la démocratie, la civilisation ou l'identité nationale et ethnique «supérieure», la culture ou les «droits plus avancés» (1). Aucun État bourgeois n'admettra jamais ouvertement que le vrai, le seul Dieu pour lequel il est capable de combattre c'est le Dieu Fric, le Profit! Les vraies racines économiques, même quand on

les mentionne éventuellement au début, sont ensuite mises de côté, et à leur place on jette sur le devant de la scène les luttes entre d'une part, les fauteurs du «fanatisme religieux» avec leurs divisions internes, et de l'autre les champions de la démocratie et de la «liberté».

Ces couvertures idéologiques ne sont en réalité sans aucune influence dans les rencontres officielles entre ces mêmes États et puissances. Par exemple, à chaque niveau, dans les différents sommets des G8, G20 etc. chacun s'efforce décidément et directement, sans fioritures religieuses ou autres, de faire valoir ses propres intérêts économiques, en tenant compte des changements survenus dans sa propre force et les équilibres généraux, en s'efforçant de jouer au mieux son rôle sur l'échiquier régional et mondial et en attendant le bon moment pour risquer ou pour temporiser. La réaction moraliste à la suite d'un recul ou d'un déclassement de sa propre force ou d'une agression subie fait partie du même jeu. Dans les rencontres, on ne parle pas de «valeurs religieuses» ou de celles de la «civilisation occidentale» (l'allusion marginale aux «droits humains» ne sert qu'à montrer aux... gogos le «beau visage» de ceux qui les invoquent en en faisant étalage), mais des investissements de capitaux à réaliser, des matières premières ou de la force de travail à exploiter, des routes commerciales à ouvrir ou à défendre, des alliances à conclure. De plus, en dehors des rencontres officielles, les attaques, les agressions, les menaces et les avertissements paraissent encore plus clairement sur le terrain économique même si, une fois qu'ils sont réalisés, ils n'échappent pas à telle ou telle justification religieuse, laïque ou moraliste.

Au contraire le déguisement doit apparaître encore plus clair quand il s'adresse aux populations et surtout aux prolétaires. C'est ici que ressort la fonction sociale réactionnaire de la civilisation démocratique et occidentale. Le jeu des intérêts économiques disparaît presque face aux Saintes «Unions nationales et patriotiques» à mettre au premier plan, à défendre, soutenir et renforcer: le nom d'Allah, du Christ, de Sainte Démocratie doit résonner haut et fort. Ici, dans la propagande quotidienne il n'est pas utile de désigner le jeu des intérêts économiques opposés, mais de proposer une cible, de donner un visage et une identité, de personnifier l'ennemi en racontant sa «méchanceté» avec des motivations non plus économiques mais à chercher au contraire chez des individus ou groupes «déviantes, obscurs et mauvais»... Ainsi, dans les diatribes autour des attentats de Paris, sont gâchées les tentatives, dans les pays occidentaux, de chercher les vraies causes des attentats ou du «terrorisme islamique» (éventuellement au sens le plus large du terme), ou dans certaines de ses franges extrémistes, dans son «obscurantisme»; ou bien, en miroir, comme dans la propagande-même de l'ISIS, dans la «civilisation occidentale», dans ses «libertés», dans ses «luxes dégénérés». Dans l'un et l'autre cas, tout apparaît détaché des racines économiques, des entrelacements d'intérêts, qui doivent au contraire être masqués et cachés.

1. L'hymne «Onwards, christian Soldiers!» (En avant, soldats chrétiens), écrit en Angleterre dans la seconde moitié du 19ème siècle, et vite adopté par l'Armée du Salut, fut régulièrement utilisé dans les cérémonies militaires de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

## Quel terrorisme?

Mais d'où vient cette nouvelle version, «islamique», du «terrorisme»? D'une «vraie ou fausse» lecture et interprétation du Coran et de l'Islam, de son «forçage», comme on le laisse entendre plus ou moins ouvertement dans les pays occidentaux (à partir des USA, depuis l'attaque des Tours Jumelles en 2001, jusqu'aux Etats européens actuels)? Il faut être des fous (ou des hypocrites stipendiés plus ou moins cultivés, du genre de ceux qui remplissent les débats télévisés) pour ignorer que ce «terrorisme» n'a rien à voir avec les «interprétations» du Coran, mais n'est que la énième créature de ces mêmes États, de leurs jeux criminels, toujours plus dangereux à mesure qu'avance la crise régionale et mondiale.

C'est le Dieu Profit, qui depuis qu'existe le système capitaliste ne peut rien faire d'autre, pour se sauver lui-même, qu'alimenter et déchaîner, en tout temps et sous toutes les latitudes, les furies de la guerre, les haines, les divisions nationales, religieuses, tribales etc. Désigner le Coran, la «matrice islamique», ou bien insister sur la «chasse au terroriste» en tant qu'il personnifie presque à lui seul le «Mal» (cette entité métaphysique) ou sur la sauvegarde de la «civilisation et de la culture occidentale» (idem!), n'est que le sale jeu hypocrite pratiqué depuis toujours par les Etats bourgeois, pour défendre, soutenir et renforcer le terrorisme congénital du système capitaliste qui, avec ses horreurs infinies à tous les niveaux, reste pour ces Messieurs intangible: «le meilleur des mondes possibles».

Les travestissements de la réalité historique sont continuels et en dresser la liste serait une tâche infinie. Les historiens et les politiciens bourgeois eux-mêmes ne manquent pas de temps en temps de nous les «révéler» (merci à eux !) ou même de les «dénoncer», mais seulement quand c'est le moment, et surtout quand «le vent change». Et puis l'histoire a été et est aujourd'hui plus que jamais pleine de «terroristes». Il suffit qu'un Etat étale ou déclare une menace d'un Etat contre un autre pour gagner le titre d'«Etat-canaille», d'«Etat du Mal» etc. Celui qui menace les intérêts économiques d'un autre Etat n'est pas seulement un ennemi, il devient un «terroriste», et ce aussi bien dans les rapports entre Etats que surtout dans les rapports et conflits sociaux. Bref, celui qui menace le Profit d'un Etat en faveur d'autres Etats ne peut être qu'un terroriste, éventuellement... potentiel.

Et c'est vrai. Qu'est-ce qui est plus important et sacré, pour les grandes multinationales et pour les grands banquiers et spéculateurs, que la sauvegarde et l'augmentation de leurs Profits? Et quoi de plus terrible que la menace ou l'attaque contre eux? La société capitaliste est fondée sur la concurrence, qui alors qu'elle stimule le développement économique dans certaines phases (surtout après les bains de sang généraux et la destruction de forces productives réalisés par les guerres mondiales), devient dans d'autres phases, de crise généralisée, un facteur de conflits continuels tant à l'intérieur de la classe capitaliste elle-même avec ses divisions étatiques, que contre la classe qui lui est éternellement ennemie: la classe prolétarienne. Dans cette situation, les raisons pour lancer ou subir l'accusation de «terrorisme» ne manquent certainement pas !

Certains Etats bourgeois (dits confessionnels) font appel ouvertement aux traditions religieuses, ils montrent qu'il lie étroitement leurs propres intérêts économiques à

ces traditions, pour mieux pouvoir les défendre et les sauvegarder. Mais les normes religieuses imposées n'ont jamais été le «fondement» de ces Etats: elles sont plutôt leur grand soutien et support. A l'ombre des normes les plus «obscurantistes» du Coran sont apparues, en Arabie Saoudite, Qatar, Emirats Arabes, etc., des mégapoles très civilisées, le grand affairisme financier avec son réseau international d'intérêts. Les normes du Coran n'ont jamais freiné, ou conditionné en quelque façon, le développement forcené de ces «civilisations», la grande course au Profit : plutôt, cela a toujours été le Profit qui s'est servi du Coran, de ses règles «obscurantistes», pour imposer le développement, ainsi que la pacification et l'ordre social. La révolution islamique et khomeiniste d'Iran en 1979 avec son anti-occidentalisme affiché du début a alors fait croire à beaucoup, y compris dans des secteurs du gauchisme occidental, que «finalement!» les «règles confessionnelles du Coran» pouvaient être la base de la «nouvelle société» à naître (ou du moins la conditionner). Au contraire, le vêtement religieux a très bien servi la défense des intérêts économiques bourgeois et nationaux, tant immédiatement lors de la guerre de dix ans contre l'Irak, que pour réprimer les nombreux et violents conflits sociaux qui s'y produisirent.

La fin récente du long embargo occidental et l'accord sur le nucléaire signé aujourd'hui de par la volonté des USA (qui semblent avoir redécouvert que l'Iran pouvait être un pion à utiliser pour leurs propres jeux stratégiques au Moyen-Orient) ont aujourd'hui changé de statut: et ainsi, aux grands cris d'Israël, l'Iran n'est plus un «Etat-canaille» ou «terroriste»...

Egalement dans la sanglante guerre des Balkans du début des années 1890, c'est l'insatiable soif de profit des USA et de l'Allemagne qui a déclenché et alimenté de très féroces haines ethniques et religieuses, en les faisant apparaître comme la «vraie cause» du conflit. Il s'agissait au contraire, surtout, d'enlever à l'influence serbe et de son ancien allié russe le marché plus prospère de la Slovaquie et de la Croatie, qui depuis des années déjà était en orbite autour de l'économie et du marc allemands. Les haines nationales et religieuses alors suscitées pour réaliser cet objectif montraient encore une fois, et de façon ostentatoire, que pour le grand Capital les «questions ethniques et religieuses» sont seulement des instruments à utiliser dans son propre intérêt, sans avoir tant de scrupules, toujours si hypocritement invoqués.

En 2003, en Irak, les USA n'ont pas hésité à se servir de l'Islamisme chiite, déchaîné contre le sunnite, pour mettre hors combat leur ancien ami Saddam Hussein, devenu «canaille» pour ses vues territoriales et économiques dans le Koweït en fonction anti-US (ainsi que pour détenir des «armes de destruction massive»: ce qui s'est ensuite révélé faux, selon les officiels eux-mêmes).

L'histoire est pleine de haines nationales, tribales, religieuses, créées et alimentées tout exprès par l'impérialisme et ses intérêts économiques – haines qu'on faisait passer pour les véritables causes et motivations des conflits. Jusque dans sa morphologie géopolitique, l'Afrique porte encore les traces des divisions nationales, tribales, religieuses, créées et imposées par les grandes puissances afin d'en exploiter les immenses ressources. En Asie, les Etats Unis ont soutenu (comme ils le font encore aujourd'hui) le nationalisme séparatiste de Formose ou de la Corée, et ce, contre la Chine.

Au Vietnam, ils ont tenté (sans finalement y parvenir) de diviser le pays en deux, comme ils l'avaient fait en Corée. Tous les continents ont été (et sont) fortement marqués par les divisions nationales et religieuses imposées par l'impérialisme capitaliste.

L'expression «Diviser pour régner», ou encore «Mors tua vita mea», s'adapte depuis toujours à la logique de développement du Capital. Les guerres mondiales, produites par les crises Inéluctables du système capitaliste, et qui ont éclaté pour rétablir de nouvelles sphères d'influence économiques et territoriales, ont été faites passer par les Etats vainqueurs comme vaincus pour des conflits de caractère national, religieux, de civilisation, «entre des systèmes économiques différents», et autres gigantesques et hypocrites falsifications. Pour en revenir à l'ISIS, la tâche qui se pose n'est pas seulement de mettre en lumière et de rétablir les causes économiques et géostratégiques, et non religieuses, qui sont à la base de sa naissance et de son développement, mais aussi de suivre l'entrecroisement des intérêts économiques des différents Etats, grands, moyens ou petits, qui se cache sous ce travestissement: aussi bien de ceux qui pour couvrir leurs intérêts et leurs ambitions de puissance régionale ou mondiale ont contribué à créer et à mettre debout cette énième «créature terroriste» que de ceux qui s'en servent d'une façon ou d'une autre pour leurs propres objectifs (cf. la récente polémique russo-turque) – ou bien en subissent les effets, après s'en être peut-être servis.

L'enchevêtrement d'intérêts, la fluidité de la situation au niveau mondial et en particulier dans la région moyen-orientale, empêchent encore les différents Etats d'agir plus ouvertement et directement, en montrant clairement leur visage et leur identité. Chacun d'eux déclare, plus ou moins solennellement, qu'il veut combattre cette «créature»: mais cette «créature» ou bien est encore nécessaire à ceux qui l'ont mise debout ou bien est utilisée par certains (par exemple la Turquie) contre d'autres (par exemple les Kurdes) ou bien elle est même considérée comme étant un élément d'équilibre régional dans une situation extrêmement compliquée, aggravée par la guerre de Syrie. Les bombardements de la «coalition dirigée par les Etats Unis» ont en effet démontré que celle-ci ne veut pas du tout «combattre le monstre» (comme elle le fit, par exemple avec les bombardements bien plus consistants et spécifiques dirigés contre la Serbie), mais s'en servir pour le moment, en quelque sorte, dans la guerre de Syrie elle-même, et dans cette situation régionale compliquée, comme un instrument d'équilibre.

Les Russes sont ensuite intervenus contre l'ISIS, mais explicitement, surtout pour défendre le régime syrien d'Assad et pour affirmer, en exploitant les faiblesses des autres dans la décision, leurs propres visées de puissance régionale. Après les attentats de Paris, l'Etat français est intervenu militairement plus lourdement que jamais: mais son but véritable n'était pas de combattre les terroristes en prévenant leurs possibles attaques futures, mais plutôt de montrer ses muscles aux puissances qui voudraient redimensionner sa force dans la région moyen-orientale. Derrière les larmes des attentats, la bourgeoisie française ne peut rien voir d'autre qu'un «échec» de la part des

puissances régionales de la région. La «Marseillaise» n'a certainement pas résonné pour pleurer les victimes: elle a été un «hymne guerrier», et pas seulement contre l'équipe terroriste, mais contre les puissances qui sont derrière les attentats et qui se couvrent du masque d'Allah.

Le Royaume Uni et l'Allemagne ont aussi dû intervenir et s'allier militairement, mais derrière le masque de la lutte contre les «terroristes» il y a surtout la lutte contre le pouvoir décisionnaire russe et français, avec leur «accord militaire».

La longue instabilité de l'aire moyen-orientale, fortement aggravée par la guerre de Syrie (une guerre qui se traîne «trop en longueur» à cause des gros et délicats équilibres entre puissances et de la faiblesse de l'Etat irakien, mis en déroute rapidement et facilement par l'offensive de l'ISIS), est à la base de la naissance et du développement de ce dernier, un sujet qui apparaît à certains Etats comme pouvant déplacer utilement des équilibres sinon immobiles, et qui ne devait pas apparaître ouvertement comme l'expression de ces mêmes Etats et de leurs jeux économiques et stratégiques dans la région, mais comme quelque chose d'autonome, existant en soi, avec les caractéristiques criminelles non pas des puissances économiques qui l'inspiraient, mais avec celles, «féroces», islamiques et anti-occidentales.

Derrière l'attaque contre le terrorisme, derrière les terroristes (dont beaucoup étaient de nationalité européenne), il n'y a que la guerre habituelle, camouflée, entre les mêmes puissances, à cause de leurs ambitions sur la région et dans le monde. Le problème n'est donc pas l'ISIS, mais l'enchevêtrement d'intérêts et d'ambitions opposant les différentes puissances qui se trouve derrière elle.

## Nos tâches

Les analyses de notre parti sur les vicissitudes politiques et économiques des Etats bourgeois n'ont certainement pas un but «culturel» ou «historiographique», et il s'agit encore moins de «pouvoir mieux se ranger» du côté de tel ou tel Etat opposés. Il s'agit par contre de suivre l'aggravation, l'approche ou le recul de situations de plus forte instabilité, dans la conviction, formée sur toute l'expérience historique de lutte de notre parti sur la ligne du marxisme révolutionnaire, que ces dynamiques, avec toutes leurs horreurs, ne donneront jamais, à elles seules, une situation révolutionnaire, sauf quand on aura réussi à remettre debout un solide et puissant parti communiste mondial. Donc aucun appui à des Etats bourgeois, qui tous doivent être dénoncés et combattus comme des ennemis du prolétariat, ne pourra faciliter ce processus, mais seulement la solidarité croissante du prolétariat, développée à travers la lutte intransigeante pour défendre ses propres conditions économiques et en contact étroit avec le parti.

Seul le travail de parti à la tête d'un prolétariat devenu une véritable «classe pour soi» à travers cette lutte intransigeante pourra poser les conditions d'une véritable lutte politique capable d'abattre les Etats bourgeois. Tâche gigantesque, comme seront gigantesques les épreuves et les souffrances que le prolétariat devra encore affronter et subir sous un régime capitaliste toujours plus violent et soumis à de mortelles convulsions.

## Le bombardement continu

(il programma comunista, n.2/2016)

Six ans après le début du conflit en terre syrienne, les estimations sur les conséquences de la guerre parlent d'une monstrueuse tragédie qui s'est abattue sur les civils (et les prolétaires). Les morts seraient plus de 300 mille, les réfugiés plus de trois millions (et beaucoup de ces derniers sont aujourd'hui rassemblés dans de véritables camps de concentration, écrasés contre des kilomètres de barbelés, sur la route de l'Europe occidentale).

Ceux qui, ne pouvant pas partir, sont restés dans les villes et les villages, vivent quotidiennement entre l'enclume des bombes déchargées par les jets des nations impérialistes et les mitraillettes et canons des milices internationales, et le marteau de la famine et de la pénurie produites par l'impossibilité de recevoir quelque aide que ce soit, et par une économie locale désormais réduite à zéro.

Et les chiffres ci-dessus doivent encore grandir.

Face à ce dramatique tableau, les mass médias mondiaux, soutiens enthousiastes des intérêts bourgeois, sont engagés jour après jour dans l'interprétation des événements et de leurs causes de façon compatible avec les intérêts de la propagande et de l'idéologie bourgeoises. Selon cette lecture, les raisons de la guerre doivent être recherchées dans l'opposition entre chiites et sunnites, appliqués à tenter de faire triompher leur propre hégémonie confessionnelle dans la région. Depuis vingt ans, la morale est toujours la même: la déstabilisation du Moyen-Orient est fille de forces réactionnaires et conservatrices qui voudraient faire tourner à l'envers la roue de l'histoire et imposer aux populations du Moyen-Orient d'improbables royaumes théocratiques, non pas fils de notre époque, mais d'instances antiprogressistes et obscurantistes du passé. D'autres voudraient au contraire tout expliquer par les intérêts faméliques des habituels États Unis, qui n'ont jamais assez d'hégémonie, et chercheraient tous les prétextes pour augmenter leur influence aux dépens des autres impérialismes.

Ni les uns ni les autres n'ont raison.

Ou plutôt: ces «raisons» ont un poids maintenant que la guerre a commencé, mais elles ne sont certainement pas les causes qui ont déterminé le début du conflit et sa poursuite. Si pour la bourgeoisie cette lecture des événements est nécessaire à sa propagande idéologique et de classe, pour le prolétariat accepter ces thèses est désastreux.

Alors qu'est-il en train de se produire en Syrie ? Pourquoi ce territoire est-il soumis à ce bombardement continu ? Essayons de démêler cet écheveau si embrouillé...

Comme nous l'avons autrefois rappelé, la Syrie est un territoire frontalier, une porte historique du Moyen-Orient, placée comme un petit coussin entre les trois grandes nationalités de la région: turque, arabe et persane; et cette situation géo-historique est à l'origine de la présence contemporaine (et pendant de nombreux siècles de la coexistence) de nombreuses ethnies différentes – une répartition encore plus fragmentée par l'interaction de confessions religieuses superposées dans le territoire.

On trouve donc en Syrie des arabes sunnites, alaouites, ismaélites, nusairis, et puis des kurdes, des arméniens, des turcomans, des druses, des levantins, des circadiens, des araméens, des chaldéens, pour ne citer que les groupes les plus importants. Et puis encore des sunnites, des chiites, des chrétiens, et des gens qui appartiennent aux différentes sectes produites par le mélange millénaire des plus grandes confessions, comme les druses, les yazidis, etc. Un kaléidoscope de traditions diverses, qui dans la situation actuelle forme l'humus idéal sur lequel s'appuyer pour alimenter les divisions et les haines, à la seule fin de prolonger la guerre actuelle.

Si en effet nous analysons les forces en présence, nous nous apercevons que la confusion dans les sigles est presque inextricable: on calcule environ trente groupes armés sunnites, qui eux-mêmes contiennent des groupes encore plus petits et locaux, et au moins treize organisations kurdes, auxquelles il faut ajouter les forces fidèles au gouvernement de Damas (d'origine alaouite), puis les hezbollahs libanais, les pasdaran iraniens et, encore, les milices turcomanes dans le nord-ouest du pays, les milices kurdes (d'appartenance soit turque, soit irakienne) et enfin la milice internationale représentée par l'ISIS dite aussi Daesh, qui recrute de véritables «lansquennets» en Europe occidentale, en Afrique du nord, dans les États caucasiens, jusqu'à l'Afghanistan et au Pakistan... Et nous ne parlons ici que des forces qui s'opposent jour après jour, mètre après mètre, sur la terre syrienne!

Chacun de ces sigles est porteur d'instances particulières et d'intérêts locaux qui, étant donnée leur fragmentation, parfois ne dépassent pas les limites d'une région, d'une ville et, plus souvent, d'un seul quartier. Le résultat sur le terrain est un continu et mortel état de conflit de tous contre tous, qui chaque jour alimente cet immense carnage. Si donc nous cherchons à apercevoir un sens à cette guerre en observant les principaux acteurs sur le terrain, ce qui se dégage est seulement un entrelacement apparemment inextricable d'actions et de réactions: une guerre entre bandes qui a pour seul objectif de s'auto-alimenter et rien de plus.

\*\*\*

Mais, par-delà les intérêts syriens, flottent les intérêts de trois des cinq plus importantes bourgeoisies de la région: turque, arabo-saoudite, et iranienne.

La Turquie est le pays qui a le plus à perdre dans cette partie. Dans les quinze dernières années, elle a poursuivi une politique de puissance régionale, dont la base de départ est la dimension économique particulière prise par rapport aux autres de la région. Encore insuffisante sur le plan de la balance commerciale, et pas encore libérée des liens imposés par le besoin de s'approvisionner en capitaux sur les marchés internationaux, et donc encore faible sur le plan financier, la Turquie possède cependant un système productif industriel et en partie agricole tout

à fait respectable, supérieur, pour nous faire comprendre, aux productions de beaucoup d'Etats européens (en quantité et en variété).

Nécessairement, un tel système a besoin de pénétrer, avec sa propre production, et souvent surproduction, les marchés étrangers, ou du moins voisins. Dans la phase qui a précédé la crise, cette politique de pénétration s'est présentée avec le visage aimable de la diplomatie et des accords économiques: par exemple, avec la Syrie, le Liban et la Jordanie, on était arrivés à la création d'un marché commun, par lequel passaient, en direction des pays arabes, même les marchandises provenant du détesté Etat d'Israël, débarrassées, justement en Turquie, de la «puanteur sioniste». La région où s'exprimait cette nouvelle volonté de puissance ne pouvait que calquer les anciennes lignes directrices de l'ex-Empire ottoman : et ce, non parce qu'elle exprimait des forces réactionnaires et obscurantistes, mais seulement parce que la Turquie n'a pas encore été... déplacée en Océanie.

A la fin de cette réorientation stratégique, et tandis que traînait en longueur la discussion infinie sur l'adhésion à l'Union Européenne, l'Etat turc a construit une structure de relation sur les marchés étrangers qui devrait faire réfléchir surtout les «partenaires» européens: il a envahi avec ses marchandises tous les pays frontaliers et de la région et, à travers ceux-ci, toute l'aire méditerranéenne et d'Asie centrale.

Certainement, les pays européens représentent encore la destination d'une bonne part des exportations turques, mais leur poids a peu à peu sensiblement diminué et les données sur les importations de ces pays confirment l'autonomisation tendancielle de l'économie turque, qui commerce avec le monde entier, et en particulier avec ses voisins. Et le climat de «détente» était tel, que même la «question kurde» semblait avoir pris une nouvelle voie, vers une solution pacifique: qu'il suffise d'observer que le PKK avait décidé de déclarer une trêve unilatérale et de considérer la politique d'excellent voisinage avec le PKD du Kurdistan irakien.

Cependant, ces développements de l'économie turque, et par conséquent de la «politique de bon voisinage», se heurtent en 2007 avec la chute de l'économie mondiale dans la plus grande crise de surproduction connue depuis le second après-guerre (et on pourrait presque ajouter: depuis toujours). Précisément pour cela, aujourd'hui, la Turquie a la ferme intention de ne perdre aucune position de celles qu'elle a récemment conquises (vous vous rappelez le jet russe abattu par les Turcs?).

La réalité de la bourgeoisie saoudite est en partie différente. L'Arabie saoudite est en dernière instance une lande monopoliste et monopolisée par la production pétrolière et par les structures proches par filière et/ou transformation du produit de base. Cette spécificité (avec par conséquent une agriculture inexistante, et sinon de subsistance, et un secteur tertiaire très avancé pour le nombre de gens qu'il occupe, avec environ un quart de la force de travail employée, et ce, presque entièrement dans le secteur pétrolier, qui représente à lui seul 87,4% des exportations), cette spécificité est à la base d'une certaine capacité de mouvement sur le plan international et en même temps d'une certaine rigidité dans le système bourgeois arabo-saoudite.

Comme cela apparaît bien dans les données sur les

exportations, l'Arabie Saoudite joue carrément et est désormais très attirée vers l'Asie, où se trouvent ses marchés les plus importants; autrement dit, la bourgeoisie saoudite commerce avec le monde entier, en déplaçant ses axes d'action économiques (et donc également géopolitiques) dans un cadre de relative liberté: «l'argent n'a pas d'odeur» et le pétrole, s'il est vrai qu'il sent mauvais, au niveau du marché n'a pas d'odeur, exactement comme l'argent.

En même temps, cependant, la liberté de vendre rencontre aussi la chaîne représentée par le prix international de la marchandise que l'on vend... et même de la seule marchandise que l'on vend. Et c'est justement cette dépendance qui a été à la base, premièrement, de l'ascension économique et politique de l'Arabie Saoudite, et deuxièmement, depuis un an et demi, des difficultés inattendues que le pays est en train de traverser: ainsi, justement dans ce début de printemps, pour la première fois de son histoire l'Arabie Saoudite s'est adressée aux marchés internationaux pour ouvrir une ligne de crédit afin de renflouer ses propres coffres. Naturellement elle représente le berceau de la «nationalité arabe» et sa projection impérialiste ne peut que tendre, si ce n'est à l'unification, du moins à la domination sur toute l'aire arabe: depuis les côtes de l'Afrique du nord jusque justement à la Syrie et à une partie de l'Irak. D'ailleurs, pour l'Arabie Saoudite, contrôler l'aire moyen-orientale signifie chercher à contrôler le prix du pétrole, et ce qui est arrivé à l'Irak (c'est-à-dire de tomber sous l'influence iranienne, et de plus par la main de son plus grand allié, les Etats Unis) a rendu très prudente et en même temps virulente sa politique étrangère. Ce n'est pas un hasard si figure dans les premières places du classement spécial des Etats sur la voie du réarmement et justement afin de soutenir leurs propres visées expansionnistes, et a investi massivement dans le secteur militaire, en déviant dans ce secteur de grandes sommes provenant de la vente du pétrole... Tout cet afflux de liquidités a ensuite permis aux saoudites de se détacher des USA et d'entreprendre une stratégie impérialiste plus autonome et souvent aussi «en opposition» avec leurs anciens amis à la bannière étoilée.

Enfin l'Iran, troisième force qui s'oppose dans la région aux deux autres. Dans les derniers temps, l'Etat iranien a suivi la voie de la réconciliation avec son ancien ennemi... «avec Satan»! En qualité et en quantité, la structure économique et productive iranienne est tout à fait semblable à celle de la Turquie: donc ici aussi se manifestent les mêmes exigences de pénétration dans les marchés limitrophes. Après des années d'embargo, l'économie iranienne n'a été que partiellement redimensionnée, car elle peut compter sur des amis puissants comme la Chine et la Russie et sur un arrière-pays asiatique détaché des rapports qui l'enchaînaient aux Etats Unis: nous parlons avant tout de l'Inde et de Singapour. En réalité, l'embargo a davantage affaibli les économies européennes, toujours avides de pétrole, que celle de l'Iran.

Mais à mesure que l'Arabie saoudite se rendait autonome et souvent aussi «en opposition» par rapport aux Etats Unis, ces derniers ont changé de stratégie par rapport à l'Iran, au point d'arriver à la fin de l'embargo et à lui reconnaître un nouveau rôle de «puissance amie» (et nous ne nous étonnerons pas si dans l'avenir les rôles respectifs

de l'Arabie saoudite et de l'Iran devaient s'inverser!). Donc, dans la nouvelle situation, l'Iran poursuit l'objectif de consolider ses propres régions historiques d'influence et, avec la prise de l'Irak, de les élargir sur la base d'un rôle nouveau de puissance hégémonique dans le croissant du Moyen Orient.

Dans cette partie, les deux autres puissances de la région se trouvent, pour des raisons différentes, à la fenêtre.

L'Egypte apparaît pour le moment repliée sur elle-même, en tentant de ne pas implorer sous la pression de ses propres contradictions et de son propre prolétariat. Quant à Israël, il se sent peut-être pour la première fois comme le classique «pot de terre entre des pots de fer»: ses dimensions démographiques et économiques ne sont plus capables désormais de lui assurer la suprématie, comme cela est arrivé dans les cinquante dernières années, et même son rapport avec l'Occident est toujours plus problématique, et représente plus une interrogation qu'une vraie garantie.

Enfin, par-delà tous ces intérêts particuliers, flottent (ou plutôt pèsent) les grandes stratégies des impérialismes occidentaux. Les Etats Unis, toujours plus indifférents au sort du Moyen Orient et de la région méditerranéenne, tentent, de façon assez maladroite, de se repositionner dans la région, après avoir lourdement et gauchement contribué à sa balkanisation: à leurs yeux, leurs anciens alliés turcs et saoudites sont de moins en moins fiables et il en résulte justement qu'ils se rapprochent de plus en plus de l'Iran. Dans les mêmes années, l'intervention armée des USA a été discontinuée et peu intense: il n'y a pas eu de soldats employés sur le terrain et les interventions aériennes elles-mêmes ont été conduites surtout avec des drones, sans l'intervention directe des chasseurs-bombardiers, sauf dans des cas très rares. Au-delà des proclamations et des menaces verbales, le désengagement progressif des USA est allé de pair avec l'autosuffisance énergétique conquise chez eux grâce aux nouvelles technologies de «fracking» pour l'extraction des hydrocarbures.

La Russie, au contraire, a utilisé la guerre de Syrie pour consolider et amplifier ses positions géostratégiques dans la région. Au contraire des Américains, elle est intervenue massivement avec des hommes et des armes, elle a bombardé les ennemis de son allié Assad, et ainsi non seulement elle a contribué de façon significative à renforcer le gouvernement de Damas, mais elle a après plus de vingt ans rétabli son rôle de puissance mondiale.

Quant à la Chine, elle a envoyé son porte-avions dans la mer Méditerranée (et c'est la première fois, dans l'histoire millénaire des civilisations humaines, qu'un navire de guerre chinois a dépassé le détroit de Gibraltar) afin de montrer clairement que sa projection de puissance est désormais à 360 degrés, disposée à défendre dans les faits ses propres intérêts partout dans le monde. Sans doute, elle n'a pas participé directement aux bombardements, mais avec ce geste elle a bien montré de quel côté elle se trouve dans le cadre des alliances internationales: la Syrie, l'Iran, et naturellement la Russie.

Enfin l'Europe a démontré, s'il en était encore besoin, qu'elle était seulement un agrégat litigieux de nationalismes

(et d'impérialismes), désormais en fait redimensionnés en quantité et en qualité et incapables de faire face à ses propres exigences économiques et géopolitiques. En ordre dispersé et avec diverses vicissitudes, les Etats européens ont déchargé des bombes sur la Syrie (avec la permission d'Assad, et donc de la Russie) et l'Irak, ou bien ils ont continué à temporiser, en discutant sur les grands systèmes du monde, mais sans jamais peser significativement sur le sort de la guerre de Syrie.

Le résultat de tous ces déterminants? Une attaque continuelle contre les villes et les villages, un bombardement général, où chacun a montré ses muscles à la seule fin de cacher d'une part l'impuissance et l'inconsistance de tout véritable objectif à poursuivre et d'autre part les vraies raisons de cette monstrueuse boucherie. Nous suivrons attentivement les développements de ce qui se passe dans cette fluide et sanglante succession de massacres. Mais cependant posons-nous cette question: quelles sont donc les vraies raisons d'un massacre dont le prolétariat mondial, et surtout occidental, doit prendre conscience?

Pour répondre (comme nous l'avons fait plusieurs fois au cours de ces années dans ce même journal, et comme nous continuerons à le faire) nous devons revenir à la période à cheval entre 2009 et 2010. Au cours de ces mois-là, toute la région moyen-orientale et nord-africaine a été le théâtre d'un soulèvement massif et inattendu des masses prolétariennes, jusqu'alors écrasées, réprimées et maintenues dans des conditions de vie et de travail à la limite de la survie.

Ces mouvements de révolte, avant d'être canalisés et vidés de leur sens dans les revendications petites-bourgeoises des «printemps arabes», ont évoqué dans la bourgeoisie un spectre menaçant et toujours renaissant. Placée face à des foules de prolétaires le plus souvent jeunes et très jeunes (et dans une quantité guère comparable à celle des prolétaires occidentaux), lesquelles vivent dans des Etats où le tissu idéologique subsistant de nature démocratique est incapable de contenir leurs potentialités subversives parce qu'il ne peut pas droguer leurs consciences en leur accordant quelques miettes, la classe dominante bourgeoise (locale et internationale) a avancé la seule solution qui lui restait: déclencher une guerre fratricide dans le corps-même du prolétariat.

Donc, ce n'est certes pas la guerre entre confessions religieuses différentes, ce n'est pas tant l'affrontement entre bandes à la dérive et ce ne sont pas seulement les besoins géopolitiques des différentes bourgeoisies «petites» et «grandes» qui ont déterminé la débâcle en terre syrienne, mais le besoin vital d'arrêter, frapper et diviser un prolétariat en lutte, dans toute une région qui va de la Tunisie à la Syrie.

Ce n'est pas la première fois que cette *solution extrême* s'impose à la bourgeoisie et ce ne sera pas la dernière: mais le prolétariat international doit acquérir la conscience que ce sera seulement en éliminant le pouvoir de la bourgeoisie qu'on pourra mettre fin à cette guerre comme à toute guerre, présente et future. Seule la guerre civile ouverte et conséquente entre les classes pourra arrêter la guerre irrationnelle, atroce et sanguinaire entre les Etats.

# Alep, ou du terrorisme impérialiste

(il programma comunista, n.5-6/2016)

«La rivalité et le conflit ne peuvent pas échapper aux rapports entre Etats nationaux, gardiens et gendarmes au service de machines productives fondées sur l'exploitation (...). Sous le capitalisme la guerre est inévitable, parce que la société même, chaque jour, à chaque minute de son existence, est le théâtre d'une guerre atroce des classes dominantes contre les classes exploitées et opprimées. Il ne peut pas y avoir de paix, mais seulement des trêves armées entre les Etats, parce qu'au sein des frontières de chaque Etat a toujours cours la guerre sociale, qui est toujours une guerre même quand les classes exploitées ne savent réagir aux exploiters qu'avec les moyens inégaux de la lutte revendicative et de la vaine compétition électorale (...). Combien d'articles avons-nous publiés, dans lesquels nous soutenions la thèse selon laquelle le conflit russo-américain avait pour objet, non pas la manière de changer le monde, mais de se le partager!» (*il programma comunista* n° 1/1960).

«Au maximum dans deux mois, deux mois et demi, la ville d'Alep pourrait être complètement détruite», dit l'envoyé spécial de l'ONU, De Mistura. Cette alerte a été lancée après la trêve d'il y a quelques semaines, qui s'est terminée avec le bombardement aérien des hôpitaux. Durant les trois jours de trêve, les journalistes ont été occupés à justifier la partie politique qui les emploie, en affirmant que si la trêve tient bon, en quelques jours les Américains et les Russes pourraient coordonner leurs attaques contre les mouvements djihadistes, le groupe Etat islamique et l'ex-Front al Nosra, en permettant la reprise des négociations de paix et éventuellement la création d'un gouvernement de transition sous le contrôle de la communauté internationale. Une si belle perspective de paix, tandis que le terrorisme impérialiste sévit sur la Syrie et sur Alep, sur l'Irak et sur Mossoul, ne pouvait manquer: des négociations de paix, un gouvernement de transition, une possibilité d'élections, le partage arrangé du territoire syro-irakien. Fin de l'histoire. Qui pourrait alors faire avancer les grandes affaires, les financements, les armements? A qui serait donné le rôle de la sale gueule, et à qui celui de l'ange libérateur? Tandis qu'il martyrise les corps, le vieux vautour déplumé dicte le jugement de l'histoire. Comment peut-on penser, face au massacre général, au supplice sans fin, que tout pourrait finir par des poignées de mains? Quoi qu'il en soit, les cœurs faibles devraient se préparer à quitter la scène!!

Il y a 300 mille morts, des milliers et des milliers de blessés, 4 millions d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards qui se sont enfuis de Syrie, réfugiés en Turquie, noyés dans la mer, et puis les mille et mille civils d'Alep-est (275 mille encore en vie), piégés dans les rues, dans les maisons détruites, dans les abris, dans les hôpitaux, sans eau, sans nourriture, sans électricité. Demandent-ils de l'aide? En vérité ils sont tombés dans le piège mortel tendu par les «armées de libération», formé par les militaires régulièrement engagés, par ceux envoyés se regrouper, par les «free lance» qui offrent leur capacité

militaire au maître qui les paye le mieux. Telle est la réalité qui se consume d'une humanité qui s'effondre sous un déluge de feu et de mort. Avant la guerre, Alep comptait 1,9 millions d'habitants: la plus peuplée des villes de Syrie, plus grande que Damas. Combien de temps faudrait-il pour la faire disparaître de la scène de l'histoire, alors que 5000 ans de vie et de grands tremblements de terre n'ont pas suffi à la détruire? Et Mossoul, la ville de près de 1,5 millions d'habitants au bord du Tigre, quelle sera sa fin?

Certains journalistes n'ont guère tardé à soutenir qu'existaient en Syrie les conditions d'un compromis pouvant assurer un équilibre militaire entre les rebelles et Bachar al Assad, mais qu'aujourd'hui c'est impossible de remédier: les USA devront se résigner à une victoire de Poutine en Syrie. L'attaque russo-syrienne contre Alep n'est que le début d'une crise internationale plus longue. Autrefois on les appelait «guérilléros», «partisans». Aujourd'hui il s'agit de bandes armées, de miliciens, de terroristes, avec ou sans drapeau, dont la «légalité» n'est «garantie» que par la puissance de feu et par l'armement des grandes puissances, c'est-à-dire par le *terrorisme impérialiste*. Il y a de tout, dans le fatras de libérateurs, syriens, russes, américains, turcs, kurdes, irakiens, iraniens, libanais, prêts à mourir pour Assad, pour les USA, pour le Prophète et ses différentes sectes (sunnites, chiites, alaouites), pour le Califat, pour Israël, pour la Palestine, pour le Kurdistan... Dans la région d'Alep, quel est l'objectif? Le *premier* est de redessiner le territoire de la Syrie septentrionale à la frontière de la Turquie (qui finira en partie dans les mains des Turcs), territoire qui va de Kobané à Rabik, de Raqqa à Tal Abyad (et dans le partage, que reviendra-t-il aux kurdes syriens?); le *second*, plus important, consiste à assigner définitivement à la Russie la base navale de Tartus et la base aérienne de Latakia, toutes deux au bord de la Méditerranée, en face de Chypre. Mais cela ne suffit pas, parce que la défaite d'Assad laisserait une foule de restes à dépioter dans la partie occidentale turco-irakienne-kurde. Et entre-temps que deviendront le Liban et les dizaines de camps palestiniens?

Et suffira-t-il de redessiner la nouvelle Syrie? Le Moyen Orient n'est plus désormais qu'un parcours guerrier, un parcours qui n'a plus besoin d'être connu. De la guerre arabo-israélienne de 1948 à celle Iran-Irak avec son million de morts (1982-88); des deux «expéditions» américaines (1990 et 2003) à cet épouvantable jeu guerrier en Syrie et au nouvel affrontement armé entre l'Arabie Saoudite et le Yémen, tout est déjà fait: l'Histoire coule comme un immense fleuve de pétrole près du Tigre et de l'Euphrate. Le Moyen Orient est une immense aire désolée couverte de sépulcres blanchis. Comme lors des deux guerres mondiales du XX<sup>ème</sup> siècle, il ne se passera pas beaucoup de temps avant que les noms des morts soient transférés sur les inscriptions des pierres et des colonnes de marbre des cimetières, éparpillés

partout pour nous rappeler le nationalisme et l'odeur de mort qui y règnent jour et nuit. Dans peu d'années, on se rappellera la population civile et les centaines de milliers de prolétaires tués seulement *comme de la marchandise abîmée*. Les milices djihadistes anti-Assad soutenues par les Américains et entassées dans les quartiers d'Alep-est, les combattants pro-Assad soutenus par les Russes parmi les édifices en ruines du côté ouest, les bandes de l'ISIS sur le terrain, les offensives aériennes de Damas et de Moscou, celles des USA et d'Ankara ne conduiront à aucune paix.

Puis arrivera aussi l'incident, qui greffera la guerre chez les «énergiques combattants» anti- ISIS: il suffit de savoir attendre. Pendant ce temps, pour que la destruction puisse être menée jusqu'au bout, on aura encore besoin d'une autre des fameuses trêves.

«A Alep se joue le destin du monde», continue-t-on à dire. Mais de quel monde? Disons-le: il s'agit du monde du Capital, des Etats nationaux impérialistes, de l'exploitation, de l'oppression sociale et des guerres. «Soyez pratiques – recommande t'on – il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac».

Le nationaliste, surtout celui qui ne meurt pas tant que vit ce mode de production écoeurant, prend toujours parti pour un clan capitaliste-impérialiste ou pour l'autre. Au premier plan, il y a toujours la «défense de son propre pays». Donc ne pas mettre tout le monde dans le même sac: rassembler dans un chapeau avec un écusson étoilé tous les amis des Etats Unis, et dans un autre tous les Russes et pro-Russes, les anti-Américains ou les anti-impérialistes. «La seule possibilité de sortir vivants de cet enfer – disent ces derniers – c'est que l'Empire se 'désimpérialise': c'est-à-dire que la politique impériale américaine accepte un monde «à polarités variables», où chacun pourrait trouver son propre ordre, son statu quo. Pour la «gauche nationaliste» il existe un seul pôle impérialiste: le «pôle occidental», dirigé par les Etats Unis. Les Etats fictifs, ces non-nations, ces bandes religieuses, armées ou non jusqu'aux dents, ne seraient pas des Etats impérialistes. L'«anti-impérialisme militant» se bat donc pour arrêter la terreur impérialiste en décomposant le gigantesque pôle impérial des USA.

Autrement dit en termes de perspective de guerre: holocauste nucléaire à l'américaine, ou guerre en morceaux, guerre asymétrique ou à géométrie variable? Une position radicalement anticapitaliste, qui inciterait les classes opprimées, exploitées et massacrées, à répondre à *la guerre des maîtres du monde par la guerre des classes poussée jusqu'à la révolution sociale*, dans une période contrerévolutionnaire comme la nôtre, en Syrie ou ailleurs dans le monde, est pour l'instant bloquée, de même que le défaitisme révolutionnaire, qui revient seulement à aboyer à la lune, en l'absence, dans la *situation présente*, du parti de classe.

L'«interventionnisme humanitaire» est ce qui est le plus en vogue, que ce soit chez les franciscains ou les cœurs faibles: une indication politique qui s'accorde parfaitement au terrorisme impérialiste; mais la «police internationale», c'est-à-dire les «casques bleus» de l'ONU ou l'internationalisme démocratique et progressiste du Président Obama, si cher à ses nombreux supporters européens, conviendrait aussi, même s'ils sont aujourd'hui un peu déçus.

«Les rapports entre Moscou et l'Occident – ajoute le quotidien économique italien *«Il Sole 24 Ore»* du 12 octobre – ressemblent de plus en plus à une réédition de la *guerre froide*». La rencontre entre Hollande et Poutine a échoué à cause de la reprise des bombardements russes et syriens sur Alep-est, pour le veto au Conseil de Sécurité de l'ONU opposé par la Russie à la résolution française sur un immédiat cessez-le-feu et avec l'accusation de «*crimes de guerre*». La dure prise de position du ministre des affaires étrangères britannique Boris Johnson, invitant les pacifistes anglais à manifester devant l'ambassade russe, et la manifestation soutenue par Jeremy Corbyn, «*Stop the War*», sont les aspects les plus théâtraux de l'actuelle situation. Pendant ce temps, les affaires mondiales continuent à tourner autour de la production endiablée de pétrole (avec de faux accords de l'OPEP pour en geler le prix), tandis que la guerre continue son cours. A leur tour Moscou et Ankara «font la paix» au nom du gaz: au jour du dégel, le projet de gazoduc Turkish Stream est mis en chantier – coût prévu, 11,4 milliards d'euros, 910 km sous la mer, 180 en Turquie, théoriquement en direction de l'Europe, en sautant l'Ukraine. Varsovie efface en même temps l'affaire de 50 hélicoptères d'Airbus avec la France et Hollande n'ira plus en Pologne: le ministre de la Défense polonais a expliqué que ce seront la Lockheed et la Leonardo Finmeccanica qui fourniront les hélicoptères. Le même jour Merkel voyage en Afrique pour se procurer des affaires et depuis le sommet OTAN en Varsovie on passe concrètement au déplacement de «bataillons de la paix» dans la Baltique (avec la glorieuse participation de 140 militaires italiens en Lettonie)...

Tandis que tout le front impérialiste occidental sollicite de «*faire payer* les Russes» avec de nouvelles sanctions (?) pour l'attaque à Alep-est en soutien à Assad, le syndrome de la «Russie assiégée» est de nouveau dépoussiéré: à partir de l'enfer, réapparaissent les millions de morts de la 2ème guerre mondiale en tant que formidable «guerre patriotique». La Révolution d'Octobre, qui a été le plus grand événement contre la guerre impérialiste, se perd dans le brouillard et disparaît du souvenir. Le revanchisme réapparaît: c'est la dénonciation de l'impression d'encerclement qui a poussé la Russie – dit-on d'une part – à suspendre l'accord avec les USA sur le démantèlement du plutonium, c'est la réponse à l'encerclement des installations polonaises et tchèques, c'est la faute du récent Sommet de l'OTAN à Varsovie si on a eu le sentiment actuel d'insécurité générale en rappelant à l'esprit la «guerre froide», c'est l'intrusion américaine dans toute l'Europe de l'est qui a créé la situation du Donbass dans l'Ukraine de l'est, et donc le retour légal chez elle de la Crimée et le soutien russe sont légitimes de même que la demande d'aide d'Assad...

De l'autre côté on répond: ce sont les Russes qui ont déplacé de nouvelles batteries de missiles à Kaliningrad, ce sont les navires russes au large de la base navale syrienne de Tartus qui créent toute cette insécurité...

Pendant ce temps, le terrorisme impérialiste s'étend, et il ne s'arrêtera pas tant qu'on ne sera pas arrivé au point de non-retour. Que le prolétariat puisse tirer de ces événements annonciateurs de tempête la leçon historique de toujours, qui impose comme solution absolument nécessaire sa dictature de classe, dirigée par son parti, pour la destruction du mode de production capitaliste.

# Restes et putrefaction des «questions nationales»

(il programma comunista, n.1/2017)

Dans le marasme le plus complet et la pourriture d'un opportunisme politique qui dépasse de loin celui du siècle dernier, lorsque la social-démocratie et le stalinisme avaient abattu leurs haches sur les corps des prolétaires, la «question nationale» est aujourd'hui ressuscitée par des petites bandes politiques et d'authentiques saltimbanques. Et ce, pas seulement dans le monde divers et varié des «médias» et des «réseaux», mais dans celui réel des rejetons national-communistes de tous les pays: staliniens repeints à neuf, néo-situationnistes, rouges-bruns, «communautaristes», etc., qui s'efforcent d'éloigner la reprise prolétarienne en se présentant dans l'arène politique bourgeoise au moment même où la crise du capitalisme s'éternise et où notre classe aurait bien besoin d'autre chose. Mais d'autre part, la deuxième fois que l'histoire la présente, la tragédie ne prend-elle pas la forme d'une farce?

Par exemple les bouffons de cour pro-américains («souverainistes», populistes, libéraux et protectionnistes) et les partisans d'une «salade russe» (dans les pays baltes et du Caucase, dans le Donbass et en Crimée, etc.) servent de diversion pour désorienter un prolétariat qui a encore du mal à émerger des ruines de terribles défaites historiques, de sanglantes trahisons.

Les bourgeoisies impérialistes ne suffisaient pas à décomposer et recomposer les *puzzles* des peuples : il fallait aussi mixer les «nations», les Etats fictifs, les dislocations pseudo-ethniques, là où, à la suite de guerres menées directement ou par procuration, s'entrecroisent des flux de matières premières, d'armes, de drogue, de moyens monétaires et financiers, qui sont les véritables autoroutes de l'immense trafic impérialiste...

Nous voici donc à nouveau en train d'affronter les restes et la putréfaction de ce qu'on appelle les «questions nationales». En effet on voit toujours plus s'élargir les décors et s'allumer les lumières de la rampe ensanglantée du Moyen Orient. La question est donc la suivante : peut-on encore dire que le postulat de l'autodétermination des peuples est à l'ordre du jour dans la situation historique actuelle, alors que la phase des révolutions bourgeoises et des révolutions doubles est close et que sont présentes les conditions socio-historiques d'une «révolution prolétarienne pure», non seulement en Europe, mais dans le monde entier? Pour nous la réponse est claire: NON. Mais nous ne pouvons nous contenter de cette seule syllabe. Parcourons donc brièvement les positions de Lénine en 1914 («Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes»):

«Avant tout, (...) il est nécessaire de séparer rigoureusement deux périodes du capitalisme, périodes qui sont radicalement distinctes du point de vue des mouvements nationaux. D'une part, il y a la période de la chute de la féodalité et de l'absolutisme, la période où se forment la société et les Etats démocratiques bourgeois, et où les mouvements nationaux deviennent pour la première fois des mouvements de masse, entraînant, d'une façon ou d'une autre, *toutes* les classes de

la population dans la vie politique au moyen de la presse, de la participation aux institutions représentatives, etc. D'autre part il y a devant nous la période des Etats capitalistes complètement formés, où le régime constitutionnel est consolidé depuis longtemps, où l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est fortement développé, la période qui peut être défini comme la veille de la chute du capitalisme.

«Ce qui est typique de la première période, c'est le réveil des mouvements nationaux, dans lesquels sont également entraînés les paysans – qui sont la couche sociale la plus nombreuse et la plus difficile 'à mettre en mouvement' – par rapport à la lutte pour la liberté politique en général et pour les droits des nationalités en particulier.

Est typique de la deuxième période l'absence de mouvements démocratiques bourgeois de masse: c'est la période où le capitalisme développé, en rapprochant et en mélangeant entre elles les nations déjà totalement attirées dans la circulation des marchandises, met au premier plan l'antagonisme entre le capital internationalisé et le mouvement ouvrier international.

«Naturellement ces deux périodes ne sont pas séparées par un mur, mais sont reliées par de nombreux anneaux de transition. De plus certains pays se différencient par la rapidité de leur développement national, par la façon dont leur population est répartie sur le territoire, etc., etc. On ne peut commencer à élaborer un programme national marxiste pour un pays donné sans considérer tous ces facteurs historiques généraux et les conditions politiques concrètes ».

Et il ajoute, un peu plus loin :

«Dans la majorité des pays occidentaux cette question est résolue depuis longtemps. Il est donc ridicule de chercher, dans les programmes occidentaux, la solution de problèmes qui n'existent pas». (1)

Voilà donc ce que disait Lénine à propos de la «question nationale». La question «le droit à l'autodétermination des nations dans les pays plurinationaux» doit-il encore apparaître dans le programme du parti de la révolution mondiale? apparaît donc claire: est-il encore possible de reprendre la tactique de la «dictature démocratique du prolétariat allié avec les paysans pauvres» («la révolution double» ou «vraiment populaire»)? Quelles sont les particularités historiques concrètes, comme dirait Lénine, qui nous obligeraient au niveau mondial à reprendre telles quelles les «Thèses de Bakou», nécessaires au temps de l'Internationale Communiste dans son Deuxième Congrès de 1920? L'Internationale des premiers congrès a eu besoin alors d'affronter les problèmes de la «question nationale»: la question était alors ouverte dans une immense partie du monde et la «révolution double» était encore à l'ordre du jour.

1. Lénine, «Du droit des nations à l'autodétermination» (1914), dans *Œuvres choisies*, vol. II, p. 232, 235.

Notre époque est au contraire celle où la question nationale n'est plus *historiquement* à l'ordre du jour. Elle est caractérisée par une complexité de parcours historiques, mais la direction du mouvement est tracée et les vicissitudes souvent contradictoires qui pourraient se présenter ne peuvent pas en changer le cours. Il ne s'agit pas de l'*indépendance économique* des nations, qui n'est jamais possible à l'époque de l'impérialisme, mais de l'*indépendance formelle* des Etats nationaux, dans les différentes aires du monde où la question du droit à la séparation jouait un rôle positif lorsqu'il existait encore des Etats plurinationaux. Le prolétariat international, dans sa guerre de classe contre le capitalisme a toujours considéré comme fondamentale la revendication de l'indépendance formelle d'un Etat, certainement *pas pour le gonfler*, mais comme condition pour l'abattre, surtout en présence d'un prolétariat «local» désormais réveillé par les forces productives.

Nous ne pouvons pas oublier cependant l'importance qu'ont encore aujourd'hui, dans certaines aires du monde et jusque dans l'Occident «avancé», des contradictions *non pures*, c'est-à-dire qui ne se limitent pas à celles entre capital industriel et prolétariat salarié (mouvements nationaux marginaux, mouvements résiduels des paysans). La question est la suivante : ces contradictions, secondaires dans la dynamique réelle de l'histoire contemporaine, dans les rapports de force entre les classes principales, peuvent-elles faire avancer le mouvement révolutionnaire du prolétariat? Peuvent-elles avoir au moins une potentialité semblable à l'*épopée des peuples de couleur* dans le second après-guerre?

Face à une «dynamique pure», où seraient ouvertement opposées *seulement les deux classes ennemies, le prolétariat et la bourgeoisie*, il ne resterait qu'à négliger les dynamiques secondaires.

D'autre part, qui pourrait négliger la masse des paysans en Afrique et en Asie (y compris en Chine et en Inde) toujours moins capable cependant d'engendrer des «mouvements agraires», et les luttes ethno-nationales qui pourraient se présenter sous la poussée des affrontements inter-impérialistes? D'ailleurs, au milieu des contradictions, comment ignorer la force des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière de l'époque impérialiste, capables de constituer un vaste front réactionnaire, justement en exploitant les aspirations ethniques, religieuses, nationales? Et la puissante marche en avant du prolétariat lui-même ne pourrait-elle demain, au cours de la guerre civile révolutionnaire, avoir un effet d'entraînement capable de déplacer les masses même les plus arriérées dans une direction opposée?

Avec la fin de l'ancien colonialisme et la naissance de l'impérialisme moderne, toutes les grandes puissances se sont donné beaucoup de mal pour sortir des difficultés de la gestion des occupations territoriales et des annexions forcées.

Elles les ont transformées en «accords» économiques et politiques: en réalité de sordides alliances et des soumissions matérielles et financières. Comme on le sait, le «droit à l'auto-décision des peuples» domine l'assise de l'ONU, l'«égalité des nations» est reconnue universellement; le droit de se séparer, quand cela sert les intérêts de la bourgeoisie, est un fait désormais approuvé,

le legs idéologique diffusé par la bourgeoisie impérialiste domine désormais la société politique et économique mondiale. Les derniers événements dans les Balkans attestent que la poussée vers la désagrégation de l'ex-Yougoslavie (sa *balkanisation*, comme au XIXème siècle) a été un produit de la politique de puissance de l'Allemagne et des Etats-Unis, de l'Occident hyper-développé. Ce sont les grandes puissances qui ont mis le feu aux poudres des divisions territoriales (Croatie, Slovénie, Bosnie, Kosovo, etc.), en les nommant «nations».

Il n'empêche qu'ailleurs le «droit à la séparation» des minorités est réprimé par une bourgeoisie ou une autre, la grande bourgeoisie ou la petite (Irlande du Nord, Pays Basques, Tchétchénie, Kurdistan, Palestine, Tibet, pour ne donner que quelques exemples). Et elles ne sont pas seulement là. Il manque à l'appel de petits groupes nationaux, des restes d'anciens colonialismes, des territoires emmêlés dans le tissu de plusieurs nations, des zones frontières qui alimentent les guerres locales, sans possibilité d'un débouché réel. En Afrique centrale il y a un enchevêtrement inextricable de peuples, d'Etats, de groupes ethniques. Il n'empêche que les divers Etats fictifs inventés et redessinés sont des béliers impérialistes dont la violence anti-prolétarienne ne le cède en rien à celle des Etats superpuissants. Il suffit de jeter un coup d'oeil au Moyen-Orient! Et pourtant chez les national-«communistes», il se trouve toujours quelqu'un qui s'agenouille devant une «patrie socialiste» sacrée, plongée dans le pétrole (Venezuela) ou confite dans le sucre (Cuba).

Il s'agit de «restes»: c'est-à-dire de réalités marginales, dont la solution n'influencerait que peu ou pas du tout la dynamique de l'ensemble de la lutte de classe (mondiale, continentale). Et cependant le redimensionnement du mot d'ordre d'autodétermination des peuples dans les termes où il a été proposé dans le passé peut-il par là-même faire disparaître la «question nationale»? Non. Il y a dans la «gauche» des gens qui croient dans la possibilité d'une future «guerre anti-impérialiste» pseudo-prolétarienne qui soutiendrait les «patries socialistes».

D'ailleurs la marque «patrie» étaye, soutient et baptise aussi bien la grande que la petite bourgeoisie de droite et de gauche, sans oublier les anarchistes et les proudhoniens (et bien sûr partisans de luttes locales et localistes).

Pour les communistes, dans la société capitaliste toutes les patries, réelle, fictive, ethnique, y compris «l'île qui n'existe pas», sont une marque de fabrique gravée au fer rouge sur la peau des prolétaires: la révolution prolétarienne effacera la marque d'appartenance des prolétaires à la nation, qui est inséparable du capital, du patron et du syndicaliste professionnel.

La «question nationale» est un «problème» de la lutte de classe internationale: un problème à résoudre, et non à liquider. La réalité du Capital est certainement pleine de contradictions, mais la révolution communiste a pour tâche de l'effacer de façon dictatoriale et définitive.

Le prolétariat ne doit plus se charger des *restes nationalistes*, avec l'illusion qu'ils pourraient devenir des tremplins pour la *révolution socialiste* (questions de l'Irlande du Nord, du Pays basque, de la Catalogne, pays slaves, Palestine, Kurdistan, Tchétchénie, Ukraine, etc.).

Il s'agit de restes authentiquement gangrénés.

Le prolétariat lutte à un horizon de 360 degrés, et il n'y trouve pas de «bourgeoisies opprimées d'autres phases

historiques», à qui remettre un «droit à l'autodétermination» ou à la «séparation» *pour accélérer le cours de la révolution prolétarienne*, parce que aussi bien quantitativement que qualitativement, *le problème est désormais dépassé*. Cela ne signifie pas que ces problèmes de nature petite-bourgeoise ne peuvent pas provoquer des luttes timides et contingentes dues aux contradictions nées localement, au cours d'occupations de guerre. *Mais les causes sont ailleurs*. Même la première guerre mondiale n'a pas eu sa cause dans les Balkans, comme on l'a dit, avec tout le cortège des entités ethniques balkaniques. Et la deuxième guerre a encore moins été causée par les frontières incertaines de l'Italie, de la Pologne, de la France, les frontières tchèques ou autrichiennes, mais par des forces de destruction bien plus complexes qui se sont accumulées dans les sous-sols des puissances impérialistes.

Le premier moteur se trouve dans la lutte mortelle entre capital et travail. Imaginer que les bourgeoisies petites, qu'on appelle «aujourd'hui» opprimées, et dont parlait Lénine, peuvent représenter l'amorce de mouvements révolutionnaires prolétariens (seule chose qui nous intéresserait) est une illusion aussi naïve que dangereuse: l'amorce est devenue trop faible, par rapport à toute l'aire de l'Europe occidentale jusqu'à 1871 et à partir de 1905 dans l'Europe orientale, en Asie et en Afrique. Aujourd'hui cette phase est désormais close au niveau révolutionnaire mondial. Une bourgeoisie révolutionnaire qui alimente une guerre, offensive, agressive, révolutionnaire, démocratique, comme la bourgeoisie bismarckienne avant la guerre franco-prussienne de 1870-71, n'existe et n'existera plus: le mal qu'ont eu l'Italie et l'Allemagne pour se constituer en nation démontre qu'il est aujourd'hui impossible, dans le cadre de la réalité présente (économique, politique et militaire) de soutenir une nouvelle épopée nationale et donc une quelconque possibilité pour le prolétariat d'exploiter les contradictions politico-sociales pour les transformer en *révolution en permanence*, comme l'écrivait le programme des communistes de 1848. L'élan des «peuples de couleur», auquel la bourgeoisie impérialiste et colonisatrice a opposé sa propre force, masquée en « guerre froide » entre colosses impérialistes (qui à Yalta avaient négocié leurs zones d'influence), fut durement réprimé et pacifié, à cause de la crainte que d'autres jeunes bourgeoisies ne s'avancent sur la scène de l'histoire pour revendiquer leur propre butin dans le monde.

Le prolétariat international ne peut plus se charger d'aucune revendication nationale, il ne peut soutenir dans un pays plurinational ni en premier lieu la nation opprimée et la plus intéressée (et la bourgeoisie qui est son porte-parole), ni évidemment la nation dominante, parce qu'ainsi il renoncerait à la défense des conditions d'existence et de vie de ses frères de classe, les prolétaires, en appuyant des privilèges, des racismes, des divisions créées par les deux bourgeoisies «ennemies». Il trouve en revanche dans la «nationalité opprimée» le prolétariat (et la masse des sans réserves), qui devra être soulevé pour instaurer sa propre dictature de classe avec le prolétariat de la «nationalité dominante», sur le mot d'ordre «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» et avec la tactique du *défaitisme*

*révolutionnaire* contre les deux bourgeoisies alliées. Il trouve aussi des groupes ethniques opprimés : des vestiges restés économiquement marginaux, qui aspirent à des fédéralismes et à des autonomies locales et culturelles, effets d'anciennes ou récentes subdivisions impérialistes, qui les clouent à un passé et à un présent éternels.

Il trouve des occupations de guerre, comme en Palestine, sur la peau du prolétariat arabo-israélien, et des réfugiés misérables de la Nakba: des occupations qui ne refusent pas à la bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit petite ou grande, de se tailler son espace vital économique, avec l'appui de la bourgeoisie dominante israélienne.

Il trouve des portions de la carte politique tracée d'abord par le colonialisme puis par l'impérialisme dans tout le Moyen-Orient, comme le Kurdistan éclaté en anciennes et nouvelles divisions qui se reflètent au sein même de la «nation opprimée»: kurdes iraniens, irakiens, syriens, kurdes-turcs, qui se répartissent politiquement et économiquement ce qu'il reste d'un territoire qui devait se former en «nation kurde», comme aurait dû se former en «nation arabe» l'ensemble du territoire compris entre l'Algérie et la Turquie.

Et le rêve latino-américain d'une unique nation de la Colombie au Chili, à quoi a-t-il abouti ?

Opprimées ou dominantes, ces populations sont le résultat de subdivisions et partages d'aires d'influence non seulement de l'impérialisme (avant tout américain), mais même des bourgeoisies indigènes: autres morceaux de territoires qui sont déjà passés à une économie pleinement capitaliste.

Dans le même territoire, vit un prolétariat matériellement et spirituellement opprimé, qui n'attend plus une libération nationale ou ethnique, mais *une libération sociale de l'exploitation de classe*: tellement opprimé qu'il ne réussit même plus à se former une conscience de ses simples intérêts de survie.

Il reste notre révolution à préparer, à accompagner et à mener à son terme: cette perspective n'est pas lointaine, si même le prolétariat égyptien des industries textiles et des campagnes s'est mis debout...

Lors de ce qu'on a appelé les «printemps arabes», le prolétariat a tenté de se débarrasser de l'exploitation pratiquée non seulement par la bourgeoisie impérialiste, mais aussi par la bourgeoisie industrielle et agraire nationale et par ses variantes confessionnelles. Le prolétariat, opprimé par les guerres, par les émigrations forcées, par l'enfermement dans des camps, par la haine de la petite-bourgeoisie et du sous-prolétariat, par les potentats religieux, se présente dans sa réalité matérielle, sans patries et sans réserves, en proie aux violences contre-révolutionnaires. En élargissant son horizon, le prolétariat de ces aires-là est à la recherche de sa propre classe, de la «fraternité des humiliés et offensés», dont le lien constitue dans les faits la prémisse de la révolution mondiale, tant dans les économies hyper-développées que dans les économies qui n'ont pas encore traversé la frontière de la survie.

# Le Moyen Orient est un cimetière

(il programma comunista, n.3/2017)

L'attaque atroce aux armes chimiques, qui n'a été et ne sera ni la première ni la dernière, et qui s'est produite le 5 avril contre un village de la province syrienne d'Idliv, s'est traduite par la mort de plus de 80 civils. Elle a été suivie par des représailles violentes, avec de nouveaux morts: 50 missiles lancés depuis des navires de guerre américains contre la base syrienne d'où provenait l'attaque chimique. L'action suivante des USA dans la région limitrophe entre Afghanistan et Pakistan, avec le déclenchement de la «Mère de toutes les bombes» (Moab), pour détruire les tunnels des djihadistes, a alarmé les Etats, qui ont vu là un sérieux avertissement adressé à la Corée du Nord et à la Chine. «La guerre est à nos portes!» ont écrit les journalistes *«embedded»*, en désignant comme responsables du recours aux gaz, d'abord le dictateur Assad et son régime «corrompu», puis les métropoles impérialistes du Moyen Orient, «pas assez démocratiques». Les chefs d'Etat ont montré aussi de la... compassion pour les morts, écrasés par le rouleau compresseur de la machine de guerre.

Quelques-uns ont levé au ciel leurs «mains propres» en affirmant leur propre innocence; quelques-uns ont parlé d'«incident», en laissant entendre que... personne ne connaissait la présence de dépôts de gaz nervin dans le quartier. La machine du mensonge, comme dans toutes les guerres, s'est mise en marche, les poisons de l'information et de la contre-information politique et militaire se sont répandus partout, en affirmant la responsabilité de tel ou tel «ennemi». Tout de suite, les machines de mort, les Etats bourgeois, se sont situés politiquement sous la couverture impériale russe ou américaine. Est aussi arrivée la condamnation quasi unanime de la «Communauté des Etats», l'ONU, l'égout où se mêlent toutes les eaux troubles de l'hypocrisie, de la violence, de la terreur, pour en sortir limpides comme de l'eau de source: et elle est arrivée pour convaincre pour la énième fois qu'il existe une institution qui se trouve en dehors des jeux de guerre, un endroit plus saint que des fonts baptismaux, le siège de la démocratie universelle des Etats, qui purifie de «tous les péchés du monde».

«*Cui prodest?* Cela profite à qui?»: telle est la question de l'universelle hypocrisie, qui accentue son propre mépris pour les enfants, les vieillards, les hommes et les femmes massacrés, de part et d'autre des fronts de guerre, en les appelant «boucliers humains» – cynisme qui a pour but d'alimenter et de justifier la riposte vengeresse. Les victimes des bombardements ont disparu comme de froides entités numériques, de même qu'ont disparu les 75 millions de morts de la seconde boucherie mondiale: disparus dans le néant, produits par la force anéantisatrice de la guerre bourgeoise, une force anonyme comme le capital.

Dans l'holocauste de ces années, on ne retient que les six millions de juifs des lager: le reste des cadavres épars sur toutes les plaines l'Europe et d'Asie est enfoui dans le silence. «A la guerre comme à la guerre!» dit la brute bourgeoise, en martelant dans les esprits des prolétaires l'idée que «la patrie est sacrée, comme est sacré le devoir de la défendre contre les ennemis». Mais le silence n'est

pas absolu: la vue est encore blessée par les milliers de monuments au soldat inconnu, comme elle est blessée par les milliers de monuments consacrés aux morts au travail. La guerre contemporaine ne s'abat pas seulement sur les soldats, mais aussi et surtout sur les civils. Elle s'abat tous les jours sur les prolétaires. «*Cui prodest?*» La «stratégie de l'anéantissement» domine horriblement: c'est le crédo du Capital.

Puisque la grande affaire nationale et internationale de la guerre ne peut pas militariser toute la population des «sans-réserves» en la poussant vers l'abîme, tous les non-combattants, les civils, contraints aux travaux forcés même en temps de guerre et aux services d'espionnage, deviennent aux yeux de l'ennemi du front opposé des «boucliers humains», coupables seulement d'exister. Ils servent à perpétuer dans un silence absolu la continuité de la puissance militaire de la classe dominante. Qu'elle appartienne à un camp où au camp opposé n'a aucune importance, parce que *l'impérialisme d'un front n'est pas différent de l'impérialisme de l'autre*. La Commune de Paris (1871) n'a pas eu de «boucliers humains», mais des *combattants révolutionnaires*: la puissance de feu des franco-prussiens de 1870-71 s'est abattue sans pitié sur les corps de nos camarades, les Communards. Les deux guerres mondiales du 20ème siècle ont été aussi des massacres de masse. Tous ceux qui dans les guerres modernes capitalistes comptent le nombre de morts, en les réduisant à une ethnie, à une race, à un groupe religieux, dissimulent volontairement le caractère de *classe des conflits*. Cette opération de comptabilité au rabais constitue la *vraie, la seule négation de l'Holocauste humain*, c'est-à-dire de l'Holocauste de Classe des 19ème et 20ème siècles. A eux s'ajoute, au cours des nombreuses décennies passées depuis la fin du second massacre mondial, *l'actuel assassinat de masse au Moyen Orient*.

La bourgeoisie mondiale réunie à l'ONU crie au scandale pour l'usage «interdit» des armes chimiques, alors que le bilan en Syrie s'élève à 400 000 morts, en majorité civils, et à des centaines de milliers de blessés, à des millions de ceux qui ont échappé à la mort, de fugitifs et de reclus, payés des milliards d'euros pour être enfermés dans ses lager. Tous ensemble (les bandes syriennes d'Assad, les Américains toujours volontaires, les soldats russes, les milices syriennes, iraniennes, saoudites et celles de l'ISIS, sont en train d'accomplir un horrible massacre en alimentant la guerre avec le pétrole comme moyen de paiement et d'échange, avec la production guerrière et les immenses arsenaux d'armes fournis par le capital financier occidental. Dans ce charnier, on essaie d'empêcher de toutes les façons que le front des migrants ne traverse la Grèce, l'Adriatique et les Balkans, pour se reverser sur l'Autriche, la Hongrie, la Slovaquie et autres pays de la civile et démocratique Europe, que ce fleuve ne déborde les murs, les barbelés, les quais des chemins de fer, les autoroutes barrées par les armées, la police, les forces de l'ordre...

Les fronts de guerre du Moyen Orient sont ouverts dans tous les Etats, depuis l'Egypte à travers le Sinaï, depuis le Yémen

à travers l'Arabie saoudite. Dans le pays du Croissant Fertile ne renaîtra plus aucune Syrie, aucun Irak, aucun Kurdistan: la frontière turco-syrienne est désormais une immense terre de personne, d'Alep à Mossoul. Dans le grand territoire surtout désertique qui mène de Damas à Homs, à Palmyre, à Alep, à Raqqa, à Kobané, puis de Mossoul à Bagdad, après avoir traversé les «fleuves du milieu», le Tigre et l'Euphrate, jusqu'à ce qu'ils se rejoignent à la frontière Irak-Iran, il restera une blessure ouverte et difficile à guérir, et surtout une tragique instabilité. Plusieurs demandent une «enquête démocratique internationale» sur le bombardement avec des armes chimiques, on invoque la «souveraineté violée» de la Syrie par les missiles américains. Tandis que les kamikazes de l'ISIS se font exploser en Egypte et en Russie et fauchent encore des civils dans les rues de Paris, de Bruxelles, de Berlin ; tandis que tout le territoire lybien est coupé en morceaux au nom du pétrole; tandis que des foules de migrants, en traversant la Méditerranée, se noient par milliers avec leurs charrettes, les criminels de guerre envoient des porte-avions et des missiles au large de la péninsule coréenne.

Et nous oublions peut-être la région du Caucase, la frontière russo-ukrainienne, la Crimée? Non, nous n'oublions rien.

Le prolétariat moyen-oriental est las de subir cette répression sans fin, il est las de ces massacres et de ces destructions, et le prolétariat mondial ne peut pas continuer à fermer les yeux sur tout cela. Aucun Etat bourgeois ne lui est ami: seuls sa classe et son parti le sont. Cette guerre, qui se prolonge à l'infini et s'abat sur le corps des prolétaires désarmés doit être arrêtée. Mais les seuls moyens qui servent cette perspective sont le *défaitisme* et la *guerre révolutionnaires*. Tandis que l'éternel réarmement remplit les arsenaux et que la destruction s'étend dans les rues, la patience quotidienne du prolétariat doit être abandonnée: le prolétariat doit s'organiser en se préparant à la lutte, car l'espoir illusoire d'un salut franciscain de paix qui a été cloué sur sa poitrine ne peut pas continuer d'être sa croix: l'«espoir» ne peut consister que *dans l'abandon de tous les drapeaux nationaux, la désobéissance à tous les ordres de l'ennemi de classe* (les classes dominantes nationales), *la désobéissance absolue, le défaitisme ouvert social et politique vis-à-vis de l'Etat bourgeois*.

## Il n'y a pas de paix dans le cimetière yéménite

Depuis 2011 les protestations, les cortèges, les manifestations deviennent toujours plus fréquents. Les attentats contre les mosquées et les immeubles du gouvernement et un an plus tard les affrontements au cours des «printemps arabes» se concluent avec le passage du pouvoir au vice-président Mansur Hadi. En novembre est signée la démission de Saleh: sa présidence par intérim aboutit à la formation d'un gouvernement commun avec l'opposition. En 2013, la Conférence du dialogue national affronte la «transition gouvernementale». Mais en 2015 le Yémen retombe dans le chaos, quand s'intensifient les attaques des rebelles chiites Houthis, qui se sont renforcées dans le Nord du pays avec une tentative de coup d'Etat, soutenue par l'Iran et dirigée par l'ex-président Saleh.

Pour arrêter l'avancée des Houthis dans la «guerre civile» yéménite, les Saoud mènent une guerre éclair, jamais réalisée auparavant, avec le soutien de dix pays arabes, pour ramener au pouvoir Mansour Hadi en détruisant les rares ressources et les équipements militaires des insurgés chiites et en prenant totalement le contrôle de l'espace aérien yéménite. En octobre 2015, un rapport d'Amnesty International

accuse l'Arabie Saoudite de crimes de guerre au Yémen pour avoir utilisé des bombes en grappe et avoir bombardé des écoles et des cliniques, en rasant villes et villages et en détruisant les populations au cours de la «guerre civile» entre les différentes factions. Un an plus tard, les mêmes protagonistes déclarent vouloir reconstituer le «légitime gouvernement du Yémen». Les massacres, du Nord au Sud, frappent au contraire la totalité du pays: d'une part les forces des Houthis, qui contrôlent la capitale Sana'a, alliées aux forces fidèles au président Ali Saleh, et de l'autre les forces loyales au gouvernement Mansur Hadi qui siège à Aden, font du pays un immense désert, avec des dizaines de milliers de blessés et environ trois millions de déplacés. Quelle «légitimité» nationale, quelle «recomposition sociale»? Une gangrène consume un corps social autrefois appelé «l'Arabie heureuse», et maintenant réduit aux pires conditions de la pauvreté et de la faim. Une «guerre civile» avec des alliés comme l'Iran et les Hezbollah libanais d'une part, et d'autre part un front de grandes et petites puissances moyen-orientales et africaines, et de super-puissances comme les USA, la Turquie, la France, le Royaume Uni et le Canada. Toutes responsables de l'immense cimetière moyen-oriental.

## Qui attaque qui? L'impérialisme agite la menace de la guerre totale

Le point critique des préparatifs de guerre se reconnaît au lancement d'une dizaine de drones et de missiles au cœur du système pétrolier saoudite: cela concerne toute la région qui va du Golfe Persique, à travers le détroit d'Hormuz, jusqu'au Golfe d'Oman, une région sur laquelle donnent tous les Etats du Golfe. Il s'agit des installations pétrolières de Saudi Aramco. L'attaque du 14 septembre, la cinquième, est la plus grave de celles effectuées de mai à septembre: elle a été suivie, le 11 octobre, par une attaque de deux missiles contre un pétrolier iranien au large de Gedda. Menace de guerre ou actes de guerre? Lors de la première attaque ont été endommagés quatre pétroliers, dont deux saoudites, au large des Emirats Arabes. La seconde est une attaque par drones contre deux stations de pompage d'un oléoduc en Arabie Saoudite, dans la troisième deux pétroliers sont torpillés au large d'Oman, dans la quatrième il s'agit de puits à la portée des Emirats, sans conséquences pour la production, la quatrième est une attaque lourde avec drones et missiles contre des gisements et des installations pour le travail du brut entre Ryadh et Bahrain. Et ce n'est pas la guerre? Les conséquences sur l'élévation du prix du brut ne se font pas attendre : de 62 dollars le baril il grimpe à 67,5. Les installations frappées sont les équipements d'Abqaiq et Kurais, dont le premier est le véritable cœur du système pétrolier d'Arabie Saoudite, avec une capacité de sept millions de barils par jour. Ryadh affirme être prêt à remettre sur le marché deux des cinq millions de barils perdus.

A ce moment, un état de confusion agite le sommeil des chefs d'Etat, des ministres et des «directeurs spirituels». Trump menace de déclarer une «guerre à outrance», pour défendre la maison des Saud, tandis que les Houthis s'autodénoncent: une autodénonciation à laquelle, semble-t-il personne ne croit. On menace de sanctions plus dures envers l'Iran, dans la mesure où ce seraient les fameux «Gardiens de la Révolution» qui seraient les responsables des bombardements: ces sanctions, nées à la suite de la rupture de l'accord sur le nucléaire avec Obama, qui concernait l'activité d'enrichissement des matériaux fissiles, matériaux et structures qui pourraient avoir été mis en vente par n'importe quelle

puissance atomique, USA, Chine, Inde ou Pakistan. Le front diplomatique était donc alarmé: Hassan Rouhani et Mohamed Zérif, son ministre des affaires étrangères, mais aussi l'ONU et Mike Pompeo, le secrétaire d'Etat américain. Ce dernier dénonce les bombardements des installations pétrolières comme étant l'œuvre des Iraniens: pas directement, parce que les responsables pourraient justement être les rebelles chiites Houthis, qui se trouvent partout par petits ou grands noyaux en Syrie, en Irak, ainsi qu'au Yémen. Ce qui n'est pas convaincant et laisse perplexe, est la distance parcourue par les missiles: peut-être 1000 km. En effet les missiles pourraient aussi bien être partis du nord-est que du nord-ouest du Yémen, de même que du sud de l'Irak. Il ne fait pas de doute qu'avec une portée adéquate les missiles pourraient frapper les immenses arsenaux d'armes naguère fournis par les USA à l'Arabie, arsenaux dont la valeur monétaire s'élèverait à des centaines de milliards de dollars et qui disposent d'une force de destruction supérieure à celle d'un engin nucléaire. Ryad a investi des milliards de dollars

dans les technologies militaires: à eux seuls ses systèmes de défense aérienne (Patriot) ont coûté environ 6 milliards de dollars. Et pourtant il n'a pas réussi à protéger ses plus importantes installations pétrolières.

La guerre au Yémen s'est donc transformée, depuis quatre ans, en un conflit entre les deux factions: les Houthis (chiites) et la coalition militaire dirigée par les Saoud.

Le pays est désormais coupé en deux (si ce n'est en trois, si on compte les bandes de l'ISIS répandues un peu partout, y compris au Yémen). Certains disent que la mèche aurait été allumée, qui au Yémen, qui en Syrie. Qui sont les protagonistes? Il ne s'agit pas seulement de bandes de rebelles, de nationalistes, d'ethnies sans histoire, d'indépendantistes, d'autonomistes ou de congrégations religieuses. Si c'était le cas, il s'agirait d'un menu fretin incapable de posséder une «stratégie de fin de partie» caractéristique d'une grande puissance. Ceux qui guident vers l'abîme ces sous-classes dans le cadre de l'impérialisme mondial dominant, ce sont avant tout l'Iran et l'Arabie Saoudite.

## De la Lybie à l'Iran, en passant par l'Irak Luttes sociales et guerres impérialistes dans le contexte moyen-oriental

*(il programma comunista, n.1/2020)*

Dans notre numéro de mai-juin de l'année dernière, dans un article intitulé «Le tragique manège de la guerre de Lybie recommence à tourner», nous avons résumé presque neuf années (2011- 2019) d'événements, de luttes sociales et de guerres impérialistes dans le territoire libyen. A la fin de la seconde décennie, un nouveau et immense front de guerre s'est ouvert dans le pays, réduisant le territoire à un terrain de conquête de toutes sortes de mercenaires «très civilisés» et d'un rassemblement de potentats locaux en lutte ouverte les uns contre les autres.

Commencées en 2011 en tant que luttes sociales et politiques nées de la greffe de luttes ouvrières à partir d'Egypte, de Lybie, de Tunisie et d'Algérie, les révoltes nord-africaines (les «printemps arabes») se sont ensuite étendues à tout le Moyen Orient. Face aux plages de la rive sud de la Méditerranée, une foule apeurée de migrants erre sur les rivages de l'enfer (une mer qui se transformera une nouvelle fois en un immense linceul) dans l'attente de bateaux, une foule de civils désarmés, hommes, femmes, enfants, prolétaires voués au désespoir et à la mort, et de prisonniers ayant échappé aux lager dispersés dans le désert, traversé par un réseau de gazoducs et d'oléoducs. Après une suite d'affrontements politiques et sociaux, de lançements de missiles, de blocus maritimes et de bombardements aériens, l'alliance impérialiste formée par les puissances pétrolières de France, Italie, Grande-Bretagne et USA sous le commandement de l'OTAN, misérable association de bouchers et de brigands, a eu le dessus (et il ne pouvait pas en être autrement) sur le «Petit César» Khaddafi, qui gouvernait un Etat tout à fait précaire et, comme on dit aujourd'hui, «liquide», bouc

émissaire d'un contexte bien plus grand que lui, destiné à s'affronter aux puissances internationales et aux réalités locales rebelles formées autour des matières premières. Et le pays a été mis à feu et à sang. Résultat final: la séparation en deux aires de l'espace côtier et de son arrière-pays désertique, riche en pétrole autour du golfe de la Syrte – la Cyrénaïque et la Tripolitaine. En peu de temps, la deuxième guerre de Lybie en 2014, puis la troisième en avril 2019, s'ouvrent une route de Bengazi vers Tripoli, véritable objectif sur la côte occidentale, convoité par le général Haftar.

Les affaires pétrolières sont donc au centre de la dynamique de la guerre, à laquelle sont intéressées la France et l'Italie, et celles géostratégiques qui s'avancent dans l'aire de la Méditerranée orientale, de Chypre à la Lybie. Ici convergent les intérêts non seulement de la Grèce et de la Turquie, mais aussi de la Syrie, du Liban et d'Israël, ainsi que de la Russie (avec ses bases militaires et stratégiques de Latakia et Tartus) et de la Chine (Pirée).

La schizophrénie interventionniste prépare, en envoyant des armes, le partage de la Lybie, dont le cœur se situe autour des ports de Sirte et Misrata. Le jeu des alliances et des affrontements inter-impérialistes dans la région accroît la pression militaire générale, qui pousse rapidement les deux fronts l'un contre l'autre.

Au début du printemps 2019, la Lybie s'enfonce à nouveau dans le conflit armé. La fracture entre la capitale Bengasi d'Haftar (base de l'actuelle Armée nationale lybienne) et la capitale Tripoli de Serraj (base du Gouvernement soutenu par l'ONU et objectif d'une illusion fédéraliste) s'élargit avec le déplacement des

combats vers la banlieue Nord-ouest de la ville de Tripoli vers l'aéroport international, et de là vers Sirte, tombée entre les mains d'Haftar. Cette faiblesse de la situation aboutit à l'appui des troupes mercenaires turques à Serraj, auquel répond l'«appel aux armes» du général Haftar. D'une part et de l'autre, voilà les protecteurs de service des deux fronts, celui formé par la Russie, la France et l'Egypte, et celui des Saoudites et des Emirats Arabes (les plus importants acquéreurs d'armes américaines), aujourd'hui soutenu également par Erdogan. Tout en subissant l'attaque des missiles à Tripoli, qui fauche une trentaine de ses miliciens, Serraj élève la voix en imposant aux Européens de ne pas mettre le pied sur le sol lybien, parce que «ça suffit largement», pour le règlement de comptes, avec la présence turque des mercenaires djihadistes et l'utilisation des bases aériennes algériennes, à laquelle l'Algérie a donné son accord.

Dans le chaos qui a secoué tout le Moyen-Orient, de la Syrie au Yémen, avec des dizaines de milliers de morts, les manifestations funèbres (50 morts et 200 blessés dans la foule) ont représenté un corollaire et un accompagnement en protestant contre la mort de Soleimani et de sa suite. Comme on sait, la «vengeance patriotique» iranienne, les 22 missiles lancés sur les bases américaines en Irak, a eu comme «effet collatéral» les 176 morts répondant à l'abattage par la défense anti-aérienne iranienne du Boeing 737 des lignes ukrainiennes parti de Téhéran.

Le prolétariat irakien et iranien, qui dans les mois passés, s'était battu courageusement contre les classes dominantes des deux pays, en les accusant de corruption, d'appauvrissement de la population et d'exploitation des conditions de vie et de travail, et en protestant devant l'enchérissement des carburants, le rationnement du pétrole, les aides accordées à l'industrie pétrolière, avait connu l'horreur qui était montée derrière son dos : au cours des affrontements, la répression avait provoqué de 350 à 1500 morts selon les sources, tandis que pendant toute une semaine Internet avait été éteint pour empêcher que les masses des différents endroits ne réussissent à sentir le pouls et les potentialités de leur lutte. Le gouvernement a ensuite dissimulé les données officielles concernant les victimes, mais on considère que la répression a été encore plus violente que celle de la «révolution khomeiniste» de 1979, lorsque partout les ouvriers de très nombreuses usines étaient entrés en lutte avec une extraordinaire détermination.

Mais qui était Soleimani? Un général des «*pasdaran*», un engrenage de la répression et du pouvoir politique, bien inscrit dans le mécanisme des affaires économiques et religieuses : une sorte de «terminator», en Syrie, au Liban, au Yémen, actif dans la répression des protestations avec énormément de morts. Au cours de la guerre de Syrie

de toutes ces années, les différents commentateurs lui ont reconnu une extraordinaire capacité opérationnelle dans un sens «anti-américain», qui aurait su «éroder» (c'est comme cela qu'on dit!) des espaces aux Etats Unis de Trump. En réalité le général a partagé avec les Américains la sale besogne de la répression, en liant ses milices avec les masses révoltées, et en attaquant les mouvements de lutte nés spontanément. Sa mort violente a renforcé la dictature de la classe au pouvoir, en lui offrant l'occasion de renforcer le sentiment nationaliste et religieux, en soudant la légitimité impérialiste, aussi bien iranienne et irakienne qu'américaine, et en collaborant avec les «oppositions» intérieures au régime: cette petite-bourgeoisie qui joue depuis des années à soutenir la bourgeoisie iranienne.

Par ailleurs la solution consistant à expulser les Etats Unis de l'Irak est une autre de ces *boutades* qui ne font plus rire personne et qui ne servent à rien: du même genre que le mot d'ordre «hors de l'OTAN!». Le gouvernement irakien ne peut pas le faire, car il est un «gouvernement de transition», obligé de démissionner par les protestations de rue. D'ailleurs, le metteur en scène actif de la répression au moyen du réseau des milices entraînées par lui-même a été justement Soleimani. La réalité, c'est que les USA ne partiront jamais, ni du Moyen Orient, ni de l'Afghanistan, ni de l'Afrique. Trump aboie: «Rendez-nous d'abord tout ce que nous avons dépensé pour vous!». Il oublie que l'Irak des prolétaires et des désespérés de la Première et de la Deuxième guerres du Golfe a été mis en morceaux, tandis que la classe bourgeoise a été remise à sa place de travail. Avec la répression militaire et la paix des cimetières, s'use au Moyen Orient une armée de mercenaires, une montagne d'armes, un immense arsenal de missiles prêts à être lancés.

Tandis que les masses prolétariennes d'Iran ont montré, dans les jours qui ont suivi les funérailles de Soleimani et la mobilisation patriotique, qu'elles ne voulaient pas arrêter de manifester leur colère et leur décision de se battre contre ceux qui les affament, il faut que les communistes, en prenant ouvertement leurs distances par rapport à ces manifestations montées artificiellement, réaffirment que l'ennemi est en Iran et en Irak comme aux Etats Unis et en Israël, et dans tous les autres pays: l'ennemi c'est le mode de production capitaliste et c'est lui qui doit être détruit. Il faut donc que surgisse le besoin puissant de libération du prolétariat, et avec lui l'action décidée de défaitisme révolutionnaire qui attaque le militarisme bourgeois où qu'il se trouve. Et, sous la direction du parti de classe révolutionnaire, que renaisse la perspective de la prise du pouvoir et de l'instauration de sa dictature. Les prolétaires n'ont pas de patrie! Le cri de combat ne peut être que le même de toujours: «Prolétaires du monde entier, unissons-nous!».

# Le prolétariat palestinien dans le piège infâme du nationalisme

(il programma comunista, n.2/2024)

Dans nos articles, tracts et interventions orales consacrés au énième massacre perpétré depuis des mois dans la bande de Gaza par l'État israélien, nous avons toujours insisté pour utiliser le terme «*prolétariat*» au lieu de «peuple»: prolétariat palestinien, ou prolétariat arabe, ou prolétariat du Moyen-Orient. Il ne s'agit pas d'une bizarrerie linguistique : le terme «peuple» fait référence à toutes les classes, c'est un terme interclassiste qui implique une vision nationale, tandis que notre perspective, celle dans laquelle et pour laquelle nous avons toujours travaillé en tant que communistes, est une perspective qui, en particulier dans la phase impérialiste, n'est centrée que sur *une seule classe*, le *prolétariat*, et ne s'identifie donc pas au «peuple», à la «nation», à la «patrie», à l'«État bourgeois». Au contraire, il les combat tous et, ce faisant (*seulement ce faisant!*), il prépare notre classe à sa révolution.

C'est en ces termes que nous avons répondu à ceux qui, dans la rue, critiquaient, y compris avec arrogance et agressivité, un de nos tracts, parce qu'il attaquait «les bourgeoisies arabes de la région (y compris la bourgeoisie palestinienne)» pour avoir toujours trahi le prolétariat de Gaza et de Cisjordanie. Ceci, par contre, ne nous surprend pas: nous sommes bien conscients que notre perspective est minoritaire et à contre-courant: mais il n'y a pas d'autre voie et tous les prétendus raccourcis ne mènent qu'au désastre et à verser inutilement plus de sang de prolétaires.

Mais de qui parlons-nous lorsque nous parlons du *prolétariat palestinien*? Pour répondre, nous nous fondons à la fois sur un de nos articles de 1979 («La longue épreuve de la transformation de la paysannerie palestinienne en prolétaires», n° 20-21-22 de cette revue) et, sans nécessairement partager ses appréciations politiques, sur une étude d'Alessandro Mantovani publiée sur [www.rottacomunista.org](http://www.rottacomunista.org) («Le 'prolétariat' palestinien. Un peu de chiffres»), elle-même basée sur un large éventail de sources différentes. Commençons donc par le commencement.

\*\*\*

La création et le développement de l'État d'Israël sont évoqués par l'idéologie bourgeoise dominante comme l'une des épopées idylliques pour lesquelles elle a un goût très particulier: le désert n'aurait-il pas fleuri grâce aux vertus jamais assez vantées de ce «petit peuple»? Cette fable complaisamment répandue cache en réalité *le drame de la dépossession des populations paysannes*. Bien sûr, toutes les régions de la planète ouvertes l'une après l'autre à la pénétration du capitalisme ont connu ce drame: mais en Palestine, ce drame a été poussé à un *degré de cynisme et de barbarie rarement égalé*. Partout, la bourgeoisie et ses idéologues ont tenté de nier purement et simplement l'existence de cette expropriation, afin de préserver la pureté philanthropique de leur oeuvre. En Palestine, ils ont même nié l'existence de la population expropriée: «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». N'est-ce pas

plus simple? «Chacun sait que dans l'histoire réelle le premier rôle est tenu par la conquête, l'asservissement, le crime et le pillage, en un mot, par la violence. Dans la suave économie politique, c'est l'idylle qui a toujours régné. Le droit et le 'travail' ont été de tout temps les uniques moyens d'enrichissement, exception faite chaque fois, naturellement, de 'cette année'. En réalité, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce que l'on voudra sauf idylliques» (Marx) (1).

Le «paradis» du Néguev, les cultures florissantes d'agrumes et d'avocats dans les plaines côtières, ainsi que l'essor industriel (bien qu'à l'échelle d'un tout petit pays) supposent la dépossession totale de la paysannerie palestinienne. L'histoire de cette dépossession ressemble à celle des paysans anglais dont parlait Marx: «l'histoire de cette dépossession est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de feu et de sang» (2). Examinons-la.

## Du Code ottoman à la grande révolte de 1933-1936

L'épreuve de l'accumulation primitive, ou plutôt sa réédition palestinienne, qui n'est que l'acte le plus spectaculaire d'un drame qui a touché toute la région, remonte au milieu du XIXe siècle. Plus précisément, à 1858, avec l'établissement du Code de la propriété foncière par l'Empire ottoman, dont la Palestine faisait partie avec d'autres pays du Moyen-Orient. Cet empire archaïque ne pouvait rivaliser, ne serait-ce qu'un instant, avec les puissances modernes de l'Europe qu'en accentuant son joug sur les masses paysannes. Le but de ce code était de rendre individuelle la propriété de la terre jusqu'alors collective ou tribale. Les impôts, au lieu d'être payés collectivement, devaient désormais être individualisés, en engageant ainsi la responsabilité personnelle de l'individu en cas de non-paiement et en affaiblissant la résistance à la pression fiscale croissante.

Les agriculteurs qui jouissaient des fruits de la terre et de son exploitation selon les règles de l'organisation villageoise ou tribale ont réagi de différentes manières. Certains ont tout simplement refusé d'appliquer la loi et n'ont jamais enregistré leurs terres: ce sont eux qui, lors de la création de l'État d'Israël en 1948, ont été expulsés de leurs terres, sous prétexte qu'ils n'avaient pas de titre de propriété. D'autres n'ont pas déclaré à l'État plus que le tiers cultivé annuellement, laissant les deux tiers en jachère. D'autres encore ont enregistré moins de terres que celles qui étaient cultivées, sachant pertinemment que le contrôle effectif de l'État ottoman ne pouvait s'exercer sur tout le monde. Enfin, de nombreux villages enregistrent toutes les terres au nom des notables qui paient le moins d'impôts ou en sont exemptés, jouant ainsi

1. Capital, livre I, chapitre XXIV: «L'accumulation dite primitive».

2. Ibid.

sur la coutume selon laquelle l'empire, handicapé par sa taille, doit acheter les notables pour éviter qu'ils ne soient tentés de mener des révoltes paysannes contre le pouvoir central.

L'application du Code a ainsi renforcé le rôle des notables: devenus propriétaires terriens à l'origine «pour rendre service», il était inévitable que leurs héritiers cherchent un jour à tirer profit d'un titre que personne n'avait convoité. De son côté, l'État a exploité la disposition du Code qui considérait les terres sans propriétaire (en jachère ou non déclarées) comme propriété de l'État (terres *miri*) et a commencé à vendre, en vertu de ce droit de propriété, de vastes domaines à des marchands libanais, syriens, égyptiens et iraniens. Ces derniers ont tenté, avec plus ou moins de succès selon la résistance des paysans, de s'emparer de fait des terres ; ceux qui ont échoué ont conservé leurs titres, qu'ils ont ensuite vendus à des prix très avantageux à des organisations sionistes.

Le résultat de ce processus a été une concentration accrue de la propriété foncière, bien que les structures économiques n'aient pas encore subi de révolution profonde, puisque les paysans conservaient généralement la possession effective de la terre, même s'ils n'en avaient qu'une propriété juridique partielle. Tel est le tableau à la veille de la Première Guerre mondiale, à l'issue de laquelle la Sublime Porte (l'Empire ottoman) doit céder la place à la Grande-Bretagne.

L'intérêt de cette dernière pour la Palestine s'explique par sa position stratégique à proximité du canal de Suez et par son souci d'empêcher l'émergence d'un vaste mouvement anti-impérialiste, par l'instauration d'un État vassal coupant en deux une région où s'éveille un sentiment national unitaire. Ainsi, le jeu de l'impérialisme britannique rejoint les intérêts du capital sioniste pour créer un projet commun, consistant à former un État à la fois gendarme local et entreprise coloniale.

Si le capital sioniste a tenté d'établir des colonies en Palestine dès avant la chute de l'Empire ottoman, c'est sous le mandat britannique qu'il a pu réaliser son projet à grande échelle, grâce notamment à l'aide de la Fondation Rothschild, mais en bouleversant cette fois-ci les rapports de production de fond en comble (3). L'achat des terres par la J.C.A. (Jewish Colonization Association), créée à cet effet, ne pouvait évidemment que signifier l'expropriation des métayers et fermiers palestiniens. En effet, si les titres de propriété étaient détenus par les grands propriétaires absentéistes, qui en ont cédé l'écrasante majorité sans difficulté dès les premières années, les terres sur lesquelles portaient ces titres étaient l'élément indispensable à l'existence des paysans palestiniens. Ainsi, en ce qui concerne l'origine de la propriété foncière juive selon le type de vendeur, en 1920-22, le pourcentage de terres vendues par des propriétaires absentéistes était de 75,4%, celui des terres vendues par de grands propriétaires résidents de 20,8, celui des terres vendues par des fellahs (paysans) de 3,8 ; dix ans plus tard, en 1933-36 (à l'aube de la première grande révolte sociale), les pourcentages étaient respectivement de 14,9, 62,7, et 22,5 (3bis). Les chiffres parlent d'eux-mêmes: un processus rapide et profond de concentration et d'expropriation était en cours.

Le petit paysan exproprié, le *fellah*, devient alors un ouvrier agricole sur sa propre terre. La situation d'exploitation féroce de la main-d'œuvre locale par le capital sioniste au début du siècle est aggravée par le principe de la «main-d'œuvre juive», utilisé pour sauvegarder le plan d'implantation colonialiste: l'immigrant chasse le *fellah* de son emploi, tandis que les fonds sionistes prennent en charge le financement de la différence de salaire pour permettre l'emploi de la main-d'œuvre européenne. Cette situation ne pouvait se prolonger sans chocs violents, les paysans expulsés n'ayant d'autre choix que de crever en regardant les colons s'installer à leur place. D'où les soulèvements sociaux quasi permanents de 1921, 1925, 1929, 1933, 1936, etc.

En 1921, trois ans après l'arrivée des Britanniques, la situation est telle qu'une véritable insurrection éclate dans tout le pays. Les régions les plus touchées sont Safad au nord, Hébron et Jérusalem au centre. La colère de la paysannerie se tourne essentiellement contre les sionistes, dont les colonies sont sévèrement attaquées. L'armée britannique est chargée de rétablir «le calme et la paix» (elle a toujours montré un penchant pour ce genre de mission !). Pour de nobles raisons, bien sûr, elle est contrainte de réprimer la «minorité» irresponsable: exécutions sommaires, pendaisons, etc.

Ces révoltes culminent avec celle de 1936, qui dure trois ans et s'accompagne d'une magnifique grève générale urbaine de six mois. Sa force de frappe n'est plus la paysannerie ou la bourgeoisie, mais déjà un *prolétariat agricole* privé de ses moyens de travail et de subsistance et l'embryon d'une classe ouvrière essentiellement concentrée dans les ports et la raffinerie de pétrole de Haïfa. Il faut également noter que le mouvement s'est d'abord implanté dans les villes, puis a rapidement gagné les campagnes, où la guérilla s'est organisée à la fois contre les propriétaires terriens palestiniens et contre les colonisateurs britanniques et sionistes. De nombreux propriétaires terriens sont en effet visés par les révolutionnaires palestiniens pour avoir vendu leurs terres aux sionistes: pour les paysans dépossédés, il est clair que c'est sur leur misère que les spéculateurs fonciers s'enrichissent.

La contre-révolution stalinienne et l'absence en Europe d'un mouvement révolutionnaire capable de venir en aide à la révolution palestinienne ont laissé cette dernière seule face à la machine de guerre de l'impérialisme britannique, qui a cependant dû pour en venir à bout combiner la terreur des armes avec des promesses d'indépendance et d'autres manoeuvres similaires, et a même demandé aux féodaux arabes et aux rois locaux d'être à sa solde. Ces derniers invitent «fraternellement» les Palestiniens à déposer les armes et à faire confiance aux bonnes intentions du gouvernement de Sa Majesté. Et pour mieux leur faire comprendre cette invitation, les frontières de la Transjordanie (où régnait le grand-père du boucher d'Amman, le prince Abdallah, tué en 1952 par un Palestinien) étaient fermées aux guérilleros qui tentaient de s'y réfugier ou de s'y procurer des armes et des provisions, ainsi qu'aux volontaires de la région tentés de rejoindre les insurgés.

C'est de cette époque que datent les *lois sur la responsabilité collective des villages et quartiers arabes*, délices terroristes que le despotisme oriental semi-barbare a légués au capitalisme occidental hautement civilisé. Selon ces lois, les villageois sont contraints d'accueillir des détachements de police dans le cadre d'opérations punitives, et la popu-

3. Voir notamment Lorand Gaspard, *Histoire de la Palestine*, Paris, 1978, p. 140. 3bis. Source : Abraham Granott, *The Land System in Palestine – History and Structure*, Londres, 1952.

lation est tenue pour responsable des opérations menées par quiconque dans la région; elle est donc placée sous la loi martiale et bénéficie à la fois du droit à la destruction des maisons dans lesquelles les « rebelles » se sont réfugiés, et d'internements administratifs « pour l'exemple ». C'est ainsi que, suite à une opération qui avait coupé une ligne téléphonique en Galilée, trois villages furent assiégés par les troupes britanniques: tous les hommes furent alignés, comptés, et ceux qui avaient le malheur de tomber sur les numéros 10, 20, 30, etc. furent fusillés devant les villageois.

C'est avec ces méthodes que l'Angleterre chrétienne et démocratique entendait mettre fin aux révoltes des paysans sans terre, sans pain et sans travail. 30.000 soldats sont commandés pour contrôler une population qui ne dépasse pas 800 000 habitants! Tous les meneurs de grève sont emprisonnés. L'aide apportée aux colonisateurs par les notables féodaux et religieux qui s'étaient placés à la tête du mouvement est décisive: de mèche avec le prince Abdallah de mémoire de gauchiste, ils ne cessent de poignarder la lutte dans le dos, participant avec les Britanniques à la recherche d'un « débouché » à la situation. Les Britanniques lancent une grande offensive, au cours de laquelle les villages insurgés sont bombardés (les Israéliens font de même aujourd'hui) et qui se solde par un bilan de 5.000 Palestiniens tués et 2.500 emprisonnés (4). L'élan héroïque des ouvriers et des paysans palestiniens de ces années a ainsi été brisé. Le terrible isolement dans lequel la situation internationale les confinait empêchait leur horizon de s'élargir et donc leur révolte de se fondre dans la lutte de toutes les masses exploitées de la région contre le joug colonial et les anciennes classes dirigeantes. Mais elle était aussi paralysée par le poids du retard social dans lequel végétait le pays, ce qui se traduisait par une *orientation semi-féodale et semi-religieuse du mouvement*.

Si la classe ouvrière n'a pas pu jouer un rôle plus important, c'est aussi parce que le parti qui prétendait la représenter, le Parti communiste palestinien, suivait une orientation complètement erronée, d'ailleurs accentuée par une Internationale qui n'avait de communiste que le nom. Au lieu de se délimiter par une direction religieuse et réactionnaire, le PCP (Parti communiste de Palestine), au sein duquel militaient non seulement une majorité de travailleurs juifs sionistes mais aussi une minorité de travailleurs arabes, a été contraint par l'Internationale stalinisée de soutenir le mufti de Palestine, Hadj Amin Husseini, une sorte de Khomeini avant l'heure, voire pire. Une telle orientation a complètement désorienté les prolétaires et a favorisé le développement des tendances nationalistes dans les deux camps. Les ouvriers arabes, voyant leur parti soutenir l'aile la plus réactionnaire du mouvement, l'abandonnent pour des organisations nationalistes moins modérées; de leur côté, les ouvriers juifs ne peuvent soutenir une telle position sans se trouver totalement désarmés face à la propagande hypocritement « anti-féodale » du sionisme. Ici comme ailleurs, la contre-révolution stalinienne a complètement détruit le parti de classe, d'autant plus facilement en Palestine que le prolétariat y est encore embryonnaire et surtout terriblement divisé par la situation coloniale.

Le soulèvement de 1933-1936, bien que courageux, s'est donc soldé par un désastre total. Malgré le recul momentané de la Grande-Bretagne, contrainte de restreindre l'immigration juive pendant quelques années, le mouvement sioniste ne cessait de se renforcer. Au contraire, le mouvement palestinien plongea dans un tel état d'amertume et de déception que l'on peut, au moins en partie, faire remonter à 1936 l'issue douloureuse de la guerre de 1948.

## La naissance d'Israël et la guerre de dépossession

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ancien Empire britannique commence à céder la place au colosse impérialiste américain. Le mouvement sioniste s'en porte d'autant mieux que la présence britannique est devenue gênante, voire insupportable, poussant même plusieurs groupes sionistes, soucieux de construire leur propre État, à un mouvement terroriste anti-anglais (l'Irgoun, au sein duquel le futur premier ministre israélien et prix Nobel de la Paix, Menahem Begin, a été nommé à la tête de l'État d'Israël). Menahem Begin, prix Nobel de la paix, avec à son actif de nombreuses actions militaires et des attentats faisant des morts et des blessés). La Grande-Bretagne n'aspire plus qu'à se débarrasser de ses responsabilités en Palestine et elle refile la patate chaude à l'ONU, la nouvelle « caverne des brigands », bâtie sur les cendres de feu la Société des Nations.

Les préparatifs en vue de la création d'un État juif ont conduit à la guerre israélo-arabe de 1947. Alors que les délégués des vertueuses nations bourgeoises discutent dans les somptueuses salles de l'ONU pour savoir si un Arabe et un Juif peuvent vivre ensemble sans s'égorger (avec ces Orientaux, mon cher, on ne sait jamais...), ou s'il vaut mieux les séparer avec des chevaux de frise, l'État d'Israël voit le jour le 14 mai 1948. Cela a provoqué une émulation entre Truman et Staline pour savoir qui le reconnaîtrait en premier, mais surtout, cela a ouvert en grand la chasse aux Palestiniens.

L'histoire n'avait encore donné qu'un aperçu de la barbarie capitaliste: vider le pays de la plupart des paysans réduits à la misère est désormais l'objectif avoué. C'est une réédition en grand du calvaire des paysans écossais décrit par Robert Somers, que Marx cite dans le chapitre déjà cité du Capital: « Les propriétaires [en l'occurrence, les sionistes – Note de *Il programma comunista*] pratiquent l'éclaircissement et la dispersion de la population comme un principe fixe, comme une nécessité de l'agriculture, exactement de la même manière que dans les déserts d'Amérique et d'Australie les arbres et les broussailles sont balayés, et l'exploitation imperturbable poursuit son cours » (5).

Pour des raisons à la fois internationales et locales, Israël ne pouvait donc pas occuper l'ensemble de la Palestine. En effet, le processus d'expropriation est moins avancé dans certaines régions que dans d'autres: ainsi le Centre, plus montagneux, intéresse moins les sionistes; de plus, dans le cadre d'un partage sous l'égide de l'ONU, l'État d'Israël ne doit s'établir que sur une partie de la Palestine. La partie occupée est en fait plus vaste que celle prévue dans le plan de partage: mais la Cisjordanie et la bande de Gaza échappent momentanément à la conquête sioniste, la première revenant au prince Abdallah, promu roi de Jordanie par les Britanniques à la même occasion, la seconde touchant l'Égypte. Près d'un million de paysans et d'ouvriers palestiniens sont chassés de chez eux. Cette fois, la bourgeoisie n'a que faire du droit sacré à la propriété, de la légalité et autres leurres: *c'est la force brute, la terreur, le massacre et l'extermination qui sont érigés en loi suprême pour servir de base à toute légalité ultérieure*.

4. Voir notamment: Nathan Weinstock, *Le sionisme contre Israël*, Paris, 1969, Maspéro, Paris, p. 179 et 180.

5. *Capital*, I, ch. XXIV, par. 2, note 220.

Inutile de décrire les conditions misérables dans lesquelles étaient confinées les masses palestiniennes: elles n'avaient rien à envier aux camps de concentration d'où venaient de sortir des centaines de milliers de Juifs, poussés là par l'impérialisme en les faisant clignoter vers un Éden retrouvé. Pourtant, ce million de déracinés, chômeurs forcés, allait rompre à jamais le fragile équilibre régional et devenir l'épicentre des révoltes sociales du Moyen-Orient.

Malgré l'acharnement des autorités israéliennes à expulser le plus grand nombre possible de Palestiniens, une minorité parvint à rester sur place: environ 170.000 en 1948, au sein de l'État d'Israël. Cette population a dû subir une oppression sans précédent, peut-être inégalée si ce n'est dans les sociétés coloniales d'Afrique. La population palestinienne a dû passer sous les fourches caudines d'un régime militaire extraordinairement vicieux, qui n'a d'autre base «légale» que les fameuses ordonnances britanniques de la période du Mandat, y compris les *règlements de défense d'urgence promulgués* en 1945 contre la résistance juive à l'occupation britannique.

Voici deux témoins de l'accusation. Pour le premier, «la question est la suivante: nous serons tous soumis à la terreur officielle ou bien il y aura liberté sans procès [...], l'appel est aboli [...] les pouvoirs de l'administration d'exiler qui que ce soit et quand que ce soit sont illimités [...].

Il n'est pas nécessaire de commettre un délit, il suffit d'une décision prise dans un bureau quelconque». Pour le second: «L'ordre établi par cette législation est sans précédent dans les pays civilisés. Même dans l'Allemagne nazie, de telles lois n'existaient pas» (6).

Ces déclarations ont été faites lors d'une réunion de juristes à Tel-Aviv le 7 février 1946 pour protester contre la répression coloniale britannique: la première par Bernard (Dov) Joseph, futur ministre de la Justice d'Israël ; la seconde par J. Shapira, futur procureur général de la République israélienne. Il n'a pas fallu deux ans pour que cette barbarie «nazie» soit utilisée par les sionistes contre les Palestiniens.

Mais la législation précitée ne pouvait suffire à la voracité colonisatrice d'Israël, ce fruit monstrueux de l'alliance du sionisme et du capitalisme occidental. Il était urgent de perfectionner l'arsenal terroriste des *règlements de défense*, ce qui fut fait avec des lois ultérieures qui, sous couvert de l'état de guerre, tendaient à légaliser les expropriations. L'une des pièces maîtresses de cette législation est la «*loi sur la propriété des absents*». Selon cette loi, un «absent» signifiait «toute personne qui, entre le 19 novembre 1947 et le 19 mai 1948, était propriétaire d'un terrain situé en Israël et qui, au cours de cette période, était citoyen du Liban, de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, de l'Irak et du Yémen ; résidait dans ces pays ou, où que ce soit, en Palestine en dehors d'Israël; ou était un citoyen palestinien qui avait abandonné son lieu de résidence en Palestine pour s'installer dans une région tenue par des forces qui luttèrent contre la formation de l'État d'Israël» (7).

Il y eut alors des déplacements des personnes ayant fui les zones d'affrontements les plus violents: combien de paysans, considérés comme «absents» alors qu'ils ne s'étaient «déplacés» que de quelques centaines de mètres, ont vu leurs terres confisquées? Une autre vertu de cette loi fut de s'emparer des terres et des biens du clergé (6%): comme pour dire que «Dieu lui-même était absent»!

Autre monument de droit : la fameuse «*loi d'urgence*». Elle permet de déclarer certaines régions comme des «zones fermées»: une autorisation écrite du gouvernement militaire est alors nécessaire pour y accéder. Selon une autre disposition, si un village est déclaré comme une «zone de sécurité», ses habitants n'ont plus le droit d'y vivre. Plus de douze villages de Galilée ont dû être abandonnés pour cette raison: c'est la loi! D'autres règlements de même nature ont été promulgués: l'un d'eux permet de déclarer certaines régions «zone de sécurité temporaire», ce qui a pour effet d'empêcher les agriculteurs de cultiver leurs terres, tandis qu'un autre autorise l'État à confisquer les terres non cultivées «pour un certain temps». Bref, rien n'échappe à la loi....

Pour compléter cette magnifique construction juridique, les «*Emergency Ordinances*» de 1949, qui complètent les «Emergency Laws» britanniques de 1945, donnent à l'autorité militaire, pour les besoins de la «sécurité publique», le pouvoir de fouiller les maisons et les véhicules, de délivrer des mandats d'arrêt, de tenir des procès sommaires à huis clos et sans appel, de restreindre la circulation des personnes, de les assigner à résidence forcée, de les expulser au-delà des frontières. Par exemple, l'article 119 autorise la confiscation des terres, tandis que l'article 109 permet à l'armée d'interdire à quiconque de se trouver dans les lieux qu'elle désigne, et de dicter des restrictions à l'exercice d'une activité productive. Ainsi s'explique l'un des secrets de la démocratie: elle peut se payer le luxe de couvrir la violence ouverte liée à l'oppression de classe – ici aggravée par l'oppression raciale et nationale – du voile hypocrite de la loi (8).

Voici donc le moyen par lequel le sionisme, au nom du capital, a nettoyé la terre de ses habitants. On peut dire que dès la fin des années 1970, l'expropriation des paysans palestiniens était presque terminée dans les territoires occupés en 1948 (9). La rareté des terres s'étend également aux villes et aux villages où la population se gava et où les terrains à bâtir sont extrêmement limités.

Qu'est-il advenu de cette population, encore essentiellement paysanne en 1948, qui est restée en Israël? Le tableau suivant le montre:

#### Répartition de la main-d'oeuvre arabe entre les principaux secteurs d'activité

En pourcentage	1954	1966	1972
Agriculture	59,9%	39,1%	19,1%
Industrie	8,2%	14,9%	12,5%
Bâtiment et travaux publics	8,4%	19,6%	26,6%
Autres secteurs	23,5%	26,4%	41,8%

(Source: *Annuaire statistique d'Israël, 1955-1973*)

6. N. Weinstock, op. cit. pag. 392

7. Sefer Ha-Khukkim (Législation principale), 37, 1950, p. 86.

8. Pour un tableau complet de cette législation, voir Weinstock, op. cit., p. 374-399, Gaspard, op. cit., p. 187-189, Sabri Gerjes, *Les Arabes en Israël* (précédé de: « Les Juifs et la Palestine », par Eli Lobel), Maspéro, Paris, 1969, p. 95-116, et le n° 199 de *Problèmes économiques et sociaux* du 2-11-1973.

9. Sur les 475 villages arabes que comptait la Palestine occupée par Israël en 1948, combien en reste-t-il aujourd'hui?

Il n'est pas anodin de constater que dans le secteur industriel, la quasi-totalité des Arabes sont salariés. Parmi la population agricole active, 58% sont des prolétaires, ce qui signifie qu'en 1972, moins de 10% des Arabes Israéliens étaient encore liés à la terre. Quant aux services, ils regroupent la majorité des salariés, à tel point qu'en 1970 déjà, les ouvriers et assimilés représentaient 72% de la population active arabe (10). La nouvelle génération de Palestiniens vivant en Israël est donc essentiellement ouvrière, même si elle continue à vivre en milieu rural (74% de la population en 1967).

Le village qui continue à les abriter n'est plus qu'un ghetto dans lequel l'État d'Israël s'efforce de les enfermer. Ces travailleurs sous-exploités et sous-payés (dans de nombreux cas, le rapport est de un à deux pour le même travail) sont contraints de faire des heures de route dans des camions bondés pour se rendre sur leur lieu de travail et en revenir. Ces prolétaires ont enduré une épreuve de misère, de guerre, d'humiliation et de massacres dont ils gardent un souvenir indélébile (11). Le régime d'exception a bien été supprimé en 1966, mais cela ne pouvait signifier la suppression de ses lois. Les prérogatives du pouvoir militaire sont simplement transférées aux différents appareils de l'administration civile et, en particulier, à la police. En réalité, «quels que soient les droits et libertés reconnus par la loi ou la coutume aux habitants d'Israël, des considérations de sécurité sont toujours susceptibles de les remettre en cause sans enfreindre formellement la loi!» (12).

Les quelques paysans restants ont encore été récemment victimes de cette possibilité de rétablir une législation terroriste pour un oui ou pour un non. Ainsi, en 1976, 10.000 hectares ont été retirés à la population arabe ; cette attaque contre le peu qui restait a provoqué des manifestations de masse, des grèves et des affrontements avec la police et l'armée. Cette dernière décrète un couvre-feu et envahit de nombreux villages; six Arabes sont tués et plusieurs dizaines sont blessés. L'épisode est baptisé «Journée de la terre». Surtout, cette législation est utilisée contre toute contestation de l'État. Et qui devrait le «contester» davantage, si ce n'est la classe ouvrière? Au contact après 1967 de la nouvelle vague de travailleurs palestiniens soumis tour à tour au régime d'occupation à Gaza et en Cisjordanie, elle s'éveille d'autant plus hardiment à la lutte qu'elle a trop longtemps étouffé sa colère.

## Nouvelle vague de dépossession avec la guerre de 1967

La Palestine est un tout petit pays: 27.000 kilomètres carrés, un peu comme la Belgique. Un tiers est désertique, la culture y est très difficile et surtout très chère. Israël en a occupé près de 21.000 kilomètres carrés en 1948. Il est évident qu'un cadre aussi restreint ne peut satisfaire l'appétit d'une capitale sioniste pleine d'ambition.

Dans un tel contexte, l'expansion est une nécessité, et l'expansionnisme une religion d'État. Ainsi, en 1967, Israël s'empare de la Cisjordanie et de Gaza, et le phénomène de 1948 se répète. La bande de Gaza comptait en 1967 450.000 Palestiniens, dont plus des deux tiers étaient des réfugiés de la plaine fertile de Jaffa dont ils avaient été chassés en 1948. Plus de 100.000 habitants de Gaza, dont beaucoup prenaient la route de l'exode pour la deuxième fois, ont été contraints de se réfugier dans les pays voisins.

La Cisjordanie, qui comptait environ 850.000 habitants en 1967, c'est-à-dire avant l'occupation, n'en comptait plus que 650.000 trois ans plus tard, ce qui signifie que 200.000 Palestiniens ont dû tout quitter dans cette région et se retrouver dans des camps de misère appelés «camps de réfugiés». Ainsi, plus de 300.000 personnes ont été contraintes, pour une raison ou pour une autre, de quitter leur domicile et ont été frappées par l'interdiction de retour prévue par la législation israélienne, si apte à faire le vide. La fameuse «loi des absents» a bien fonctionné: 33.000 hectares sont tombés sous sa hache. 16% du total des terres appartenant à l'État ou aux communautés passent automatiquement à l'occupant.

Israël a également réquisitionné plus de 10.000 maisons appartenant à des «absents» devenus réfugiés dans les camps. Mais cette procédure est tout à fait habituelle. D'autres, plus raffinés, ont été découverts : c'est ainsi que dans le village d'Akraba, en Cisjordanie, les sionistes ont détruit les cultures en les aspergeant de produits chimiques. Faut-il ajouter que l'État a dépoussiéré tout son arsenal terroriste? Des milliers d'expulsions, comme l'a rappelé l'ancien ministre de la défense Simon Peres devant la Knesset; 23.000 Palestiniens ont été faits prisonniers entre 1967 et 1973; 16.312 maisons ont été détruites entre 1967 et 1971 selon le principe très biblique de la responsabilité collective; plusieurs villages, comme Latrun, Amwas, Yllo, Beit Nouba et d'autres, ont été purement et simplement rayés de la carte...

Sur les terres confisquées par ces méthodes de gangsters organisés par l'État, la colonisation a pu commencer en octobre 1967. En 1971, il y avait déjà 52 colonies dans les territoires nouvellement occupés. Par la suite, de nouvelles installations et de nouveaux projets ont suivi. Il est presque inutile d'ajouter que la population arabe est privée, encore plus qu'en Israël, de toute possibilité d'expression, d'association syndicale et politique indépendante. Le moindre soupçon d'appartenance à une organisation subversive s'est déjà traduit pour des milliers de Palestiniens par un total de plusieurs siècles d'hospitalité (ô combien agréable !) dans les geôles sionistes (13).

Il n'est pas dans notre intention de retracer toute l'histoire de cette «longue épreuve»: les quarante dernières années, les plus proches de nous, n'ont fait que confirmer cette dynamique et ont donc accéléré le *rythme de l'expropriation et de la transformation des paysans en prolétaires*. Un nouveau travail complexe de collecte de données, pour les décennies suivantes jusqu'à aujourd'hui, peut être développé, si nos forces nous le permettent. Mais en attendant, cela suffit à montrer à quels résultats a conduit la dépossession méthodique et impitoyable des paysans palestiniens, avec leur transformation en prolétaires.

10. Voir la revue Khamsin, n° 2, 1975, pp. 79, 41 et 54.

11. Le 29 octobre 1956, des soldats israéliens sont entrés dans le village de Kfar Qassem pour décréter le couvre-feu et ont annoncé aux habitants que toute personne trouvée hors de leur maison une demi-heure plus tard serait fusillée. Comme beaucoup d'entre eux travaillaient encore dans les champs ou sur les chantiers israéliens à cette heure-là, il était impossible de les avertir. À leur retour, ils sont arrêtés, alignés et fusillés. Il y a eu 47 morts. L'État d'Israël a ouvert une enquête et prononcé des condamnations. Par exemple, le commandant en second des officiers, reconnu coupable du massacre, a été nommé en 1960 «responsable des affaires arabes» dans la région voisine de Ramleh....

12. Voir le n° 199 de Problèmes économiques et sociaux.

13. Voir L. Gaspard, op. cit., p. 145, et Le Monde des 8-6-79 et 19-6-79.

## Revenons à aujourd'hui

Si l'on reprend un instant les données ci-dessus sur la *répartition de la main-d'oeuvre arabe entre les principaux secteurs d'activité* (en se référant à la population, encore essentiellement paysanne en 1948, restée en Israël), on constate que si le pourcentage de paysans passe de 59,9 en 1954 à 19,1 en 1972, dans les mêmes années le pourcentage dans l'industrie passe de 8,2 à 12,5, dans le bâtiment et les travaux publics de 8,4 à 26,6, et dans les autres secteurs de 23,5 à 41,8. Les données dont nous disposons s'arrêtent à 1972: mais même ainsi, il est évident que nous sommes en présence d'une *prolétarisation profonde et définitive*, que les décennies suivantes (sur lesquelles nous pourrions travailler pour mettre à jour les données, en étendant également l'étude à la situation spécifique de la bande de Gaza et de la Cisjordanie) ne pourront que confirmer. La dynamique, en effet, n'est certainement pas inversée: au contraire, depuis l'éclosion de la crise structurelle du capitalisme au milieu des années 70 (qui s'est ensuite aggravée et dans laquelle nous sommes encore plongés avec les effets désastreux que l'on sait), elle n'a fait que s'intensifier et s'aggraver.

Venons-en donc à aujourd'hui, avec les données officielles rapportées par l'étude de Mantovani.

Commençons par une considération générale: le *caractère international du prolétariat dans l'ensemble du Moyen-Orient* est une évidence. Si l'on se limite aux soi-disant pétromonarchies du Golfe, les chiffres parlent d'eux-mêmes: dans cette zone explosive et dans des conditions d'exploitation aiguë, outre les prolétaires locaux, il y a 7 millions d'Indiens, 3,3 millions de Bangladais, 3,2 millions de Pakistanais, 1,7 million d'Indonésiens, 1,6 million de Philippins, 1,5 million d'Africains, 1,5 million d'Asiatiques, 6 millions de Philippins, 1,3 million de Népalais, 1,1 million de Sri Lankais, 650 000 Soudanais, sans compter les Égyptiens, les Yéménites, les Jordaniens, les Libanais et quelque 200 à 250.000 Palestiniens. Si nous élargissons ensuite notre regard (en gardant toujours à l'esprit la difficulté de collecter des chiffres), nous constatons que les *Palestiniens dans le monde* sont «environ 14,5 millions, dont environ 1,7 million en Israël, 5,48 millions dans les «territoires occupés», 6,3 millions dans les pays arabes et 750 000 dans le reste du monde» (données du Bureau central palestinien des statistiques) - une diaspora impressionnante. Pour rester dans l'Etat d'Israël, la situation, en termes de composition internationale de la main-d'oeuvre, est assez similaire. Il existe notamment une communauté de citoyens israélo-arabes représentant 21% de la population totale (environ 2 millions – données de 2019): mais seulement 41% de cette communauté entre sur le marché du travail, que les taux de chômage sont les plus élevés (environ 15%), que les salaires sont inférieurs de 60% à ceux des travailleurs

juifs, que les emplois sont déqualifiés (en particulier dans le bâtiment), que parmi les fonctionnaires, seuls 5% sont des Arabes israéliens, et que la main-d'oeuvre féminine n'est employée qu'à 38% (contre 82% de la main-d'oeuvre juive). A cela s'ajoute le fait que le lien à la terre, réserve nécessaire pour faire face à une misère constante, est de plus en plus menacé par les expropriations et l'expansion des colonies juives.

Il y a ensuite les *travailleurs palestiniens des «territoires occupés»*. En Cisjordanie vivent quelque 3.400.000 Palestiniens (en plus des 2.300.000 de la bande de Gaza). Parmi eux, au moins 2,1 millions, soit près de 40% de la population, vivent de l'aide (selon d'autres statistiques, ils seraient même deux fois plus nombreux). «En 2014, environ 68% des travailleurs de Cisjordanie étaient employés dans le secteur privé, 15,8% dans le secteur public et 13,8% en Israël. En revanche, le secteur public est le principal employeur dans la bande de Gaza, avec 55% du total, contre 39% dans le secteur privé. Dans l'ensemble des territoires occupés, le taux d'emploi de la population active en 2022 était de 45,0%. [...] Le ratio emploi/population a atteint 34,0%. Le taux de chômage global s'élève à 24,4%, le taux de chômage des jeunes à 36,1% et le taux de chômage des femmes à 40,4%» (Mantovani, cit.).

Dans ce cadre, il existe de fortes disparités de genre et d'âge: en 2022, le taux d'activité des femmes était de 18,6% contre 70,7% pour les hommes; celui des jeunes (15 à 24 ans) était de 30,8% contre 51,5% pour les adultes (25 ans et plus). Et, bien que la loi palestinienne sur le travail (n° 7 de 2000) interdise l'emploi d'enfants de moins de 15 ans, ainsi que les travaux dangereux ou de longue durée pour les jeunes âgés de 15 à 17 ans, il y a aussi des enfants travailleurs, âgés de 10 à 14 ans, dont le nombre est passé de 6 169 (2021) à 7 321 (2022), tandis que le nombre d'enfants travailleurs (15-17) est passé d'environ 12 000 (2021) à près de 17 000 (2022). Là encore, dans le domaine de l'agriculture, la baisse de l'emploi est principalement due à l'extension des colonies juives. Il convient également de noter que seuls les travailleurs du secteur public (fonctionnaires et membres des forces de sécurité), soit 21% de l'ensemble des Palestiniens employés, bénéficient d'une couverture sociale (14).

Quant aux *travailleurs de Gaza*, avant le massacre en cours à l'heure où nous écrivons (fin février 2024), la situation était déjà la plus catastrophique, notamment pour les femmes et les jeunes, dont les deux tiers sont au chômage. Les permis délivrés pour des emplois en Israël et dans les colonies (dont seulement 3% étaient en règle) ne concernaient pas plus de 5% de la main-d'œuvre gazaouie. Au total, près de 200 000 travailleurs palestiniens sont employés à la fois en Israël, où les salaires sont en moyenne 2,7 fois plus élevés que dans les territoires occupés et dans les colonies: ils y sont le plus souvent sous-payés et non réglementés, les femmes occupant les emplois les plus dégradés dans l'agriculture et le secteur domestique, avec des accusations persistantes de travail des enfants, de salaires inférieurs au salaire minimum et de harcèlement sexuel. Il faut également rappeler qu'une grande partie de la population de Gaza dépendait soit des subventions de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA, créé en 1949 et constamment attaqué par Israël, encore plus aujourd'hui), soit des institutions caritatives et sociales du

14. «La Cisjordanie est divisée en trois zones avec des juridictions différentes: les zones A, B et C, telles qu'elles sont définies par l'infâme accord d'Oslo II. La zone A comprend les centres urbains et couvre 18 % de la Cisjordanie, et c'est la seule zone contrôlée par l'Autorité palestinienne. La zone B qui comprend les petites villes et les zones périurbaines [...] est sous contrôle israélien pour la sécurité et sous contrôle palestinien pour l'administration civile. La zone C couvre 61% de la Cisjordanie et est sous le contrôle exclusif d'Israël. Elle reste interdite à la plupart des Palestiniens et, bien qu'elle constitue la majeure partie du territoire théoriquement envisagé pour un futur Etat palestinien fantôme, elle compte plus de colons israéliens que de Palestiniens» (Mantovani, cit.).

Hamas ou de la fonction publique, elle-même contrôlée par le Hamas. Demain, que leur arrivera-t-il?

Enfin, il faut garder à l'esprit qu'il existe, depuis 1948, une diaspora palestinienne à l'étranger, dont une composante majoritaire est constituée de prolétaires – une diaspora, donc, *traversée par des lignes de classe*. Il ne s'agit pas ici d'examiner la condition de la bourgeoisie palestinienne, active dans les domaines de la finance, du commerce et du bâtiment (il sera intéressant de le faire, si les données, nécessaires et pas faciles à obtenir, sont disponibles). Nous nous intéressons au sort des réfugiés qui ont fui, pour survivre, vers la Syrie, le Liban, l'Irak, etc.: début 2022, ceux enregistrés auprès de l'UNRWA étaient au nombre de 5,9 millions, dont 2,4 millions en Jordanie, 580.000 en Syrie, et 487.000 au Liban. Des millions de réfugiés s'ajoutent à la «population étrangère «surtout prolétaire, qui représente aujourd'hui 1/3 de la population de l'Arabie Saoudite, 44% de celle d'Oman, 55% de celle de Bahreïn, 70% au Koweït, 88% au Qatar et aux Émirats Arabes Unis, «avec un record mondial absolu dans la ville de Dubaï» (Mantovani, cit.).

Nous sommes donc en présence d'un prolétariat palestinien, bien présent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, et dispersé plus généralement dans tout le Moyen-Orient (mais, comme nous l'avons vu, pas seulement). Une dispersion de prolétaires fuyant la misère, la faim, la destruction, les guerres, qui – rappelons-le – a toujours accompagné l'histoire de sang et de souffrance propre au développement capitaliste mondial. Le massacre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza ne fera qu'augmenter dramatiquement tous les pourcentages ci-dessus, surtout si les subventions de l'UNRWA et d'autres organisations, distribuées à Gaza par le Hamas et en Cisjordanie par l'ANP (Autorité nationale palestinienne), devaient cesser ou être réduites de manière drastique (15). La destruction généralisée menée par l'armée de l'État d'Israël dans et autour de la bande de Gaza (véritable *terre brûlée*, véritable *nettoyage ethnique*, véritable *génocide*) provoquera en fait, et provoque déjà, un nouvel exode massif. Les destructions produites, les blessures physiques et psychologiques, la faim et la malnutrition, le désespoir et la lutte pour la survie, l'état de guerre permanent au-delà du chapitre sanglant actuel, seront des facteurs énormes dans le tremblement de terre qui s'ensuivra dans les années à venir.

De ce cadre, qui sera progressivement clarifié et étayé, nous pouvons tirer quelques considérations générales, qui seront développées et renforcées au fil du temps.

Tout d'abord, il faut réaffirmer que l'identité de classe du prolétariat révolutionnaire n'est pas de nature statique, directement liée à l'appartenance à telle ou telle

situation professionnelle ou sociale. Au contraire, elle s'est constituée au cours de deux siècles de formidables luttes politiques et économiques, à travers les révolutions, les guerres et la fameuse paix. Et elle s'est consolidée dans l'héritage théorique du marxisme révolutionnaire, depuis l'élaboration des fondateurs, en passant par les enseignements de l'école bolchevique, jusqu'au travail d'adaptation et de défense opérationnelle et théorique réalisé par notre gauche communiste, depuis lors jusqu'à aujourd'hui. L'hypothèse du caractère politique du devenir du prolétariat, de *classe dispersée* en soi à *classe vérifiée pour soi*, fait partie de cette expérience consolidée.

Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien.

Nous sommes donc du *côté du prolétariat palestinien*, et non du «peuple» en général, et cette position découle d'une analyse matérialiste de la situation au Moyen-Orient, et non d'une aspiration abstraite ou d'un pseudo-internationalisme fait de slogans romantiques vides de contenu.

Le prolétariat palestinien existe, bien que dispersé et malheureusement paralysé par des perspectives nationalistes et religieuses qui emprisonnent et castrant son potentiel *révolutionnaire* (comme c'est le cas dans tout le Moyen-Orient, y compris en Israël) - un potentiel accru par l'énorme souffrance et la juste colère qui en découle et qui caractérise la condition du prolétariat palestinien depuis près de quatre-vingts ans.

Mais cet énorme potentiel ne peut réellement s'enflammer et devenir une réalité qu'au contact *d'une reprise effective de la lutte des classes au niveau international* (et principalement dans la zone euro-américaine) et *d'une présence active et reconnue du parti révolutionnaire en son sein*. Depuis le milieu des années '20, le prolétariat moyen-oriental et le prolétariat palestinien en particulier ont été coupablement abandonnés par les organisations politiques et syndicales qui étaient censées les représenter et les guider: la contre-révolution stalinienne a signifié le repli de la Russie révolutionnaire à l'intérieur des frontières nationales (idéologiques et politiques, avant même d'être géographiques) et la trahison complète de toute perspective révolutionnaire mondiale.

Cette perspective doit être ravivée et relancée, et seul le Parti communiste solidement ancré dans ses principes, sa théorie, son programme, sa tactique et son organisation, et structuré internationalement, peut le faire. C'est pour cette perspective, pour son organisation et sa direction, que nous avons toujours travaillé *en tant que parti*, inévitablement minoritaire et obstinément à contre-courant: nous n'avons pas attendu que cela se produise, mais nous avons travaillé, dans les limites de nos forces, pour que cette perspective soit réactivée et arrache ainsi le prolétariat palestinien et mondial au piège infâme du nationalisme.

---

15.. Il faut garder à l'esprit que « les réfugiés enregistrés auprès de l'UNRWA en Palestine et dans la diaspora sont au nombre d'environ 6 millions, dont 39 % en Jordanie, 25 % dans la bande de Gaza, 17 % en Cisjordanie, 11 % en Syrie, 9 % au Liban. Pas moins de 64 % de la population totale de la bande de Gaza sont des réfugiés, contre 26 % en Cisjordanie. Fin 2018, dans les territoires occupés, le pourcentage de réfugiés atteignait environ 41 % de la population totale palestinienne résidente» (Mantovani, cit.).

# Notes à contre-courant sur le Hamas et le «mouvement palestinien»

(il programma comunista, n.4/2024)

Tandis que nous écrivons, de la mi-août à la fin-août 2024, on attend d'un moment à l'autre la réponse de l'Iran et des Hezbollah libanais à l'assassinat, advenu à Téhéran, du chef politique du Hamas, Isma'il Haniyeh, de la part de l'État d'Israël – une réponse qui pourrait mener, non seulement à l'interruption des tergiversations, d'ailleurs non concluantes, des négociations entre les partenaires, mais aussi à une dangereuse extension du conflit dans un Moyen-Orient toujours plus bouleversé. Pour l'instant il ne semble pas que l'Iran soit très disposé à se livrer à une réelle manifestation de force, et qu'il préfère se contenter de menaces démagogiques; mais en tout cas aujourd'hui la situation est fluide et il faudra voir comment elle évolue, sans se lancer dans de rocambolesques prévisions géopolitiques. Pendant ce temps cependant, le massacre des prolétaires palestiniens se poursuit, un massacre sauvage et indifférent à toutes les indignations, déclarations rhétoriques ou protestations humanitaires des autres brigands internationaux: les morts tournent désormais autour de 40 mille, mais les futures conséquences en termes de morts et de dommages psychophysiologiques de cet obscène génocide, typique du capitalisme arrivé à la phase impérialiste, seront infiniment plus nombreuses et catastrophiques (comme il est facile d'oublier les millions de prolétaires, soldats ou civils, massacrés au cours des deux boucheries mondiales et des centaines de «guerres mineures» qui les ont précédées, accompagnées et suivies!). Quant aux manifestations «pour la Palestine» qui se sont multipliées ces mois-ci et se sont répandues un peu partout dans le monde entier à l'occasion de la Convention Démocratique de Chicago, elles semblent faiblir: les étudiants sont en vacances et la mobilisation des communautés palestiniennes à l'étranger, même si leur nombre ne diminue pas, est toujours enfermée dans une fallacieuse perspective «nationaliste» (et ne parlons pas des «compagnons de route» des métropoles de plus ancien impérialisme, qui de façon irresponsable ne font qu'exalter et alimenter cette perspective, confirmant ainsi leur nature de suivistes de la plus belle eau... pour être gentils).

Dans ce contexte, et après que nous ayons traité plusieurs fois au cours de ces années la «question du Moyen-Orient» dans notre presse et dans nos interventions et nos tracts, il est utile d'examiner de plus près également les origines, la nature et la réalité politique du principal acteur palestinien auquel se sont tous ces mois-ci également subordonnées les autres formations «résistantes», y compris celles qui se proclament «marxistes-léninistes»: nous voulons plus précisément parler du Hamas (1).

1. Disons tout de suite que nous savons bien que dans le «mouvement palestinien» radical coexistent des esprits et des organisations différentes, depuis le Jihad islamique jusqu'au Front Populaire pour la Libération de la Palestine et autres formations, mais ces mois-ci elles se sont pratiquement toutes subordonnées au Hamas, dont elles partagent la perspective et les objectifs nationaux: une sorte de «Front populaire» moyen-oriental... Dans ce cas aussi cette spécialité, pour le malheur des prolétaires, n'est pas seulement européenne!

2. Cf «La chimera dell'unificazione araba attraverso intesa fra gli Stati» (La chimère de l'unification arabe à travers une entente entre États), *il programma comunista*, n° 10/1957.

Lorsque, à l'époque de la Première Intifada (1987), se détache des Frères Musulmans égyptiens le groupe palestinien dénommé «Mouvement de la résistance islamique» ou Hamas, on peut dire que cela marque le provisoire accomplissement d'un processus qui durait depuis plusieurs décennies: il faudra le parcourir rapidement, pour comprendre le sens profond des dynamiques qui ont conduit à l'émergence de ce groupe (nous l'avons déjà fait en grande partie dans l'article «Les prolétaires palestiniens dans le piège infâme du nationalisme», paru dans le n° 2/2024 de *il programma comunista*).

Il nous faut donc revenir à l'immédiat deuxième après-guerre, alors que mûrissent les différents mouvements de décolonisation, qui investissent surtout (mais pas seulement) la rive sud de la Méditerranée et ses alentours, depuis l'Algérie jusqu'à l'Égypte et à la Péninsule arabique. En Égypte, en particulier, on assiste dans ces années-là à l'émergence d'une force politique laïque, expression d'une bourgeoisie locale qui croit et fait croire qu'elle peut mettre en discussion le statu quo et les rapports internationaux issus de la colonisation.

L'idéologie du panarabisme, dont Nasser est le principal représentant, rompt avec la monarchie rétrograde et corrompue du roi Farouk, mais en se contentant de formuler la vision chimérique d'une unique «Nation Arabe» dans laquelle fraternisent tous les «peuples» de langue, histoire, traditions, et prétendus intérêts communs opposés à ceux des anciennes puissances coloniales et des impérialismes alors dominants (avant tout les États-Unis, mais aussi la Grande-Bretagne et la France): objectif illusoire, parce que confié, non à une mobilisation révolutionnaire générale des masses arabes, mais à des accords entre États de la région, tous soucieux de défendre leur part de «rente pétrolière» à négocier avec les principaux «bandits internationaux».

L'échec du panarabisme, laïc et bourgeois, sera dû essentiellement, non seulement à la ferme opposition des impérialismes, qui avaient intérêt à maintenir de toute façon le Moyen-Orient dans un état de sujétion économique et stratégique, mais aussi à la lâcheté et à la tendance au compromis des autres bourgeoisies arabes (2).

Mais cependant, bien qu'avec des hauts et des bas, et en étant toujours fortement conditionnée par les intérêts impérialistes, la marche de cette aire vers le capitalisme a progressé, et avec lui le développement, dans toutes ses portions nationales, d'un prolétariat moderne, concentré surtout (mais pas seulement) autour des centres d'exploitation, de travail et de distribution du pétrole et d'autres matières premières énergétiques, d'une importance capitale pour un capitalisme qui se trouve d'abord dans une phase d'expansion, puis, à partir des années '70, désespérément dans l'angoisse. Comment contrôler ce prolétariat dont la bourgeoisie ne peut pas se passer, mais face auquel elle éprouve dans le même temps une terreur compréhensible née d'une expérience séculaire? La faillite de la laïcité, d'abord incarnée par les jeunes militaires protagonistes des luttes anticoloniales, parfois aussi avec des prétentions et une phraséologie pseudo-socialistes, devra laisser la place à une autre forme de contrôle, encore plus profond et

capillaire: celui exercé par le fondamentalisme religieux, qui avant tout, dans la variété de ses interprétations du Texte Sacré (le Coran), est capable de s'adapter aux exigences locales de fractions bourgeoises et petites-bourgeoises qui n'hésitent pas à réexhumer et à exploiter à cette fin également ce qu'il reste de vestiges socioculturels précapitalistes.

Il ne s'agit certes pas d'un «plan» défini artificiellement, d'un «complot» de telle ou telle bourgeoisie locale ou internationale, mais d'une *dynamique matérielle* qui plonge ses racines dans l'histoire post-coloniale d'un Moyen Orient obligé de se débattre encore entre l'arriération historique produite par la longue et pénible phase de domination coloniale et l'impérialisme mondial qui l'étrangle sans pitié. L'histoire dramatique de l'Algérie (sa difficile guerre d'indépendance et son après-guerre tourmenté, avec l'émergence et l'affirmation au niveau politique du fondamentalisme religieux) sont emblématiques de cette dynamique. Mais quelque chose de semblable advient aussi en Égypte, dans la période post-nassérienne. Là milite en effet depuis longtemps le mouvement des Frères Musulmans, né à la fin des années 1920 (il est bon de garder cette date à l'esprit) autour de la prédication d'Hassan Al-Banna, partisan d'un retour à l'Islam des origines, purifié de toutes les scories et déviations. Peu à peu, le mouvement d'Al-Banna se donne une structure hiérarchique et développe un réseau capillaire et très solide d'institutions charitables et d'assistance, de structures d'éducation et d'information, de services de santé, de syndicats, de groupes de jeunes et de femmes – une sorte de *welfare* à base confessionnelle, correspondant pleinement aux prescriptions islamiques. Il y a plus : expression de classes moyennes émergentes, le mouvement entre résolument dans le monde de l'économie et de la finance, avec des entreprises, des sociétés par actions, des initiatives diverses, des ramifications importantes dans d'autres pays arabes. De plus, étant donné qu'il agit en plein mandat britannique oppresseur (et plus tard sous les régimes amis-ennemis d'abord du roi Farouk, puis de Nasser) et que dans toutes les années '30 se sont poursuivies des grèves dures, des manifestations, des affrontements et une violente répression (la *Thawra*, la Grande Révolte Arabe de 1936-37) il se donne une structure militaire semi-clandestine. Après 1945, et surtout après la *Nakba* de 1947 (naissance de l'État d'Israël, avec la bénédiction immédiate, entre autres, de la Russie stalinienne), les Frères sont présents aussi en Palestine, où ils contribuent de façon décisive au développement et au renforcement militaire du mouvement antisioniste, présent sur place depuis longtemps. Nous ne suivons pas ici toute l'histoire des Frères (3), mais il est important et urgent de souligner deux aspects. Avant tout, il est évident, pour les communistes que nous sommes, que nous nous trouvons ici devant un mouvement confessionnel, porteur d'une idéologie réactionnaire, essentiellement anti-prolétarienne et anti-communiste, *comme toutes les religions et mouvements qui s'en font les expressions et les porte-paroles*. Ceci doit être souligné et répété, et il faut en tenir bien compte. Au début, les Frères n'entendent pas se

poser en tant que sujets politiques: pour leurs idéologues, la dimension religieuse contient déjà par elle-même la dimension politique. Mais bientôt, face à la situation en Palestine – création de l'État d'Israël avec une fonction de gendarme armé et de bras de l'impérialisme occidental dans la région, et la riposte instinctive des masses arabes, prolétariennes et en voie de prolétarianisation, chassées de la région et soumises à une oppression toujours plus grande –, la dimension plus strictement politique émerge et s'affirme, en s'entrecroisant et en s'identifiant avec la dimension religieuse: une caractéristique qui sera héritée, accentuée et intensifiée par le Hamas dès sa naissance, précisément en 1987, en s'inspirant de la prédication de Ahmed Yassin, qui reprend directement celle de Al-Banna.

Les Frères, puis le Hamas, jouent donc un rôle spécifique, mais toujours (et ceci est le deuxième aspect) en tant qu'expression de classes bourgeoises et petites-bourgeoises émergentes et désormais émergées, et par conséquent d'un nationalisme confessionnel qui, dans le cadre général de l'impérialisme et d'une crise mondiale du mode de production capitaliste, doit avoir aussi recours aux armes pour s'affirmer, en reprenant une stratégie abandonnée désormais depuis longtemps par la politique corrompue et encline aux compromis de l'OLP de Yasser Arafat et de l'Autorité Nationale Palestinienne (en particulier les Brigades Ezzedin al Quassam, bras militaire du Hamas, héritent, poursuivent et modernisent l'expérience des structures armées clandestines des Frères). L'affrontement avec l'État d'Israël et avec ses impitoyables manifestations d'oppression et de répression, d'attaque quotidienne déchaînée de la part tant de ses forces militaires que des forces extra-légales constituées par les colons israéliens armés, ne fait qu'accentuer cette perspective, en poussant au premier plan une «résistance» qui se nourrit amplement et cyniquement de la souffrance et de l'exaspération des masses du prolétariat palestinien, tandis qu'on oublie progressivement toute vision internationale de la lutte anticapitaliste et avec la complicité de tous ceux qui ont renoncé à exercer, sur place et internationalement, tout rôle de direction révolutionnaire, peu importe à quel point celle-ci peut apparaître aujourd'hui comme minoritaire et à contre-courant.

Nous écrivions en 2015: «Israël, en tant qu'Etat, par exemple, est une formation politique européenne, de caractère et d'origine parfaitement bourgeois; mais, en tant que superstructure, elle partage la même idéologie réactionnaire que l'islamisme et le catholicisme. Ceux qui découvrent des éléments progressistes et révolutionnaires présumés dans la religion islamique (que de nouveaux convertis!) oublient qu'au Moyen Orient il n'a jamais existé de véritable bourgeoisie révolutionnaire, que les bourgeoisies qui sont nées ou ont été importées au Moyen Orient ont fait leur temps et qu'aujourd'hui il n'est resté aucune trace de l'anticolonialisme et du panarabisme de la fin des années 1950, qui ont l'un et l'autre fait faillite. Même la revendication nationale palestinienne (autrefois considérée comme levier d'un possible processus «révolutionnaire») s'est réalisée au début des années 1970 dans ce misérable *Bantoustan* où toutes les forces politiques palestiniennes, laïques et religieuses, jouent à se massacrer réciproquement et surtout à massacrer le prolétariat, après l'avoir poussé dans cette impasse. Lire par conséquent dans le panarabisme dans toutes ses variantes actuelles un bélier qui tenterait d'attaquer la forteresse impérialiste (par exemple un Ben Laden, un Isis) et donc pousser encore une fois le prolétariat moyen-oriental à s'allier avec la misérable bourgeoisie arabe, fanatique ou laïque, violente ou pacifiste, est une pure folie» (4). Maintenant, il nous faut élargir le discours et revenir à nouveau en arrière dans le temps.

3. A cet égard, et pour la suite de cet article, nous renvoyons à la vaste étude de Paola Caridi, *Hamas, dalla resistenza al regime*, Milano 2023 (Le Hamas, de la résistance au régime), et à l'article d'Alessandro Mantovani, «Cosa attendersi da Has» (Qu'attendre du Hamas). Nous nous sommes amplement servis de ces deux travaux.

4. «L'islamismo, risposta reazionaria e imperialista dopo la chiusura del miserabile ciclo borghese in Medioriente» (L'islamisme, réponse réactionnaire et impérialiste après la clôture du misérable cycle bourgeois au Moyen Orient, *il programma comunista*, n° 3/2015, reproduit dessus). Il va de soi que, dans la vision du Hamas, on ne peut même pas parler d'un véritable «panislamisme», mais de pur et simple nationalisme.

En septembre 1920, à l'initiative de l'Internationale Communiste (IC) et à quelques semaines de son important Second Congrès (point le plus haut avant la dégénérescence marquée par le stalinisme naissant, puis victorieux) se tient à Bakou (Azerbaïdjan) le Premier Congrès des Peuples d'Orient. Y interviennent Zinoviev, Radek, Bela Kun, Alfred Rosmer, John Reed, et d'autres militants communistes européens et asiatiques, et y participent 1891 délégués de 26 pays et régions, y compris la Palestine (alors sous protectorat britannique) (5). Dans l'enthousiasme général pour la nouvelle perspective qui pourrait s'ouvrir (*la fusion entre la guerre de classe prolétarienne en Occident et les mouvements révolutionnaires anticoloniaux sous la direction de l'IC en Orient*), se succèdent des interventions dans toutes les langues, des motions sont présentées, et sont discutées des propositions d'action qui reprennent en substance les «Thèses sur la question nationale et coloniale» approuvées justement au Deuxième Congrès. Au centre de ces «Thèses» et de toutes les interventions des militants communistes présents à Bakou, il y a la revendication du rôle primordial du parti politique révolutionnaire dans le domaine délicat des mouvements révolutionnaires anticoloniaux, dans lesquels la question nationale, la question coloniale et la question agraire se mêlent étroitement, ne serait-ce qu'à cause du retard historique de beaucoup de ces aires, où survivaient des éléments féodaux et/ou précapitalistes et des forces sociales qui en étaient l'expression, en particulier sous forme religieuse, et à cause de l'impitoyable jeu et joug des impérialismes occidentaux – toutes questions qui ne pouvaient être résolues que grâce à l'enracinement de partis communistes en Orient et à la révolution de classe en Occident (6).

Précisément au cours de ces décisives années '20 et de la dramatique décennie suivante, cette *gigantesque perspective* sera peu à peu oubliée, déviée et enfin complètement inversée par le stalinisme, forme aigüe et dégénérée de menchevisme, c'est-à-dire de suivisme par rapport aux bourgeoisies locales (Chine 1927!) et de soumission grandissante à une perspective nationale, de subordination aux intérêts nationaux de tel ou tel État – les «voies nationales au socialisme» ne sont certes pas une spécialité européenne! Ainsi, le concept même de sociétés divisées en classes et donc la nécessité historique de la *guerre de classe* pour l'abolition des classes et le communisme, s'éloigne jusqu'à disparaître. Et ceci se produit justement alors que dans l'aire chaude du Moyen Orient (les deux phénomènes sont dialectiquement liés) se renforce le retour à l'islamisme radical et à une vision exclusivement nationale. Ce n'est pas une simple coïncidence si la prédication islamiste de Al Banna se répand avec toujours plus d'intensité et d'efficacité justement dans ces années-là, en culminant dans la fondation des Frères Musulmans en 1928. De même ce n'est pas un hasard si, au cours des années '30, traversées en Palestine par de continuelles et dures luttes contre l'oppression du protectorat britannique, la perspective internationaliste laisse

la place à une vision étroitement nationale et à la désillusion par rapport à la politique stalinienne confondue avec du socialisme ou même du communisme (7). Par la suite (et nous sommes déjà en 1979) la «révolution islamique» iranienne et l'instauration de l'État confessionnel de Khomeiny et successeurs pèseront justement dans ce sens. Enfin, ce qui consolidera la prise du Hamas sur la population palestinienne, ce sera aussi la défaite de ce qu'on a appelé les «printemps arabes» entre 2010 et 2012, luttes qui étaient nées d'un élan nettement prolétarien, mais ont vite été canalisées dans les impasses de revendications petites-bourgeoises.

Face à cette situation, que nous avons rappelée ici schématiquement, nous avons toujours montré que la perspective de la «révolution double» envisagée par les «Thèses sur la question nationale et coloniale» en 1920, s'est close vers la moitié des années 1970, de façon plus ou moins concomitante avec la clôture du cycle d'expansion économique du deuxième après-guerre et l'ouverture de la phase de crise de surproduction de marchandises et de capitaux dans laquelle, avec des hauts et des bas, nous sommes encore plongés. Depuis, les «questions nationales» non encore résolues ont perdu leur élan révolutionnaire *potentiel*, et ne subsistent que comme des vestiges gangrénés qui infectent le corps du prolétariat international avec le concours décisif de tous les «agents infectieux» actifs dans les principales métropoles impérialistes, et qui ne peuvent être dépassés et effacés que par la lutte révolutionnaire pure et ouverte, dirigée *contre tous les États nationaux et tous les impérialismes*, sous la direction du parti révolutionnaire (8). L'approche mystico-religieuse prend donc la place de la perspective communiste, le nationalisme celle de l'internationalisme : c'est la raison pour laquelle se placer sur le terrain de revendications nationales et construire autour d'elles son programme d'action, de plusabondamment nourri d'idéologie religieuse, signifie faire œuvre ouvertement *anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire*.

Revenons maintenant au Hamas. Naturellement, comme nous ne faisons pas une œuvre doucement historiographique, nous ne nous attarderons pas à répéter les événements et vicissitudes qui ont caractérisé son histoire: les caractéristiques du *welfare* pratiqué par lui comme évolution de celui des Frères musulmans, la composition sociologique de son *leadership* et du «gouvernement des professeurs» inauguré après les élections victorieuses de 2006 avec un programme significativement intitulé «Réforme et changement», le problème des rapports internes entre aile politique et aile militaire et entre direction extérieure, direction intérieure et détenus, les ambiguïtés continuelles sur la «question d'Israël» et les frontières à revendiquer, les origines et le sens de l'affrontement avec l'OLP et l'ANP, et ainsi de suite. Pour cela, nous renvoyons

5. Cf. «Manifesto to the peoples of the East», dans *To See the Dawn*. Baku, 1920. *First Congress of the Peoples of the East*, Pathfinder Press, NY1993, p. 221-233. En particulier la p.226; «Qu'est-ce que la Grande-Bretagne a fait à la Palestine ? D'abord, dans l'intérêt des capitalistes judéo-britanniques, elle a chassé les arabes de leurs terres pour les donner à des colons juifs. Puis, pour calmer le mécontentement des arabes, elle les a poussés contre les mêmes colons juifs, en semant la discorde, l'inimitié et la haine entre les deux communautés et en les affaiblissant l'une et l'autre pour renforcer leur propre pouvoir et leur propre autorité ».

6. Cf. en particulier le point 11 des «Thèses sur la question nationale et coloniale» (reproduites intégralement, avec un ample commentaire, dans notre *Storia della Sinistra Comunista, 1919-1920*, Editions il programma comunista, Milan 1972, p. 714-720).

7. Dans ces mêmes années '30, où se révélèrent les nombreuses manifestations de l'impitoyable contrerévolution stalinienne, avec l'élimination physique de la «vieux garde» bolchevique, la création de «fronts populaires» pour contrôler un prolétariat encore partout combatif, la forte ambiguïté par rapport à la situation moyen-orientale, avec pour conséquence la désillusion des prolétaires palestiniens et juifs, nos camarades dans l'émigration, réunis autour des journaux *Prometeo* et *Bilan*, ont su garder le cap et continuer à indiquer la seule voie révolutionnaire même si elle était, à l'époque, minoritaire et à contre-courant. Cf. «Uno sciopero in Palestina, Il problema 'nazionale' ebreo», *Prometeo*, n° 105, 17/6/1934; «Il Vicino Oriente, nuovo braciore della guerra imperialista», *Prometeo* n°149, 31/10, «Le conflit Arabe-Juif en Palestine», *Bilan*, n° 31 et 32/1936; «Le monde arabe en ébullition», *Bilan*, n°44/1937. Il faudrait aussi analyser, après une recherche et une analyse attentives, l'histoire du Parti Communiste de Palestine.

8. «Residui e cancrene delle cosiddette "questioni nazionali"» (Restes et putrefaction des «questions nationales», *il programma comunista*, n1/2017, reproduit dessus).

aux textes que nous indiquions au début: nous nous contenterons au contraire d'analyser quelques documents significatifs. *Mais avant tout, il doit être clair que notre critique ouverte ne vise pas les milliers de prolétaires palestiniens qui, poussés par la colère et la souffrance, et entraînés par les paroles et les actions tonitruantes, ont décidé, en adhérant à telle ou telle organisation «résistante», de prendre leur sort dans une main, et dans l'autre le fusil. Notre critique vise, comme toujours, les organisations qui les ont convaincus, encadrés et dirigés vers des objectifs qui ne sont et ne doivent pas être les leurs.*

Nous partons donc du «Statut» de 1988 (le «Mithaq»), qui est le document le plus cité, discuté, condamné, souvent utilisé comme instrument de négociation politique (Caridi, p. 114), et de toute façon resté un point de référence constant. Dans ce texte, dès l'invocation initiale («Au nom d'Allah, le clément, le miséricordieux»), le côté mystique et religieux s'allie étroitement avec le côté politique (chaque article est accompagné d'une citation du Coran). L'Article I proclame donc: «La base du Mouvement de résistance islamique (le Hamas) est l'islam, ses idées et préceptes fondamentaux dérivent de l'islam, de même que sa vision de la vie, de l'univers et de l'humanité; il juge toutes ses actions selon l'islam, et il est inspiré par l'islam 'à corriger ses erreurs'; et: «Dieu comme but, le Prophète comme chef, le *jihad* comme méthode, et la mort pour la gloire de Dieu comme désir le plus cher» (Article 2) 9. Puis, quand de cette proclamation et autres on passe au Chapitre III («Stratégies et moyens»), voilà ce qu'on affirme: «Le mouvement de Résistance islamique croit que la terre de Palestine est un dépôt (*waqf*) sacré, une terre islamique confiée aux générations de l'islam jusqu'au jour de la résurrection (...). Il n'est pas acceptable de renoncer à aucune de ses parties. Aucun État arabe, et non plus tous les États arabes pris ensemble, aucun roi ou président, et non plus tous les rois et présidents pris ensemble n'ont le droit de disposer ou de céder le moindre de ses morceaux, car la Palestine est une terre islamique confiée aux générations de l'islam jusqu'au jour du jugement (...) Ceci est la règle dans la loi islamique (*shari'a*) et cette même règle s'applique pour toutes les terres que les musulmans auraient conquises par la force, parce qu'à l'époque de la conquête les musulmans les ont consacrées pour toutes les générations de l'islam jusqu'au jour du jugement (...). La propriété de la terre aux mains du propriétaire individuel est à son seul bénéfice, mais le *waqf* durera aussi longtemps que dureront les Cieux et la Terre» (Article 11) (10).

Ainsi s'affirme le nationalisme politico-religieux. Et en effet: «Selon le Mouvement de Résistance islamique (le Hamas, NdR) le nationalisme fait légitimement partie de son credo religieux. Rien n'est plus vrai et profond que le nationalisme, que combattre un *djihad* contre l'ennemi et l'affronter à visage découvert quand il met le pied sur la terre des musulmans. Ceci est une obligation individuelle pour tout homme et toute femme musulmane. A la femme il est permis de combattre l'ennemi même sans la permission de son mari [!!!], et à l'esclave sans la permission de son maître [!!!]» (Article 12). La femme et l'esclave: la question féminine et la question du prolétariat sont réglées !

Plus loin, quand on parle de «l'invasion idéologique des orientalistes et des missionnaires», que doit être combattue avec tous les moyens idéologiques par les *oulamas*, les professeurs, les maîtres, les publicitaires et gens de communication, les doctes, les membres des mouvements de jeunes islamiques et leurs maîtres, on déclare que «l'invasion de l'idéologie ouvre la voie à l'invasion impérialiste [!!!]»; Et encore: «L'impérialisme a facilité l'invasion idéologique et a rendu ses racines

plus profondes, et il continue à le faire. Tout ceci a amené la perte de la Palestine. Nous devons instiller dans les esprits de générations de musulmans l'idée que la cause palestinienne est une cause religieuse, et qu'elle doit être affrontée sur cette base» (Article 15). Et ainsi le matérialisme historique aussi est réglé!

En conséquence, il faut affronter le problème d'offrir aux jeunes générations «une éducation islamique fondée sur l'application de nos préceptes religieux» (Article 16). Et avant de passer aux sections intitulées «Le rôle de l'art islamique dans la guerre de libération» et «La Solidarité sociale», voici celle, plus spécifique, intitulée «Le rôle de la femme musulmane»: la femme, dans la guerre de libération, «joue un rôle qui n'est pas moins important que celui de l'homme musulman, dans la mesure où elle 'forge des hommes'» (Article 17). Et surtout (écoutez, écoutez!): «La femme dans la maison et dans la famille combattantes, qu'il s'agisse d'une mère ou d'une sœur, elle a un rôle à elle plus important dans le soin de la maison et dans l'éducation des enfants selon les concepts et les valeurs islamiques [...]. Les femmes doivent avoir la conscience et les connaissances nécessaires pour gérer leur maison; la frugalité et la capacité d'éviter les gaspillages dans les dépenses domestiques sont nécessairement requises pour qu'il nous soit possible de continuer la lutte dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons (Article 18). Bref: «Dieu, Patrie, Famille!» (11).

Nationalisme religieux égale «lutte contre la laïcité». Et en effet, lorsqu'on traite (article 27) du rapport avec l'OLP, qui à l'époque (1988) «nous est plus proche que toute autre organisation», on dit que «l'OLP a adopté l'idée d'un État laïc, et voilà ce que nous en pensons. L'idéologie laïque est diamétralement opposée à la pensée religieuse. La pensée est la base de toutes les positions et décisions. C'est pourquoi, malgré notre respect pour l'OLP – et pour ce qu'elle pourra devenir dans le futur [c'est nous qui soulignons, NdR] et sans sous-évaluer son rôle dans le conflit arabo-israélien, nous refusons de nous servir de la pensée laïque dans le présent et dans l'avenir de la Palestine, dont la nature est islamique». Et ceci parce que «le Hamas est définitivement et irrévocablement une source de soutien et d'assistance pour eux [les courants nationalistes qui œuvrent dans l'arène palestinienne pour la libération de la Palestine - NdR], par la parole et par l'action, dans le présent et dans l'avenir. Il s'agit d'unir, non de diviser, de conserver, non de détruire, de rassembler, non de séparer» (Article 26). Nationalisme et unité du peuple marchent bras dessus bras dessous, comme toujours, dans l'idéologie démocratique et in-

9. Voir aussi «La conception du temps et de l'espace du Mouvement de Résistance Islamique» («Allah est son but, le Prophète est son modèle, le Coran est sa constitution»). «Unicité et indépendance» («Le Mouvement de Résistance Islamique est un mouvement palestinien unique) et «le mouvement a un caractère universel»)

10. «Dès l'aube de son histoire, la Palestine a été le nombril de la Terre, le centre des continents, et l'objet de l'avidité des avides» (Article 34, chap. V: Le témoignage de l'histoire). Comme analyse historique, ce n'est pas mal !

11. A ce propos, si on veut être vraiment irrévérencieux, allons sur une autre planète, à des années lumières de distance: «Aussi longtemps que les femmes n'auront pas été appelées à participer de façon autonome non seulement à la vie politique dans son ensemble, mais aussi au service civil permanent et général, on ne pourra pas parler non seulement de socialisme mais même pas de démocratie intégrale et durable. Des fonctions de 'police', comme le soin des malades et de l'enfance abandonnée, le contrôle hygiénique sur l'alimentation, etc, ne peuvent pas être assurées de façon satisfaisante tant que les femmes n'auront pas obtenu de fait et pas seulement sur le papier, 'l'égalité juridique'» (Lénine, «Les tâches du prolétariat dans notre révolution» 10 avril 1917).

terclassiste, et donc *nécessairement* anti-prolétarienne et anti-communiste. Ce n'est pas une interprétation de notre part. Un peu plus haut (Article 22) dans une audacieuse analyse historico-politique, on affirme, et là il vaut la peine de citer le texte intégralement: «L'ennemi a programmé depuis longtemps ce qu'il a finalement réussi à accomplir, en tenant compte de tous les éléments qui ont déterminé historiquement le cours des événements. Il a accumulé une énorme richesse matérielle, source d'influence qu'il a consacrée à réaliser son rêve. Avec cet argent il a pris le contrôle des moyens de communication mondiaux, par exemple les agences de presse, les grands journaux, les maisons d'édition et les chaînes de radio et de télévision. Avec cet argent, il a fait éclater des révolutions dans différents lieux du monde, afin de satisfaire ses intérêts et d'en tirer d'autres sources de profit. Ces ennemis étaient derrière la Révolution française et la Révolution russe [!!!] et beaucoup de révolutions dont nous avons entendu parler, ça et là dans le monde. C'est avec l'argent qu'ils ont créé des organisations secrètes dans le monde, pour détruire la société et promouvoir les intérêts sionistes. Ces organisations sont la franc-maçonnerie, le Rotary Club, le Lions Club, le B'nai B'rith, et autres. Toutes sont des organisations destructrices qui pratiquent l'espionnage. Avec l'argent, l'ennemi a pris le contrôle des Etats impérialistes et les a persuadés de coloniser beaucoup de pays pour exploiter leurs ressources et y répandre la corruption. A propos des guerres locales et mondiales, désormais tout le monde sait que nos ennemis ont organisé la Première Guerre mondiale pour détruire le Califat islamique. L'ennemi en a profité financièrement et il a pris le contrôle de beaucoup de sources de richesse, il a obtenu la Déclaration Balfour, et il a fondé la Société des Nations comme instrument pour dominer le monde. Les mêmes ennemis ont organisé la Seconde guerre mondiale, dans laquelle ils sont devenus fabuleusement riches grâce au commerce des armes et du matériel guerrier, et ils se sont préparés à fonder leur État. Ils ont ordonné que soit fondée l'Organisation des Nations Unies, avec en son sein le Conseil de Sécurité, et avec elle ils dominent le monde. Aucune guerre n'a jamais éclaté sans qu'on y trouve leurs empreintes digitales. «Chaque fois qu'ils allument un foyer de guerre, Allah l'éteint. Ils rivalisent pour semer le désordre sur la Terre, mais Allah n'aime pas les corrupteurs» (*Coran* 5, 64).

«Que ce soit dans l'Ouest capitaliste ou dans l'Est communiste, les pouvoirs impérialistes soutiennent l'ennemi de toutes leurs forces, sur le plan matériel et humain, en alternant dans ce rôle. Quand l'islam se réveille, les forces des mécréants s'unissent pour le combattre, parce que la nation des mécréants est une. «Ô vous qui croyez, ne choisissez pas de confidents en dehors des vôtres, ils feraient tout pour vous perdre. La haine sort de leurs bouches. Ils désireraient votre ruine, mais ce que leurs poitrines secrètent est encore pire. Voici que nous vous en manifestons les signes, si vous pouvez les comprendre» (*Coran* 3, 118). Ce n'est pas en vain que le verset précédent se termine par les paroles d'Allah: «si vous pouvez les comprendre».

Ainsi, on a réglé son compte aussi à l'Octobre bolchevik ! Et où se trouve la preuve éclatante de ce qu'on affirme dans cet Article? C'est vite dit (Article 32): «Le schéma sioniste n'a pas de limites, et après la Palestine il cherchera à s'étendre du Nil à l'Euphrate. Quand il aura digéré la région qu'il a avalée, il regardera plus loin pour s'étendre encore plus, et ainsi de suite. Tel est le plan qui est dessiné dans le '*Protocole des Sages de Sion*' et le comportement présent du sionisme constitue le meilleur témoignage de ce qui était affirmé dans ce document».

Nous voulions bien le dire! Comme analyse de l'impérialisme, ce n'est pas mal! Pauvre Marx, pauvre Lénine!

Mais arrêtons-nous là pour ce qui concerne le «Statut» de 1988, et faisons un saut de presque trente ans, en mai 2017: au milieu il y a eu, non seulement la Première et la Seconde Intifada, mais la victoire du Hamas aux élections de 2006 avec la liste «Réforme et changement»; l'année d'après l'affrontement militaire avec le Fatah pour le contrôle de la Bande de Gaza; en 2008 la meurtrière opération israélienne baptisée «Plomb fondu»; puis les «opérations» suivantes aux noms les plus variés. Et toujours, la série incessante d'assassinats de prolétaires palestiniens.

Le «Document de principes et politiques généraux» que le Hamas produit en cette année 2017 entend dépasser le «Statut» de 1988 sans le démentir, en tenant compte également du nouveau rôle joué en Palestine avec le contrôle de la Bande de Gaza. En ce sens, il se pose de façon plus directement politique, comme une force de gouvernement, mais le lien étroit entre Palestine et Islam subsiste et est revendiqué pratiquement dans chacun des 42 Articles qui composent le «Document», dès le Préambule, où on proclame que la Palestine est une terre «dont le statut est élevé par l'islam». Et encore: «Sa référence [du Hamas] est l'Islam, qui détermine ses principes, ses objectifs et les moyens de réaliser l'unité nationale» (Article I). «La Palestine est une terre arabe islamique». «Elle est une terre sacrée et bénie, qui occupe une place spéciale dans le cœur de tout arabe et de tout musulman». Et ainsi de suite (12).

Mais pour le reste le Document insiste sur son caractère de texte politique qui «révèle les objectifs, les pierres miliaries et la façon dont on peut réaliser l'unité nationale», avec un langage «proche de celui de la démocratie occidentale» (Mantovani, cit.). Donc «*unité nationale*», comme dans toute autre proclamation bourgeoise (constitution et autres) qui refuse d'admettre la réalité de sociétés divisées en classes. Peut-être que dans la Palestine d'aujourd'hui et d'un lendemain différent, les classes n'existent ou n'existeront pas? «Le peuple palestinien est un unique peuple, composé de tous les Palestiniens, dans la Palestine ou en dehors, indépendamment de leur religion [!!!], culture ou affiliation politique» (Article 6). Pour le reste nous rencontrons les mêmes formules que celles que nous pouvons trouver dans toute prise de position de très bourgeois organismes internationaux: qui est-ce qui ne se proclame pas défenseur des «valeurs de la vérité, de la justice, de la liberté et de la dignité», contre «toute forme d'extrémisme religieux ou ethnique et de bigoterie» (Article 9) ?

Et encore quand on affirme que «La cause palestinienne est la cause d'une terre occupée et d'un peuple déraciné. Le droit des Palestiniens réfugiés et évacués de retrouver leurs maisons d'où ils ont été bannis et à qui il est interdit de revenir – qu'il s'agisse des terres occupées en 1948 ou en 1967 (c'est-à-dire de toute la Palestine) – est un droit naturel, aussi bien individuel que collectif. Ce droit est confirmé tant par les lois divines que par les principes fondamentaux des droits humains et de la loi internationale» (Article 12), ou quand on affirme que «l'instauration d'Israël (...) viole les droits humains garantis par les conventions internationales, dont le principal est le droit à l'autodétermination» (Article 18), bref quand on affirme tout cela et qu'on recommence à invoquer plusieurs fois «les lois divines, et les lois et règles internationales» (Article 25 et autres), est-il vraiment nécessaire de dire, que nous sommes ici dans le ciel rose du pur idéalisme? Droits humains, loi interna-

12. Cf. <https://www.middleeasteye.net/hamas-2017-document-full>.

tionale? Mais *lesquels*, dans l'enfer des nations capitalistes ?

Ensuite, on déclare que la société palestinienne «s'enrichit de personnalités éminentes, figures, dignitaires, institutions de la société civile, et de jeunes, étudiants, syndicalistes et groupes de femmes, qui travaillent ensemble pour atteindre des objectifs nationaux et de construction sociale, qui poursuivent la résistance et conquièrent la libération» (Article 33). Ici revient l'image forte de l'unité nationale, avec des paroles qui peuvent évoquer celles du CLN italien (Comité de Libération Nationale) datées de 1943! En effet, on revendique «de solides principes démocratiques, avant tout de libres et justes élections» (Article 30), on affirme que le Hamas est prêt à coopérer avec tous les États qui soutiennent les droits du peuple palestinien» (Article 37), en déclarant que «l'instauration d'un État pleinement souverain et indépendant, avec pour capitale Jérusalem dans les frontières du 4 juin 1967, avec le retour des réfugiés et évacués dans les maisons d'où ils ont été chassés, est une formule qui fait l'accord sur le plan national» (Article 20). Avec le pragmatisme typique des formations bourgeoises, on survole la question plusieurs fois discutée et source de polémiques incessantes (et de nouvelles souffrances pour les prolétaires palestiniens): «Deux États » et/ou «Destruction d'Israël», bien qu'on dise que «le Hamas repousse toute alternative à la pleine et entière libération de la Palestine, depuis le fleuve jusqu'à la mer» (Article 20).

Il est vrai que, comme on le disait plus haut, le «Document» de 2017 devrait prendre la place du «Statut» de 1988 (sinon l'abroger). Mais *l'impression* reste la même: celle d'un mouvement confessionnel expression de classes bourgeoises et petites-bourgeoises qui a abondamment recours à une phraséologie mystico-religieuse et réactionnaire (c'est-à-dire anti-prolétarienne et anti-communiste), enfermant ainsi la juste et bien compréhensible colère de masses prolétariennes, qui depuis près de quatre-vingts ans subissent et combattent la violence et l'exploitation de l'État d'Israël, dans *le piège infame d'un nationalisme fin en soi et sans réelles perspectives*. Nous pouvons nous arrêter ici pour ce qui concerne les documents programmatiques du Hamas, de 1988 et 2017. Il faut cependant dire encore deux mots, à propos de la «Déclaration conjointe» signée par le Hamas, le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le Mouvement du Djihad Islamique Palestinien, le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine et le Front Populaire pour la Libération de la Palestine-Commandement Général», le 28/12/2023, c'est-à-dire quelques semaines après l'action dirigée par le Hamas contre Israël le 7 octobre – déclaration conjointe dont nous ne pensons pas qu'elle ait été rétractée, et qui en dit long également sur la subordination au Hamas de formations qui se présentent comme marxistes-léninistes! Ici, à part la perspective nationale qui domine, avec la revendication des «droits nationaux légitimes de notre peuple, et de la création d'un État indépendant avec Al Quds comme capitale», au point 3 on énumère parmi «les tâches de combat et de lutte à atteindre directement et immédiatement», «l'engagement arabe, islamique et international pour la reconstruction et la demande aux pays frères et amis et aux *organisations internationales et régionales, parmi lesquelles surtout la Ligue arabe, l'Organisation pour la coopération islamique et les Nations Unies (!!!), [pour] lancer une initiative internationale pour reconstruire ce que l'occupation et l'agression barbare ont détruit dans la Bande de Gaza et travailler sérieusement à ramener la vie dans les artères de la Bande» (c'est nous qui soulignons). Depuis, désormais mois sont passés, le génocide ne s'est jamais arrêté, la destruction généralisée s'est poursuivie de façon impressionnante et – du*

moins au moment où nous écrivons – rien n'indique qu'elle puisse s'arrêter d'ici peu. Et nous ne doutons pas que «les organisations internationales et régionales» citées ci-dessus (et surtout les Nations Unies!) sont en train d'attendre avidement le moment de se précipiter sur la Bande et faire leurs meilleures affaires – comme elles l'ont toujours fait !

Plus loin, aux points 1 et 2 des «Suggestions à tous les partis du mouvement national palestinien et à ses composantes » non seulement on «demande une rencontre nationale globale incluant toutes les parties», mais on propose de «présenter une solution nationale palestinienne fondée sur la formation d'un gouvernement d'union nationale qui émerge d'un vaste consensus national incluant tous les partis, et qui soit responsable de l'unification des institutions nationales dans les terres occupées en Cisjordanie et dans la Bande, en prenant sur lui la responsabilité d'adopter des projets visant à reconstruire ce que l'invasion barbare a détruit dans la Bande, à rendre la vie à notre peuple et à préparer les élections», en développant et en renforçant «le système politique palestinien sur des bases démocratiques, à travers des élections générales (présidentielles, législatives et du conseil national), selon un système de représentation complètement proportionnel, avec des élections libres, justes, équitables, transparentes et démocratiques, avec la participation de tous, et en reconstruisant ainsi les rapports intérieurs sur les bases et sur les principes de la coalition nationale et d'un authentique partenariat national». Depuis (28/12/2023) plus de huit mois sont passés. Les 40000 prolétaires palestiniens tués depuis lors (et ceux qui suivront, ainsi que tous les dégâts physiques, psychologiques, matériels) sont donc morts pour «des élections libres, justes, transparentes et démocratiques»?!

Maintenant, dans l'attente de nouveaux développements de cette dramatique situation et de la sortie de nouveaux documents du Hamas, tentons donc un exercice de politique-fiction. Sans en arriver au scénario d'une hypothétique destruction de l'État d'Israël (mais exécutée par qui?), hypothèse irréaliste sauf si elle fait partie d'un bouleversement général des actuels équilibres internationaux, et donc d'un nouveau conflit mondial, avec tout ce que cela implique, admettons que naisse enfin un État palestinien. A part la prévisible condition de guerre perpétuelle contre le «vieil ennemi», une guerre égale à l'actuelle, sinon pire, et donc toujours avec d'énormes souffrances pour le prolétariat palestinien, qui donc générerait la reconstruction de Gaza et de la Cisjordanie? le «peuple»? ou plutôt, au moyen de leurs corps de fonctionnaires, les très bourgeoises *élites* économique-financières palestiniennes, aujourd'hui à l'étranger et demain sangsues dans leur patrie, étroitement alliées (et en compétition) avec le très infect capital international? Et à qui appartiendrait la terre? au «peuple»? à une ligue de coopératives? à une moderne catégorie d'entrepreneurs agricoles? à l'État? Et dans tous les cas n'y aurait-il pas exploitation des paysans sans terre, palestiniens et immigrés? Et en fait quel serait, dans le nouvel État, le rapport entre capital et travail, si ce n'est une féroce exploitation du second par le premier, avec un prolétariat palestinien (et, à nouveau, immigré) exploité pour «le bien supérieur de la Nation»? Et nous pourrions continuer.

Nous croyons déjà entendre des voix irritées: «Et vous, alors, que proposez-vous?» Nous pouvons dire seulement aux prolétaires palestiniens (et plus généralement arabes) indépendamment de leur appartenance ou non à telle ou

telle organisation, que toute perspective nationale est une impasse destinée à prolonger indéfiniment les massacres, les souffrances et les destructions ; que l'unique voie pour en sortir, difficile et pas brève, implique le renversement radical de toutes les perspectives adoptées jusqu'ici (avec les conséquences que nous savons, surtout après un an de massacres) par toutes les formations «résistantes» et «nationalistes», et que la perspective du communisme (avec tout ce qu'elle comporte sur le plan théorique et pratique, d'affrontement politique quotidien et de lutte sociale ouverte, jusqu'à la guerre de classe) doit être reconquise et réactualisée, en lien étroit avec le prolétariat international.

Quelle que soit l'issue politique de la monstrueuse boucherie actuelle, le prolétariat de Gaza et de Cisjordanie (sur place, immigré et réfugié, paralysé par la cynique charité hypocrite des organismes internationaux, qui ont plus qu'intérêt à le

maintenir dans un état d'humiliante timidité) (13), et de tous les pays arabes impliqués plus ou moins directement et indirectement, devra se battre résolument tant contre l'Etat d'Israël, qui l'opprime sauvagement depuis quatre-vingts ans, que contre sa propre bourgeoisie, qui l'a utilisé comme chair à canon pour ses propres intérêts nationaux et trafics internationaux. En même temps, ce sera au prolétariat des métropoles de plus ancien impérialisme, lorsqu'il aura finalement retrouvé le chemin du conflit social ouvert, sans compromis et sans frontières et sous la direction du parti révolutionnaire, d'attirer et d'insérer ce combat dans celui, plus vaste, général et décisif, de la guerre de classe contre le mode de production capitaliste, dans toutes ses variantes politiques nationales. Nous sommes pour cette perspective. Nous travaillons pour cet objectif.

Cette voie est longue et accidentée? Sans doute. Mais il n'y en a pas d'autres.

## Gaza: aucune illusion

(il programma comunista, n.1/2025)

Tandis que nous écrivons, nous apprenons la nouvelle d'une possible énième trêve dans la tragique guerre (qui dure depuis 1948!) d'extermination et de nettoyage ethnique actée par l'Etat d'Israël dans la Bande de Gaza, la Cisjordanie, le Liban et le Golan «syrien». Nous reviendrons évidemment sur le contenu de cette éventuelle trêve et surtout sur ses futurs développements, sans nous lancer dans la valse prévisible d'analyses et d'hypothèses géopolitiques. Mais certaines choses doivent rester claires.

Quel que soit le dénouement immédiat de cette histoire sanginaire, autre fruit empoisonné? des dynamiques impérialistes, il est évident qu'il n'y aura pas d'issue politico-militaire ni humanitaire. L'Etat d'Israël continuera à jouer le rôle de gendarme armé de la zone moyen-orientale qui lui a été confié par l'impérialisme US, avec l'accord tacite et hypocrite des impérialismes «alliés» et celui «conflictuel» des puissances émergentes, dans le silence coupable et complice des bourgeo-

isies arabes, dont font pleinement partie toutes les factions palestiniennes. La tragédie du prolétariat de Gaza, de la Cisjordanie et de la diaspora, ne finira pas, tant qu'il sera dramatiquement piégée par la perspective nationale et nationaliste (le «peuple», la «patrie») dont se font les porte-paroles des factions bourgeoises plus ou moins militantes, militaristes et bigotes comme le Hamas et tous ceux qui continuent à le suivre dans le grotesque «Front de la résistance») ou l'Autorité Nationale Palestinienne corrompue. Même si un jour et à travers de nouveaux, et inévitables massacres, devait se réaliser la «solution des deux Etats», non seulement la guerre intérieure de la poudrière moyen-orientale ne cessera pas, et sera toujours plus semblable à celle des Balkans d'où? sortit la Première Guerre Mondiale (elle aussi, comme la Seconde, expression de dynamiques inter-impérialistes), mais le prolétariat palestinien, affaibli par des décennies d'interclassisme contre-révolutionnaire, sera la victime non pas d'un, mais de deux ennemis: la bourgeoisie israélienne et son Etat, et la bourgeoisie palestinienne et son Etat.

Aura-t'il la force de les affronter et de les combattre? C'est d'ici, au cœur de l'impérialisme mondial (européen, américain, asiatique) que doit s'affirmer à nouveau, dans la théorie et surtout dans la pratique, l'internationalisme prolétarien: guerre contre toutes les bourgeoisies nationales et leurs Etats, et en premier lieu contre «sa propre» bourgeoisie, en rompant une fois pour toutes la coupable, suicidaire et meurtrière complicité? nationale et nationaliste, trop alimentée, dans toutes ces années et dans tous les pays, par de soi-disant forces «de gauche». Classe contre classe, et non peuple contre peuple; internationalisme anti-national, et non inter-nationalisme camouflé en «fédération de peuples», lutte ouverte contre toutes les bourgeoisies, surtout «la nôtre», défaitisme révolutionnaire et fraternisation des prolétaires contre le nouveau massacre inter-impérialiste mondial qui se prépare. Il n'y a pas d'autre voie.

13. A méditer: «Chaque société s'est basée jusqu'ici, comme nous l'avons vu, sur l'opposition entre des classes d'opresseurs et des classes d'opprimés. Mais, pour pouvoir opprimer une classe, il faut lui assurer des conditions dans lesquelles elle puisse tout du moins mener sa vie d'esclave. Le serf de la glèbe, en travaillant dans son état de serf de la glèbe, a pu s'élever en devenant membre de la commune, comme le citoyen pauvre, en travaillant sous le joug de l'absolutisme féodal, a pu s'élever en devenant un bourgeois. Mais l'ouvrier moderne, au lieu de s'élever à mesure que l'industrie progresse, descend toujours plus au-dessous de la condition de sa classe. L'ouvrier devient un pauvre, et le paupérisme se développe même plus rapidement que la population et la richesse. Dans tout cela il apparaît manifestement que la bourgeoisie n'est pas en mesure de rester plus longtemps la classe dominante de la société et d'imposer à la société la condition de sa propre classe comme loi régulatrice. Elle n'est pas capable de dominer, parce qu'elle n'est pas capable d'assurer l'existence de son esclave même au sein de son esclavage, parce qu'elle est contrainte de le laisser sombrer dans une situation où, au lieu d'être nourrie par lui, elle est obligée de le nourrir. La société ne peut plus vivre sous la classe bourgeoise, c'est-à-dire que l'existence de la classe bourgeoise n'est plus compatible avec la société.» (Marx-Engels, *Manifeste du parti communiste*, chap. 1, Bourgeois et Prolétaires).

## Notre bibliographie essentielle

(*Note: Cette bibliographie, qui ne comprend évidemment pas les titres des articles de cette brochure, ne constitue qu'une sélection parmi les nombreux documents sur la «question moyen-orientale» parus dans notre presse internationale depuis les années 1930. Des références à d'autres documents antérieurs sont, par ailleurs, progressivement intégrées aux textes reproduits ici.*)

1. Israele: In Palestina, il conflitto arabo-ebreo (*Prometeo*, n° 96, 1933)
2. Israele: Note internazionali: Uno sciopero in Palestina, il problema “nazionale” ebreo (*Prometeo*, n°105, 1934)
3. I conflitti in Palestina (*Prometeo*, n°131, 1935)
4. Gli avvenimenti in Palestina (*Prometeo*, n°132, 1935)
5. La crisi del Medio-Oriente (il *programma comunista*, n°21, 1955)
6. Le “Alsazie-Lorene” del Medio Oriente (il *programma comunista*, n°23, 1955)
7. Il terremotato Medio Oriente (il *programma comunista*, nn° 7-8-13-21, 1956)
8. La chimera dell'unificazione araba attraverso intese fra gli Stati (il *programma comunista*, n°. 10, 1957)
9. Israele: Fraternità pelosa (il *programma comunista*, n°21, 1960)
10. Israele: Il conflitto nel Medioriente alla riunione emiliano-romagnola (il *programma comunista*, n°17, 1967)
11. Israele: Nel baraccone nazional-comunista: vie nazionali, blocco con la borghesia (il *programma comunista*, n°20, 1967)
12. Israele: Detto in poche righe (il *programma comunista*, n°18, 1968)
13. Israele: Spigolature (il *programma comunista*, n°20, 1968)
14. Israele: Un grosso affare (il *programma comunista*, n°18, 1969)
15. Incrinature nel blocco delle classi in Israele (il *programma comunista*, n°17, 1971)
16. Curdi palestinesi (il *programma comunista*, n°7, 1975 )
17. Dove va la resistenza palestinese? (I) (il *programma comunista*, nn°17-18-19, 1977)
18. Medio Oriente – “Pace” o preparazione di nuove guerre con altri schieramenti? (il *programma comunista*, n°. 8, 1979)
19. Per un bilancio dei movimenti anticoloniali (il *programma comunista*, n°. 18, 1979)
20. Il lungo calvario della trasformazione dei contadini palestinesi in proletari (il *programma comunista*, n°20-21-22, 1979)
21. Il ciclo delle rivoluzioni nazionali e anti-coloniali volge alla fine (il *programma comunista*, n° 23, 1979)
22. In rivolta le indomabili masse sfruttate palestinesi (È nuovamente l'ora di Gaza e della Cisgiordania) (il *programma comunista*, n°8, 1982)
23. Cannibalismo dello Stato colonial-mercenario di Israele (il *programma comunista*, n°12, 1982)
24. Le masse oppresse palestinesi e libanesi sole di fronte ai cannibali dell'ordine borghese internazionale (il *programma comunista*, n°12, 1982)
25. La lotta delle masse oppresse palestinesi e libanesi è anche la nostra lotta (volantino) (il *programma comunista*, n°13, 1982)
26. Per lo sbocco proletario e classista della lotta delle masse oppresse palestinesi e di tutto il Medioriente (il *programma comunista*, n°14, 1982)
27. La lotta nazionale dei proletari palestinesi (il *programma comunista*, n°12, 1982)
28. Sull'oppressione e la discriminazione dei proletari palestinesi (il *programma comunista*, n°19, 1982)
29. La lotta nazionale delle masse palestinesi nel quadro del movimento sociale in Medioriente (il *programma comunista*, n°20, 1982)
30. Il ginepraio del Libano e la sorte delle masse palestinesi (il *programma comunista*, n°2, 1984)
31. La questione palestinese al bivio (il *programma comunista*, n°1, 1988)
32. Il nostro messaggio ai proletari palestinesi (il *programma comunista*, n°2, 1989)
33. Una diversa prospettiva per le masse proletarie (il *programma comunista*, n°5, 1993)

# Partito Comunista Internazionale

## il programma comunista

[www.internationalcommunistparty.org](http://www.internationalcommunistparty.org)

[info@internationalcommunistparty.org](mailto:info@internationalcommunistparty.org)

Redazione: Casella Postale 272 20101 Milano



---

CE QUI NOUS DISTINGUE: La ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921), à la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du “socialisme dans un seul pays” et la contre-révolution stalinienne, et au refus des fronts populaires et des blocs partisans et nationaux. La dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaires au contact de la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et électoraliste.

---

[www.internationalcommunistparty.org](http://www.internationalcommunistparty.org)  
[info@internationalcommunistparty.org](mailto:info@internationalcommunistparty.org)